L'incidence de la modernisation sur le développement et le comportement démographique

Études de cas dans sept pays du Tiers-Monde

Le Centre de recherches pour le développement international, société publique créée en 1970 par une loi du Parlement canadien, a pour mission d'appuyer des recherches visant à adapter la science et la technologie aux besoins des pays en développement ; il concentre son activité dans six secteurs : agriculture, alimentation et nutrition ; information ; santé ; sciences sociales ; sciences de la terre et du génie et communications. Le CRDI est financé entièrement par le Parlement canadien, mais c'est un Conseil des gouverneurs international qui en détermine l'orientation et les politiques. Établi à Ottawa (Canada), il a des bureaux régionaux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient.

This publication is also available in English.
La edición española de esta publicación también se encuentra disponible.

IDRC-260f

L'INCIDENCE DE LA MODERNISATION SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE COMPORTEMENT DÉMOGRAPHIQUE

ÉTUDES DE CAS DANS SEPT PAYS DU TIERS-MONDE

Rédacteurs : Carol Vlassoff et Barkat-e-Khuda

89-06079/

Titre original de l'ouvrage : *Impact of Modernization on Development and Demographic Behaviour — Case Studies in Seven Third World Countries*

©International Development Research Centre 1988

©Centre de recherches pour le développement international 1989
Adresse postale : CP 8500, Ottawa (Canada) K1G 3H9

Vlassoff, C.
Barkat-e-Khuda

IDRC-260f

L'incidence de la modernisation sur le développement et le comportement démographique : études de cas dans sept pays du Tiers-Monde. Ottawa, Ont., CRDI, 1989. xi + 141 p. : ill.

/Modernisation/, /développement rural/, /fécondité/, /collectivités/, /Philippines/, /Malaisie/, /Bangladesh/, /Inde/, /Argentine/, /Colombie/, /Pérou/ — /études de cas/, /facteurs de la fécondité/, /comportement économique/, /implications sociales/, /ménage/, /industrie familiale/, /travail des enfants/.

CDU : 312(5:8)

ISBN : 0-88936-542-3

Révision technique : Lise Proulx-Thérien

Édition microfiche offerte sur demande.

Cette étude a pu être réalisée grâce à une subvention du Centre de recherches pour le développement international. Les opinions émises sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du CRDI. La mention d'une marque déposée ne constitue pas une sanction du produit ; elle ne sert qu'à informer le lecteur.

COLLABORATEURS

Barkat-e-Khuda
Department of Economics, Dhaka University, Dhaka 2, Bangladesh

Carol Vlassoff
Programme spécial PNUD/Banque mondiale/OMS de recherche et de formation concernant les maladies tropicales, 1211 Genève 27, Suisse

Robert A. Hackenberg
Department of Anthropology, University of Colorado, Campus Box 233, Boulder, CO, USA 80309-0233

Aihwa Ong
Department of Anthropology, University of California, Berkeley, CA, USA 94720

Amit Bhattacharyya
ONU, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, New York, NY, USA 10017

Adrian C. Hayes
Social Sciences (340), State University of New York at Albany, Albany, NY, USA 12222

Diego Giraldo Samper
División de Salud, Asociación Colombiana de Facultades de Medicina, Apartado Aéreo 53751, Bogotá, DE, Colombia

Floreal Forni
Centro de Estudios e Investigaciones Laborales, Montevideo 666, Capital Federal, Argentina

Roberto Benencia
Centro de Estudios e Investigaciones Laborales, Montevideo 666, Capital Federal, Argentina

Carlos E. Aramburú
Instituto Andino de Estudios en Población y Desarrollo, Lola Pardo Vargas (325), Urbanización Aurura, Miraflores, Lima 18, Perú

Résumé

Cette série d'articles traite des effets de politiques de développement rural et de projets sur le comportement démographique de la population dans sept pays de l'Asie et de l'Amérique latine. Les méthodologies employées comprennent notamment des études quantitatives et des études approfondies des collectivités rurales. Le projet philippin porte sur les changements qui se sont produits dans deux collectivités rurales du sud de Mindanao, touchées par la Révolution agricole et la réforme agraire. Le projet malaisien étudie, dans une région rurale traditionnelle, les effets de l'expansion industrielle moderne sur le revenu des familles et le rôle des sexes. Au Bangladesh, les chercheurs se sont penchés sur l'incidence démographique d'un programme de développement rural intégré, en particulier sur la fécondité et le comportement de la population face à la régulation des naissances. En Inde, ils ont étudié les liens entre le travail des enfants et la fécondité dans un village où la bijouterie constitue une industrie artisanale importante. En Colombie, ils ont fait une étude comparative du comportement démographique et économique de la population rurale dans trois différents secteurs de l'économie — capitalisme moderne, capitalisme traditionnel et petites exploitations agricoles. L'étude menée en Argentine s'intéresse aux caractéristiques démographiques et économiques de ménages appartenant à différents secteurs agricoles dans une province relativement sous-développée. Enfin, au Pérou, les chercheurs ont comparé le comportement démographique et économique de la population de quatre régions rurales à divers stades de développement. Le dernier chapitre fait la synthèse des idées communes aux sept études et tire des conclusions générales concernant les effets économiques, démographiques et sociaux du développement sur les familles rurales.

Abstract

The collection of articles in this volume focuses on the impact of rural development policies and projects on demographic behaviour in seven countries in Asia and Latin America. The methodologies include both quantitative surveys and in-depth microlevel observation of rural communities. The Philippines study examines changes over time in two rural communities in Southern Mindanao influenced by the Green Revolution and agrarian reform. The Malaysian project investigates the impact of modern industrial expansion in a traditional rural area upon the family economy and gender roles. In Bangladesh, the effect of an integrated program for rural development upon demographic change, especially on fertility and family-planning behaviour, is examined. The Indian study focuses on the relationship between child labour and fertility in a village where jewelry-making is an important cottage industry. In rural Columbia, demographic and economic behaviour are compared in three different economic sectors — modern capitalist, traditional capitalist, and smallholders. The Argentinian study investigates the demographic and economic characteristics of households belonging to different agricultural sectors of a relatively underdeveloped province. Finally, in Peru, demographic and economic behaviour in four rural areas, characterized by different levels of development, are compared. The final chapter draws together common insights from the seven studies and provides general conclusions on what has been learned about the economic, demographic, and social effects of development on rural households.

Resumen

Los artículos que conforman este volumen se centran en el impacto de las políticas y proyectos de desarrollo rural sobre el comportamiento demográfico en siete países de Asia y América Latina. Las metodologías incluyen tanto estudios cuantitativos como profundas observaciones de las comunidades rurales a nivel micro. El estudio filipino examina los cambios ocurridos en dos comunidades rurales del sur de Mindanao influidas por la revolución verde y la reforma agraria. El proyecto malasio investiga el impacto de la expansión industrial moderna en un área rural tradicional sobre la economía familiar y el papel de los sexos. En Bangladesh, se examina el efecto de un programa integrado de desarrollo rural sobre el cambio demográfico, especialmente la fecundidad y la planificación familiar. El estudio de India se centra en la relación entre trabajo infantil y fecundidad en una aldea donde la joyería es una importante industria

casera. En Colombia rural se comparan los comportamientos demográfico y económico de tres sectores económicos diferentes — capitalista moderno, capitalista tradicional y pequeños agricultores. El estudio argentino investiga las características demográficas y económicas de hogares pertenecientes a diversos sectores agrícolas de una provincia relativamente subdesarrollada. Finalmente, en Perú, se comparan los comportamientos demográficos y económicos de cuatro áreas rurales caracterizadas por distintos niveles de desarrollo. El capítulo final reúne las apreciaciones de los siete estudios y ofrece conclusiones generales sobre lo que se ha aprendido acerca del los efectos económicos, demográficos y sociales del desarrollo sobre los hogares rurales.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos ix

Remerciements xi

Introduction *Barkat-e-Khuda et Carol Vlassoff* 1

PARTIE 1 : Les réactions démographiques au développement en Asie et en Amérique latine

Le démenti opposé à Malthus : le rôle des ménages dans l'accroissement de la production alimentaire et la diminution de la natalité aux Philippines, 1970-1980 *Robert A. Hackenberg* 7

Le développement industriel et les ménages ruraux de Malaisie : évolution des stratégies de reproduction *Aihwa Ong* 23

L'incidence du développement rural sur la démographie au Bangladesh *Barkat-e-Khuda* 41

L'industrie artisanale et la fécondité dans un village du Bengale occidental, en Inde *Amit K. Bhattacharyya et Adrian C. Hayes* 55

Relations entre production agricole et dynamique socio-démographique : étude de trois municipalités inégalement développées de la région de Tolima, en Colombie *Diego Giraldo Samper* 65

Stratégies démographiques dans une région sous-développée d'un pays moderne : le cas de Santiago del Estero, Argentine *Floreal H. Forni et Roberto Benencia* 82

La famille et le travail dans la campagne péruvienne : nouvelles interprétations *Carlos E. Aramburú* 94

PARTIE 2 : Conclusions

L'incidence du développement sur le comportement démographique des ménages *Carol Vlassoff* 125

Bibliographie 137

AVANT-PROPOS

Au cours des dix dernières années, chercheurs et responsables politiques du Tiers-Monde se sont demandé de quelle façon les projets et les politiques de développement, destinés principalement à accroître le bien-être économique, influencent le comportement démographique, et notamment la fécondité, la migration et la mortalité dans les régions rurales où vit la plus grande partie de la population du Tiers-Monde.

Bien que cette question suscite un intérêt universel, l'étude du comportement démographique des ménages varie très sensiblement dans les différentes parties du monde. En Amérique latine, on fait appel largement à la notion de «stratégies de survie» pour expliquer pourquoi les familles rurales pauvres mettent au monde un grand nombre d'enfants. Étant donné que ceux-ci contribuent à l'économie familiale par leur labeur, que ce soit en travaillant la terre dans l'exploitation familiale ou en émigrant et envoyant de l'argent à leur famille, certains arguent que le fait d'avoir un grand nombre d'enfants constitue une stratégie rationnelle pour assurer la survie de la famille. Ailleurs, notamment en Asie et en Afrique, on préfère généralement l'interprétation empirique ou néoclassique qui veut que les déterminants du comportement démographique soient analysés dans une perspective micro-économique ou individuelle. Les tendances démographiques que sont la fécondité et la migration, par exemple, sont alors considérées comme une réaction individuelle à divers déséquilibres (disponibilité de terres ou de ressources, de capital ou de main-d'oeuvre), plutôt que comme une stratégie collective ou familiale.

Vers la fin des années 70, le CRDI a retenu des propositions émanant de cinq pays — le Bangladesh, la Corée, la Malaisie, les Philippines et la Tanzanie — dans le but de défricher la question d'un lien entre le développement et la démographie. Au début des années 80, d'autres projets furent financés également dans cinq pays d'Amérique latine — l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Mexique et le Pérou.

En 1983, lorsque ces études furent achevées ou proches de l'être, un nouveau projet fut financé pour permettre l'analyse en profondeur, l'interprétation et la synthèse de leurs résultats. Un atelier de travail comparatif fut organisé à Vancouver, au Canada, en octobre 1985 auquel furent présentés les rapports d'études rassemblés dans le présent volume.

Tous les rapports ne sont pas reproduits ici, pour diverses raisons : certains (et notamment l'étude tanzanienne) s'écartaient quelque peu du principal sujet traité ici, si bien qu'il parut plus opportun de les publier ailleurs, d'autres ne furent pas achevés ou révisés de manière satisfaisante. Le présent volume, par conséquent, ne présente qu'une

sélection parmi les nombreux résultats de recherches sur cette importante question. Néanmoins, grâce aux conclusions qui se dégagent des micro-études et des données d'enquêtes provenant tant d'Asie que d'Amérique latine, il contribue largement à une meilleure compréhension de l'effet exercé par les activités de développement sur les familles rurales du Tiers-Monde.

Anne V. Whyte

Directrice, Division des sciences sociales
Centre de recherches pour le développement international

REMERCIEMENTS

Plusieurs personnes ont participé de près à l'organisation et au soutien des diverses équipes, et nous tenons ici à leur exprimer notre gratitude. Il s'agit notamment de Moni Nag (Population Council), qui a assisté aux ateliers de projets et apporté une précieuse contribution ; de Alan B. Simmons (directeur du Centre de recherches sur l'Amérique latine et les Caraïbes), qui a lancé un grand nombre des projets et conçu plusieurs des activités qui en faisaient partie ; de Shirley B. Seward (directrice de l'Institut de recherches politiques), qui a joué un rôle de premier plan dans la mise sur pied du réseau asiatique et africain ; et de Nicole Beaudoin-Dutcher (coordonnatrice des conférences du Collège canadien des directeurs de services de santé), qui a organisé la réunion de Vancouver et dactylographié les premières ébauches d'un bon nombre des chapitres de ce volume. Nous sommes redevables tout particulièrement à Mario Torres (CRDI), pour sa contribution aux études réalisées en Amérique latine et, enfin, à Constance Gagnon (CRDI) qui a dactylographié avec patience et bonne humeur les versions successives du manuscrit et contribué à régler les derniers détails financiers et organisationnels des projets.

Nous voulons remercier également les auteurs des études qui étaient présents à la réunion de Vancouver mais dont les travaux ne sont pas présentés ici, pour leurs conseils et leur contribution générale à ce volume. Il s'agit de Luis Lenero (directeur, Instituto Mexicano de Estudios Sociales), qui a également fait office de coordonnateur des études d'Amérique latine et qui a conseillé les diverses équipes dans leurs recherches ; de Vilmar Faria et Elza Berquó (Centro Brasileiro de Análise e Planejamento) ; de Mo-im Kim et Byung-Joon Ahn (Université Yonsei). Le projet coréen a été gêné par le départ de Mo-im Kim qui fut nommé à un poste de responsabilité dans la fonction publique et nous sommes reconnaissants à Byung-Joon Ahn et son équipe d'avoir terminé l'étude selon ses objectifs initiaux.

INTRODUCTION

Barkat-e-Khuda et Carol Vlassoff

Les pays du Tiers-Monde, où vit la majorité de la population du globe, sont divers de par leur taille, leur culture, leur religion, leur organisation politique et leur niveau de développement socio-économique. Bien que certains aient connu une expansion économique rapide dans le courant des dernières décennies, un grand nombre d'autres demeurent largement à l'écart de ce développement : chez ceux-là, la majorité de la population reste analphabète et souffre d'une pauvreté abjecte, particulièrement dans les campagnes. Le nombre écrasant des ruraux, vivant de la terre et ne pouvant se passer d'une aide alimentaire massive, et le fait qu'une proportion aussi importante d'entre eux se situe soit en dessous soit juste au seuil de la pauvreté, font qu'il est indispensable de concentrer les efforts de développement sur la population rurale démunie.

Les pouvoirs publics, dans de nombreux pays du Tiers-Monde, ont conscience de ces problèmes et ont pris diverses mesures pour améliorer le niveau de vie. Par exemple, ils sont nombreux à avoir réalisé des progrès technologiques, avec la mise au point de variétés de riz et de blé à haut rendement. Certains pays ont mis en oeuvre des programmes d'industrialisation rurale pour fournir des emplois aux femmes et assurer du travail aux hommes pendant la morte saison agricole et améliorer ainsi le niveau des revenus. Un certain nombre d'entre eux ont également entrepris une réforme agraire pour instaurer une distribution plus équitable des terres entre les paysans. Certains s'efforcent en outre de réduire la pression démographique dans les régions très peuplées, notamment par des incitations économiques à s'établir dans des régions où la densité de population est moindre.

On s'entend généralement pour dire que l'évolution démographique peut influer sur le développement économique de manière soit positive, soit négative. En sens inverse, les projets de développement peuvent entraîner également des répercussions démographiques. Ainsi, les projets de développement rural, en accroissant les revenus de la population, peuvent amener une diminution de la natalité. Il en est ainsi lorsque, par exemple, grâce à des revenus plus élevés, les parents ont les moyens de scolariser leurs enfants : ces derniers coûtent alors plus cher et les parents sont ainsi motivés à limiter leur fécondité. Les études retardent également le mariage des jeunes scolarisés et

l'élévation de l'âge nuptial signifie généralement une réduction de la fécondité. L'accroissement de leurs revenus permet aux familles d'accéder aux soins sanitaires et, ainsi, de jouir d'une meilleure alimentation et d'un meilleur état de santé. Il en résulte une diminution de la mortalité infantile qui peut, à son tour, entraîner une baisse de la natalité.

L'accroissement des revenus et l'amélioration des conditions de vie suscitent également une évolution des mentalités : les gens commencent à concevoir un meilleur avenir pour eux-mêmes et leurs enfants. Ces aspirations nouvelles englobent généralement l'espoir d'un meilleur niveau de vie qui, souvent, fait concurrence au désir d'avoir des enfants.

Toutefois, de telles activités de développement, en accroissant les revenus, peuvent aussi entraîner une hausse de la fécondité. Il en est ainsi lorsque, grâce à une alimentation et une situation sanitaire meilleures, le taux des fausses-couches et de la mortalité infantile diminue ou lorsque plus de femmes se mettent à travailler hors du foyer et, de ce fait, nourrissent leurs enfants au sein moins longtemps. L'impact démographique d'un tel développement est donc la résultante des diverses réactions démographiques que ces activités peuvent déclencher.

Nous examinons dans le présent volume les effets démographiques des politiques et projets de développement dans les sociétés rurales du Tiers-Monde, en nous fondant sur des études réalisées dans plusieurs pays d'Asie et d'Amérique latine. Contrairement à diverses autres publications récentes traitant de l'incidence des projets de développement sur le comportement démographique, les sélections que nous avons réunies examinent davantage les effets combinés d'une gamme d'activités de développement, dont un programme de développement particulier peut souvent n'être qu'un élément. Il n'est pas facile de déterminer l'effet propre de programmes individuels en raison de la grande diversité des activités de développement et des autres changements décrits. Il n'est pas toujours évident non plus d'en tirer des enseignements précis sur le plan des politiques à suivre. Cependant, ces études permettent de beaucoup mieux cerner les grands processus de développement et leurs diverses répercussions sur les classes économiques, les collectivités et les familles au niveau de la micro-économie des régions d'étude choisies.

Les projets décrits dans cet ouvrage sont ceux de deux réseaux d'équipes de recherche, l'un oeuvrant en Asie et en Afrique et l'autre en Amérique latine, dont les travaux ont été financés par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).[1] Ces études consistaient dans l'ensemble à choisir un projet ou une politique de

[1] *Une seule de ces études, celle de Bhattacharyya en Inde, n'a pas été financée par le CRDI. Cependant, le Centre a pris en charge les frais de voyage à l'étranger de Bhattacharyya pour lui permettre d'assister à plusieurs ateliers sur les projets.*

développement, ou des microrégions ayant connu un développement notable, et d'en examiner l'incidence sur le comportement démographique des ménages, particulièrement dans les campagnes. De ce fait, elles ne se veulent pas représentatives de la situation des pays où elles ont été effectuées ; il s'agit plutôt d'études de cas de développement et d'évolution démographique. Plusieurs d'entre elles, notamment celles réalisées au Bangladesh, en Malaisie et aux Philippines, décrivent des phénomènes et des résultats qui semblent différer considérablement de ceux que l'on peut observer au niveau national ou dans d'autres régions des pays choisis. Elles ne comprennent donc qu'une partie de la complexité et de la variété des réactions démographiques au développement. La méthodologie est basée à la fois sur des enquêtes quantitatives et sur l'observation de microrégions en vue de parvenir à une connaissance aussi complète que possible des processus en jeu.

Les projets en Asie et en Afrique furent les premiers à démarrer et comprennent des études réalisées aux Philippines, en Malaisie, au Bangladesh, en Inde et en Corée. Celle des Philippines, dirigée par Robert A. Hackenberg, a porté sur les changements intervenus au niveau des ménages dans la partie méridionale de l'île de Mindanao où existent des différences sensibles de développement économique entre les régions. En Malaisie, Aihwa Ong a étudié les changements ressentis par les familles rurales, et les jeunes femmes en particulier, par suite du développement industriel intervenu dans des régions antérieurement rurales. Barkat-e-Khuda a examiné l'incidence démographique d'un programme de développement rural dans le district de Comilla, au Bangladesh, particulièrement du point de vue de l'évolution de la fécondité. Amit Bhattacharyya a cherché à déterminer l'incidence du travail des enfants dans une industrie artisanale d'un village du Bangladesh occidental sur la manière dont les parents perçoivent la valeur des enfants et sur le nombre qu'ils souhaitent avoir. En Corée, Mo-im Kim et Byung-Joon Ahn ont comparé deux régions rurales, dont l'une a participé au «Mouvement des villages nouveaux», et l'autre non (cette étude n'est pas présentée ici).

Une seule étude sur ce sujet fut financée en Afrique, celle de Kamuzora, en Tanzanie (non présentée ici). Cette sous-représentation de l'Afrique est partiellement due au manque de propositions émanant de ce continent, ainsi qu'au fait que le CRDI avait alloué moins de ressources à la promotion de la recherche sur ce sujet général en Afrique que dans les deux autres continents.

Un processus similaire s'est déroulé en Amérique latine, bien que l'accent y fut mis davantage sur les effets des diverses initiatives de développement national plutôt que sur les projets de développement individuels. Par exemple, Diego Giraldo Samper a effectué dans la campagne colombienne une étude des rapports entre les organisations productives, la structure familiale et le comportement démographique dans trois secteurs différents de l'économie, depuis l'entreprise capitaliste moderne jusqu'aux petites exploitations traditionnelles. De

même, Floreal Forni et Robert Benencia ont comparé le comportement démographique des ménages dans différents secteurs agricoles de régions irriguées et sèches d'une province économiquement sous-développée d'Argentine. Au Pérou, Carlos Aramburú a étudié en parallèle deux régions plus développées et deux qui le sont moins, se concentrant sur l'interaction entre les facteurs régionaux «externes» et les réactions familiales «internes». Deux études concernent le Brésil, l'une de Lea Melo da Silva sur la diminution de la natalité dans les bidonvilles de Belo Horizonte, l'autre de Vilmar Faria et Elza Berquo sur le comportement démographique et économique dans des régions choisies du Brésil, mettant l'accent sur la migration. Enfin, Luis Lenero s'est penché sur les stratégies familiales dans une région mexicaine productrice de pétrole qui connaît une croissance rapide. (Les études faites au Brésil et au Mexique ne sont pas comprises dans le présent volume.)

Dans chaque région, trois ateliers furent organisés pendant l'exécution de ces projets pour permettre aux équipes d'échanger leurs observations et de bénéficier des avis et suggestions de leurs collègues. Une fois tous les projets menés à bien, une réunion générale fut organisée à Vancouver, au Canada, au mois d'octobre 1984, à laquelle furent invités les principaux chercheurs de tous les projets. Bien que plusieurs ne purent s'y rendre, ce fut néanmoins un événement extrêmement important qui leur permit de partager les résultats de leurs recherches avec des collègues travaillant sur des sujets similaires dans différentes parties du monde.

La présente publication est le fruit des communications présentées à la conférence de Vancouver. Après avoir fait l'objet de discussions par les participants, elles furent révisées en conséquence, en vue de leur publication par le CRDI. Comme c'est le cas de la plupart des publications de ce type, groupant les contributions de plusieurs auteurs, sa réalisation a demandé plus de temps qu'on ne l'avait prévu à l'origine. Par ailleurs, toutes les études effectuées dans le cadre des réseaux d'origine ne sont pas présentées ici. Dans certains cas, les auteurs choisirent de faire paraître leurs études sous forme d'ouvrages individuels ou bien de les publier ailleurs ; dans d'autres cas, le rapport final n'était pas prêt en temps voulu. En outre, deux études ne sont présentées que sous forme sommaire car elles traitent moins directement de l'incidence démographique des activités de développement que les communications reproduites intégralement, tout en apportant néanmoins quelques aperçus intéressants.

Partie 1

Les réactions démographiques au développement en Asie et en Amérique latine

LE DÉMENTI OPPOSÉ À MALTHUS : LE RÔLE DES MÉNAGES DANS L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET LA DIMINUTION DE LA NATALITÉ AUX PHILIPPINES, 1970-1980

Robert A. Hackenberg

INTRODUCTION : LES «CONTRAINTES NATURELLES» DE MALTHUS MISES EN ÉCHEC

Il y a 20 ans encore, c'était un lieu commun que d'affirmer le caractère incontournable de la prédiction malthusienne d'une inadéquation désastreuse entre l'explosion démographique d'une part et la stagnation de la production agricole d'autre part. L'idée de cette fatalité sous-tendait les myriades de projections formulées en 1967 par les membres du «comité consultatif scientifique du président Johnson», les auteurs de *The World Food Problem* (PSAC 1967). Or, le désastre fut évité. Deux décennies se sont écoulées depuis lors et nous avons accompli ce qui paraissait impossible : les taux de fécondité ont reculé partout en Asie et en Amérique latine, se situant à des niveaux sensiblement inférieurs aux prévisions antérieures, et nous sommes maintenant assurés que la croissance de la production alimentaire continuera à excéder celle de la population jusqu'à la fin du siècle (GPO 1980).

Il est établi aujourd'hui que le développement des 25 dernières années infirme les théories de Malthus, et ce grâce aux progrès scientifiques qu'il ne pouvait concevoir. En prédisant que la production alimentaire ne pourrait s'accroître que par la mise en culture de terres nouvelles, il ne pouvait anticiper la révolution verte, qui a permis des gains de production par l'augmentation des rendements plutôt que par l'accroissement de la surface cultivée. Dans le domaine de la contraception, qu'il pensait incapable de juguler la natalité, une technologie et des méthodes de distribution nouvelles lui ont, là encore, opposé un démenti.

Nous présentons ci-après des données sur la croissance de la population et de la production alimentaire aux Philippines à deux dates,

1970 et 1980. Là comme ailleurs, ces dix années d'intervalle se sont avérées cruciales du point de vue de l'inversion de ces deux courbes. Cette étude peut être interprétée comme une analyse des tendances au microniveau de deux municipalités rurales représentatives de la province de Davao del Sur dans l'île de Mindanao, en vue de connaître les mécanismes qui ont servi à faire mentir Malthus. Nous retrouvons deux facteurs qui sont à l'origine des changements spectaculaires intervenus : premièrement, la réaction des ménages locaux aux forces économiques s'exerçant dans une zone frontière en évolution rapide. En second lieu, les programmes gouvernementaux nouvellement instaurés qui furent l'instrument d'une intervention politique massive.

La région méridionale des Philippines : le contexte démographique et économique

Durant les années 50, dernière décennie avant la fermeture de la «frontière» aux nouveaux colons, plus de deux millions de migrants vinrent occuper des terres inexploitées dans l'île de Mindanao. Cette migration est typique de la méthode traditionnelle employée par les Philippines pour faire face à une explosion démographique qui atteignait 3,5 % par an, et pour mettre en culture de vastes étendues de terres nouvelles.

Après 1960, cette solution facile devint inopérante et les hausses ultérieures de production agricole furent réalisées grâce à de meilleurs rendements (Ruttan 1978 : 374). Vers le milieu des années 70, 64 % des rizières philippines produisaient des variétés à haut rendement (Hayami et Kikuchi 1981 : 44). La production de riz passa ainsi de 1,1 à 2,0 tonnes par hectare entre 1960 et 1980 (OIT 1974 : 442 ; BIRD 1980 : 81). L'irrigation contribua également à l'accroissement de la production totale, la superficie irriguée passant de 739 000 à 1 607 000 ha au cours de la même période (Hayami et Kikuchi 1978 : 331-332). Après des décennies de déficit alimentaire, les Philippines parvinrent en 1975 à l'autosuffisance en riz. Cependant, le problème résiduel de la croissance démographique, qui se poursuivait au rythme de 2,5 % par an, n'était pas réglé. Ainsi, de 1970 à 1979, 59,3 % de la population active supplémentaire vint grossir la main-d'oeuvre agricole (USAID 1981 : 10).

La réorganisation économique des ménages résulta de la fermeture de la frontière de la colonie et de l'adoption de technologies permettant d'accroître les rendements. Le mode de production traditionnel n'était plus capable d'adaptation ; il fut remplacé par le «nouveau système agricole». En sus de l'irrigation, celui-ci exigeait l'introduction de cinq données importantes : des engrais, des produits chimiques agricoles, une main-d'oeuvre extérieure à la famille de l'exploitant, des machines agricoles et des crédits pour financer le tout (Barker et Cordova 1978 ; Duff 1978 ; Wickham et al. 1978). Au total, ces changements revenaient à transformer les exploitations familiales en entreprises commerciales de production agricole.

Ces innovations, combinées à la persistance de la croissance démographique, renferment une menace d'appauvrissement pour les ménages ruraux. La perspective de meilleurs rendements tend à faire grimper le prix des terres, de concert avec les autres coûts de production. La technologie nouvelle favorise les économies d'échelle. Ces forces peuvent se conjuguer pour évincer les petits exploitants dans le même temps où l'accroissement de la population fait baisser le prix de la main-d'oeuvre. Il en résulte un système à deux classes sociales, où de grands propriétaires terriens dominent un prolétariat appauvri (J.C. Scott 1976 : 209-210). Hayami et Kikuchi (1981 : 60) qualifient ce processus de «polarisation».

Celle-ci paraît plus probable dans les anciennes régions agricoles d'Asie du Sud-Est, comme Java ou Luçon, où l'agriculture de plantation a déjà creusé un écart entre grands exploitants et petits propriétaires et tenanciers. Dans les régions agricoles nouvelles, telles que Mindanao, tous sont colons et entament la transition vers l'agriculture moderne à peu près sur un pied d'égalité. Il y a aura, certes, concurrence, sélection et différenciation, mais à partir d'une base uniforme. Dans cette situation, Hayami et Kikuchi (1981 : 30) arguent que l'accroissement de la productivité engendrera une organisation sociale plus complexe, pourvu que soient réunies à la fois l'augmentation de la main-d'oeuvre et la spécialisation des fonctions que les nouveaux systèmes agricoles exigent. Les responsabilités seront subdivisées entre un ensemble hiérarchisé de spécialistes qui englobera des propriétaires terriens, des gestionnaires, des métayers, des fermiers à bail et, enfin, des sous-métayers, ces derniers étant en fait des travailleurs agricoles résidants travaillant sur l'exploitation à temps plein en échange d'une part de la récolte. C'est ce qu'on appelle une structure «stratifiée», opposée à la structure polarisée. Les profits résultant de l'accroissement des rendements y sont partagés beaucoup plus équitablement entre un groupe de participants dont le nombre augmente régulièrement. Néanmoins, les parts versées à chaque classe ne peuvent que s'amenuiser avec le temps. L'involution (Geertz 1963) semble inévitable.

Il existe cependant une troisième possibilité, que l'on a baptisée du nom de «diversification» (Hackenberg 1984a). Il s'agit d'une structure qui peut se constituer à partir d'un mode d'occupation des terres de type colonisation. Pourvu que soient réunis les ingrédients essentiels de la révolution verte que sont les variétés à haut rendement et l'irrigation, elle se caractérise par des exploitations de taille moyenne cultivées par leurs propriétaires, qui se groupent entre eux pour former des organisations de production et de mise en marché efficaces sous forme de coopératives.

Si cette structure est complétée par la panoplie conventionnelle des politiques gouvernementales qui favorisent l'agriculture — notamment la réforme agraire, les prêts aux producteurs et une planification des naissances efficace — il est raisonnable de s'attendre à ce que les descendants des exploitants trouvent des emplois non agricoles dans les secteurs de la transformation des produits agricoles ou des activités de soutien et de service, dans le même temps où la réduction du taux de natalité restreindra les excédents de main-d'oeuvre agricole qui contribueraient autrement à faire baisser les salaires.

Les données présentées ici répondent à la question soulevée par les paragraphes précédents : la combinaison de la technologie de la révolution verte et d'une planification familiale efficace peut-elle conduire à la solution de la diversification, censée conjuguer la croissance des revenus et leur distribution équitable ? Dans l'affirmative, cette combinaison infirmerait totalement la prévision malthusienne, puisqu'elle accroîtrait la production agricole dans le même temps où elle réduirait le rythme de la croissance démographique. Nous avons nous-mêmes décrit par ailleurs (1980, 1982, 1983) d'autres circonstances autorisant l'apparition de cette structure.

L'EXPÉRIENCE DE DAVAO DEL SUR : UNE DÉCENNIE DE CHANGEMENT, 1970-1980

L'île de Mindanao fut ouverte à la colonisation en vertu de la Loi sur les terres publiques de 1903, mais il fallut attendre la création d'un réseau routier suite à la Loi de colonisation de 1935 pour voir affluer les colons. Simkins et Wernstedt (1971 : 7-9) ont chiffré à 397 000 les nouveaux colons qui se sont établis dans la province de Davao entre 1939 et 1960, «en sus de la croissance naturelle de la population». Sur ce nombre, 118 000 s'installèrent dans la vallée de Digos-Padada, dans ce qui allait devenir en 1967 la province de Davao del Sur.

En 1965, la vallée fut réellement fermée à la colonisation du fait qu'il n'y avait plus de terres à distribuer. Pendant les dix années précédentes, son potentiel agricole se trouva renforcé par la construction du réseau d'irrigation communal de Badagoy qui s'étendait sur 4 600 ha et servait 1 300 exploitations ; celui-ci fut bientôt suivi par d'autres réseaux contigus (Hackenberg 1971). Les terres basses irriguées et les pentes adjacentes arrosées par les pluies formèrent deux régimes écologiques distincts, avec d'une part des rizières et d'autre part des champs de maïs et des plantations de cocotiers. La taille des exploitations individuelles allait de 1 à 2 ha au fond de la vallée jusqu'à 20-30 ha sur les terres hautes moins fertiles.

Les terres basses irriguées constituaient un environnement idéal pour les variétés à haut rendement et la culture du «riz miracle» commença en 1967. Les motoculteurs japonais furent introduits la même année (Hackenberg 1971 : 22-33). Bien que les terres hautes se prêtaient mal à la transformation en «systèmes agricoles», elles bénéficièrent de leur propre stimulation à la modernisation : la culture extensive de la canne à sucre et de la banane dans des exploitations de la taille de plantations commença après 1965 et une raffinerie de sucre fut implantée dans le centre de la vallée. L'avènement de l'agriculture moderne fut précédé d'investissements publics substantiels en vue de créer une infrastructure appropriée : construction de routes principales et secondaires, réseau électrique, systèmes d'entreposage et de distribution de l'eau pour étendre l'irrigation.

Deux études de terrain, l'une portant sur une localité des terres basses (rizières irriguées) et l'autre sur une localité des terres hautes

(maïs et cocotiers), répétées après un intervalle de 10 ans (1970 et 1980), nous permettent de déterminer les effets engendrés par la modernisation des ménages agricoles dans une structure de diversification. La première étude, financée par le United States Center for Population Research (Centre de recherche démographique des États-Unis) englobait 2 050 ménages distribués entre les municipalités de Magsaysay (vallée) et Matanao (terres hautes). Les questionnaires couvraient à la fois des sujets économiques et démographiques, y compris les histoires des grossesses ainsi que des données sur tous les membres des ménages.

Les différences écologiques entre les villages se doublaient des différences linguistiques et culturelles. Magsaysay avait été colonisée par des Ilocanos de Luçon — une population économe et laborieuse, aspirant à une vie meilleure. Matanao fut occupée par des Cebuanos venant des Visayas, une région où l'on se préoccupe davantage du respect des coutumes sociales et religieuses que de promotion. Les Ilocanos étant plus ouverts au progrès et disposant de revenus supérieurs à ceux de leurs voisins Cebuanos, notre hypothèse de départ était que la baisse de la natalité se manifesterait plus rapidement chez les premiers.

Cependant, comme la plupart des régions nouvellement peuplées, la vallée de Digos-Padada connut une pénurie de main-d'oeuvre dans les premières années après son ouverture à la colonisation. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que le recours à la main-d'oeuvre familiale ait entraîné des taux de fécondité records aussi bien à Magsaysay qu'à Matanao, en 1970. La jeunesse de la population migrante contribua à gonfler encore le taux de natalité déjà élevé des indigènes. Si des différences devaient intervenir, on ne les trouverait que dans la deuxième génération (les descendants des colons). Cette hypothèse fut mise à l'essai avec l'étude de suivi de 1980, financée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

Au cours des dix années qui séparent les deux études, certains facteurs contribuèrent à différencier encore davantage la collectivité des terres basses et celle des terres hautes. La réforme agraire, imposée aux producteurs de riz et de maïs mais non aux plantations, entraîna le morcellement des exploitations de superficie supérieure à 7 ha. Étant donné que la culture du maïs était de nature extensive, cela fut beaucoup plus durement ressenti à Matanao qu'à Magsaysay. Dans le même temps, les prêts à la riziculture, offerts dans le cadre du programme de crédits Masagana 99, accrurent l'avantage économique des cultivateurs des basses terres.

Le mode de développement intervenu durant la décennie permit l'absorption imprévue d'une main-d'oeuvre substantielle dans les deux collectivités : il y eut la révolution verte dans la région entourant Magsaysay, qui nécessita un apport de travail supplémentaire équivalant à 50 % de jours-personnes de plus dans chaque exploitation productrice de riz (Roumasset et Smith 1981) et, surtout, la création d'un certain nombre d'activités nouvelles de service et de soutien non agricoles. Autour de Matanao, la culture commerciale de récoltes d'exportation engendra elle-même un besoin massif de main-d'oeuvre agricole non qualifiée.

Au vu de ces mutations, l'étude de 1980 fut conçue sur la base de l'hypothèse que Magsaysay, la localité productrice de riz ayant connu la révolution verte, aurait progressé vers la diversification économique en conjuguant croissance et équité, tandis que Matanao, la communauté productrice de maïs envahie par la culture de la canne à sucre, connaîtrait une polarisation rapide entre deux couches : une élite de planteurs de canne à sucre et de cocotiers et une classe laborieuse composée de travailleurs agricoles. Nous vérifions ci-après ces hypothèses à la lumière d'un choix de données comparatives provenant de l'étude de base et de l'étude de suivi, après une brève description des méthodes utilisées.

ANALYSE DES RÉSULTATS D'ENQUÊTE : MAGSAYSAY ET MATANAO, 1980

Les sites étudiés se situent dans la partie la plus peuplée de la vallée de Digos-Padada qui comprend le centre de la province de Davao del Sur (fig. 1). En 1970, la municipalité de Magsaysay renfermait 18 *barrios*, avec une population de 30 920 habitants, et Matanao se composait de 32 *barrios*, pour une population de 26 889 habitants. À Magsaysay, l'étude a couvert la totalité de la zone productrice de riz desservie par le réseau d'irrigation communal, y compris quelques quartiers du centre administratif (*población*) et 6 *barrios* adjacents, pour une population de 6 529 habitants. À Matanao, la zone étudiée renferme la *población* et 2 grands *barrios* contigus où l'on cultive le maïs, le cocotier et la canne à sucre ; en 1970, leur population s'élevait à 5 610 habitants. Tous les sites étudiés furent cartographiés et un entretien eut lieu avec tous les ménages habitant les *barrios* choisis.

Pour simplifier l'interprétation, nous ne passerons en revue ici que les conclusions principales se dégageant des données, lesquelles sont présentées ailleurs de façon exhaustive (Hackenberg 1984a). Les changements socio-économiques, considérés comme variables indépendantes, sont présentés d'abord, en mettant l'accent sur le genre d'adaptation recherché par chaque collectivité. Ensuite, nous évaluons les caractéristiques démographiques, considérées comme variables dépendantes.

LES CHANGEMENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES, 1970-1980

Superficie des exploitations cultivées par leur propriétaire

Le changement le plus marquant intervenu dans le courant de la décennie est que la superficie des terres cultivables travaillées par les propriétaires individuels a diminué de 40 %. À Magsaysay, le nombre des propriétaires est resté à peu près le même mais l'étendue moyenne de l'exploitation est passée de 5,96 à 3,45 ha ; à Matanao, la superficie moyenne de l'exploitation a reculé de façon plus sensible encore, passant de 8,39 à 4,34 ha. La modification corollaire de la distribution de la

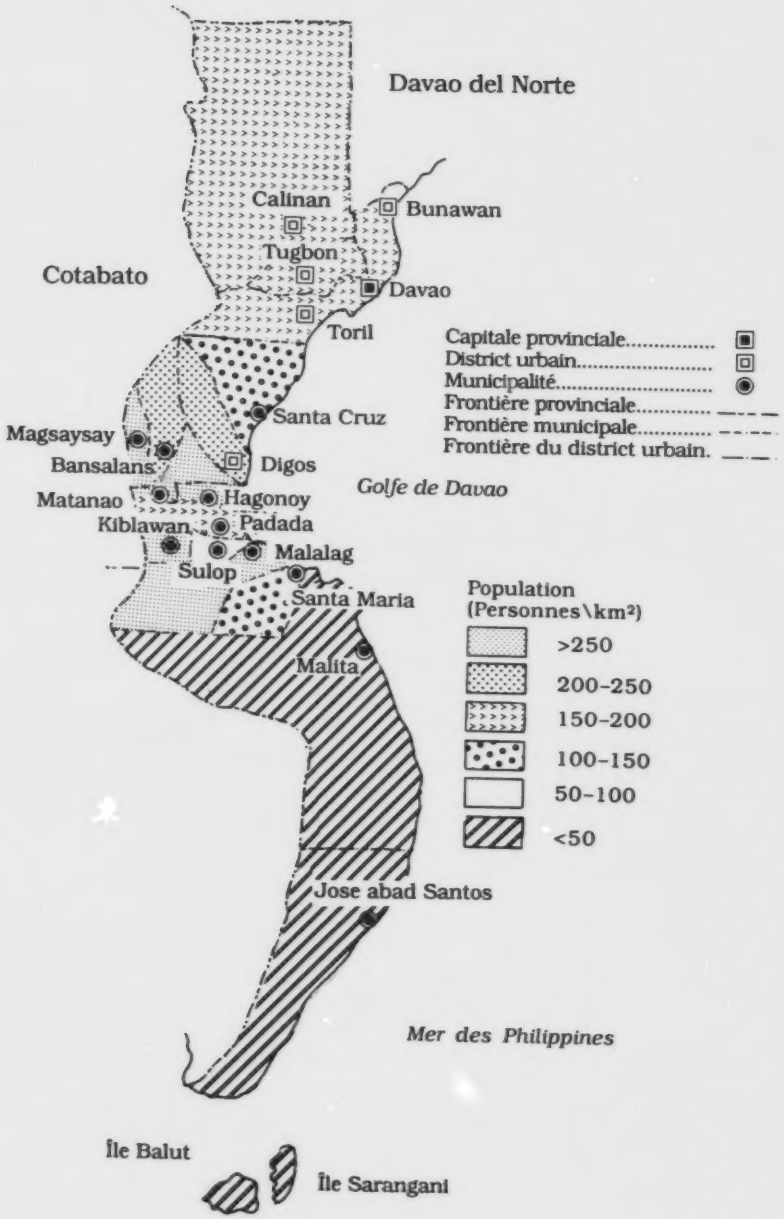


Fig. 1. Densité de population de la province de Davao del Sur, par municipalité, 1970.

propriété peut également être attribuée à la réforme agraire. En 1970, les exploitations appartenant à des résidants de la *población* étaient 50 % plus grandes que celles appartenant à des propriétaires habitant sur leur terre. En 1980, la taille moyenne des exploitations de la *población* et des secteurs ruraux était égale.

Proportion des métayers et des fermiers à bail parmi les chefs de ménage

Dans les deux municipalités, la proportion des propriétaires est restée relativement constante (environ un tiers de tous les ménages) ; cependant, les métayers de 1970 ne s'étaient pas transformés, en 1980, en fermiers à bail ainsi que l'avaient prédit les auteurs de la réforme agraire. À Matanao, la proportion des métayers et des fermiers à bail passa de 59,6 à 20,7 %, tandis que celle des ouvriers agricoles chez les chefs de ménage grimpa de 8,8 à 48,7 %. À Magsaysay, la proportion des premiers passa de 47,3 à 29,2 % entre 1970 et 1980, et celle des derniers de 18,8 à 37,9 %.

Les raisons de ces changements sont complexes mais non point obscures. La réforme agraire philippine ne vise les champs de riz et de maïs d'un propriétaire exploitant que s'ils ont été donnés en métayage (Harkin 1975 : 8-9). Aussi le propriétaire avait-il intérêt à faire partir les métayers avant que les terres ne soient arpentées par le ministère de la Réforme agraire. Kerkvliet (1974) affirme que de nombreux métayers furent expulsés en 1973 et dans les années suivantes.

Les métayers qui souhaitaient devenir soit propriétaires soit fermiers à bail pouvaient payer une part de la récolte (20-25 %) à leur ancien propriétaire mais absorber eux-mêmes tous les coûts de production. Depuis la révolution verte, ceux-ci sont devenus prohibitifs, rendant inintéressant le statut de métayer/locataire. En devenant ouvrier agricole à plein temps plutôt que métayer, un chef de ménage pouvait toutefois continuer à recevoir une part de la récolte (généralement 16 %), formule apparemment plus profitable pour le métayer.

Évolution des systèmes culturaux

C'est à Matanao que le type des cultures a connu le changement le plus radical. En 1970, 65 % des exploitants cultivaient exclusivement le maïs mais cette proportion est tombée à 33 % en 1980. Cette baisse est due au passage à la culture soit de la canne à sucre soit à celle du cocotier (8 % dans les deux cas) soit à l'adoption de la polyculture, une partie de l'exploitation produisant une céréale (riz ou maïs) et une autre étant consacrée à une culture commerciale (cocotier ou canne à sucre). Cette sorte de polyculture fut choisie en plus par 15 % d'anciens producteurs de maïs. Les 33 % restants des exploitants de Matanao continuent à cultiver du riz (21 %) ou ont opté pour de nouvelles cultures de rapport telles que le cacao et le café (12 %).

La proportion des terres consacrées à la riziculture à Magsaysay est restée inchangée à 75 % entre 1970 et 1980. Seulement dans la *población*, où l'on rencontrait les plus grands propriétaires terriens en 1970,

constate-t-on une baisse du nombre des exploitations produisant du riz (passant de 72,1 à 53,5 %) et une augmentation correspondante des cultures commerciales (passant de 9,3 à 27,6 %), principalement du cocotier. Cependant, dans le reste du district, un nombre suffisant de cultivateurs sont passés du maïs au riz pour compenser cette chute et maintenir au niveau antérieur la production globale de la municipalité.

Le niveau de revenu en 1970 d'une région agricole était inversement proportionnel à sa propension à changer de culture. À Matanao, le district où le revenu était le plus faible en 1970 (avec 90 % des exploitants qui cultivaient du maïs) est aussi celui où la proportion des planteurs de canne à sucre était devenue la plus élevée en 1980. À Magsaysay, le district connaissant le plus faible revenu en 1970 est le seul à avoir sensiblement accru la superficie consacrée au riz, au détriment du maïs qui a pratiquement disparu des champs.

Nombre de personnes employées par ménage

Il est caractéristique du mode de production paysan (Caldwell 1982) que, bien que tous les membres de la famille participent au travail des champs, seul le chef de ménage, faisant office de propriétaire exploitant, soit considéré comme ayant une «activité professionnelle». Les autres sont classés, avec quelque condescendance, comme «travailleurs familiaux non rémunérés». L'étude de 1970 confirme cette observation puisqu'elle nous apprend qu'à Magsaysay on ne comptait que 1,43 personne employée par ménage, et 1,34 à Matanao. Dix années plus tard, ces chiffres étaient passés respectivement à 2,16 et 2,24.

L'importance de cette différence est étonnante mais elle est due dans les deux cas au même mécanisme : l'entrée des femmes dans la vie active rémunérée (plutôt que non payée) par suite de l'apparition de possibilités de travail nouvelles. En 1970, seulement 16,6 femmes sur 100 ménages de Magsaysay étaient employées, et 21,6 % à Matanao. En 1980, ces chiffres étaient passés à 92,8 et 94,6 ! La capacité de travail des hommes adultes est, elle aussi, utilisée beaucoup plus intensément. En 1970, les hommes qui travaillaient les champs étaient considérés comme étant employés à temps plein dans cette activité. Dix ans plus tard, ce postulat s'avéra par trop simpliste. En effet, en 1980, à Magsaysay, 24 % des hommes ayant comme première activité le travail des champs occupaient parallèlement un autre emploi contre 32 % à Matanao. La quasi-totalité de ces emplois se situait dans les secteurs non agricoles de l'économie.

Multiplication de la petite entreprise non agricole

Le nombre et la variété des entreprises commerciales lancées entre 1970 et 1980 se sont avérés des variables critiques qui différencient le mode de croissance des deux collectivités. À Magsaysay, le nombre total des entreprises est passé de 50 à 148. La progression la plus importante concerne les petites épiceries (*sari-sari*), dont le nombre a crû de 30 à 67, les magasins généraux (de 4 à 23), et les sociétés de location de matériel agricole (de 0 à 22). À Matanao, l'expansion a été beaucoup plus modérée

(progression de 72 à 87 entreprises) ; on note ainsi une légère augmentation du nombre des magasins *sari-sari* (de 40 à 49) et des entreprises de location de matériel (de 0 à 5), mais le nombre des magasins généraux a diminué de moitié (19 à 10). L'importance croissante du riz s'est traduite par l'ouverture de 4 nouvelles rizeries dans chaque collectivité, faisant passer le nombre total d'usines de traitement de 5 à 13. Celles-ci, comme les entreprises de location de matériel, sont situées dans les districts ruraux.

Modification de la structure professionnelle

Chaque enquête détermina la distribution professionnelle dans les deux collectivités. Entre 1970 et 1980, les hommes actifs sont restés fidèles au travail des champs — entre 70 et 80 % d'entre eux dans les deux municipalités, sans changement sensible. À Matanao, en 1970, les emplois de cols bleus (artisans et corps de métiers) se plaçaient en deuxième position, mais loin derrière (avec 16 %) ; les emplois de cols blancs (commerce, secrétariat et professions libérales) venaient au troisième rang avec 11 %. À Magsaysay, 8 % seulement des hommes faisaient autre chose que travailler la terre en 1970.

Dix ans plus tard, à Matanao, les cols bleus ne représentaient que 8 % de la population masculine active et les cols blancs 7 % seulement. La progression fut plus sensible à Magsaysay où le chiffre des cols blancs est passé à 9 % et celui des cols bleus est tombé à 5 % du total. C'est toutefois l'évolution du travail des femmes qui explique le changement intervenu dans la participation de la main-d'oeuvre familiale et la croissance du nombre d'entreprises que nous avons déjà vue plus haut.

En 1970, les femmes ne constituaient qu'une petite partie de la main-d'oeuvre dans les deux municipalités (12-16 %) et se trouvaient concentrées dans des emplois traditionnels — commerce, secrétariat et enseignement. En 1980, elles étaient devenues 43 % de la population active des deux municipalités. Une proportion substantielle (21 % à Magsaysay et 28 % à Matanao) de ces femmes est allée grossir les rangs de la main-d'oeuvre agricole, exécutant les travaux physiques moins lourds tels que la pulvérisation de produits chimiques et la conduite de machines.

Cependant, la main-d'oeuvre féminine nouvelle a trouvé principalement à s'employer dans des entreprises agricoles autres que la culture, pratiquant surtout l'élevage de bétail et de volaille pour le marché (41 % d'entre elles à Magsaysay et 37 % à Matanao). Le troisième secteur où l'emploi des femmes s'est accru entre 1970 et 1980 est celui du commerce (20 % à Magsaysay et 15 % à Matanao). Cette catégorie comprend les magasins *sari-sari* et les autres activités de vente et de colportage. Durant cet intervalle, dans les deux *poblaciones*, le marché hebdomadaire est devenu quotidien. À quelques exceptions près (cols blancs), tous les emplois nouveaux des femmes se situent dans le petit commerce parallèle. L'augmentation surprenante de l'emploi des femmes en général peut s'expliquer par un allongement moyen de leur scolarité de trois à quatre années.

On a beaucoup spéculé sur les répercussions de la croissance démographique sur l'emploi des enfants. On a ainsi posé l'hypothèse que

là où les salaires de la main-d'oeuvre agricole diminuent, les ménages ont tendance à mettre au travail les enfants afin d'accroître le revenu familial. Cependant, en 1980, à Davao del Sur, la proportion des enfants âgés de 10 à 14 ans qui travaillaient n'était que de 4 % à Magsaysay et 7 % à Matanao. Le fait qu'ils fréquentaient l'école est confirmé par la proportion croissante d'enfants qui terminaient l'année scolaire dans les deux collectivités.

Évolution du revenu total des ménages

Les deux études déterminèrent le revenu annuel en espèces de toutes provenances pour chaque ménage. En pondérant les chiffres de 1980 pour tenir compte de l'inflation, on constate que le revenu moyen des ménages de Magsaysay est passé de 1 711 à 4 860 PHP.[1] À Matanao, les chiffres correspondants sont 1 506 et 3 561. La moyenne municipale annuelle pondérée confirme que le pouvoir d'achat a été multiplié par 2,8 à Magsaysay et 2,4 à Matanao depuis 1970.

Les chiffres montrent également que le revenu familial réel est distribué de manière plus équitable qu'en 1970. Premièrement, l'écart de revenu qui existait entre la *población* et la campagne environnante a considérablement diminué dans les deux municipalités. Ainsi, si l'on compare les valeurs moyennes et médianes de l'évolution des revenus sur 10 ans dans chaque collectivité, on constate une augmentation identique de 10 points sur chaque ensemble de valeurs (0,55 à 0,65 à Magsaysay et 0,47 à 0,57 à Matanao).

Du fait que les municipalités de Davao del Sur vivent de l'agriculture, cette progression des revenus provient de l'amélioration des méthodes de culture. Elle est due en grande partie à l'augmentation de la production rendue possible par les variétés de riz à haut rendement. La récolte moyenne en 1970 se situait entre 2 et 3 tonnes par hectare, en 1980, elle est passée entre 4 et 5 tonnes par hectare. En outre, la plupart des rizières produisent maintenant deux récoltes durant une seule saison. Par ailleurs, le prix du riz semble avoir suivi le rythme de l'inflation durant toute la décennie (BIRD 1980 : 198–199).

L'hypothèse de la diversification

La principale conclusion que l'on peut tirer de cette étude longitudinale, sous l'angle du développement, est que les habitants des deux municipalités vivaient deux fois mieux en 1980 que 10 années auparavant, et ce en dépit du fait qu'ils ont perdu dans l'intervalle 40 % de la superficie cultivée par suite de la réforme agraire. L'explication immédiate de ce phénomène réside dans la multiplication par deux du rendement du riz, dans le niveau de diversification existant dans les deux municipalités et dans le fait que, dans chacune, l'adaptation a clairement pris la forme d'un taux accru de participation à la population active de la part des membres des ménages.

---

[1] *En 1978, 7,41 pesos philippins (PHP) = 1 dollar des États-Unis (USD).*

À Magsaysay, de petits exploitants se sont consacrés à la culture intensive du riz, sur laquelle sont venues se greffer un certain nombre de petites entreprises. Dans ce cadre, un rôle important fut attribué aux femmes, à la fois comme ouvrières agricoles et chefs de petites entreprises du secteur parallèle. À Matanao, la diversification a pris la forme d'un recul considérable de la culture vivrière du maïs, combiné à l'expansion de la culture commerciale de la canne à sucre et du cocotier et au travail dans les plantations. Les femmes y sont plus nombreuses à travailler dans les champs qu'à Magsaysay, mais elles font également de l'élevage de bétail et de volaille et se montrent à peine un peu moins actives dans le secteur du commerce parallèle.

Du fait que le revenu familial à Matanao est à la fois plus important et plus équitablement distribué qu'en 1970, on n'y trouve nulle confirmation de l'hypothèse de la polarisation. Cependant, le niveau de prospérité que la municipalité a atteint, exprimé par le revenu moyen des ménages, n'est que 75 % de celui de Magsaysay. Le rôle le plus important joué par les produits d'exportation (cacao, noix de coco, café et sucre) introduit également quelque instabilité dans l'économie de Matanao.

LES CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

Diminution de la population et augmentation de l'âge médian

Entre 1970 et 1980, la population a diminué à un rythme annuel moyen de 1,75 %. La chute a été plus forte à Matanao (de 5 610 à 4 471, soit 20 %) qu'à Magsaysay (6 529 à 5 549, soit 15 %). Au moment de l'étude de base, l'âge médian dans les deux municipalités n'était que de 14,7 ans. En 1980, l'âge médian à Magsaysay avait atteint 17,5 ans, et à Matanao 18,6 ans. C'est le déclin absolu de la tranche d'âge 0-9 ans qui est responsable de cette diminution mais l'on a constaté également une chute très sensible du taux de survie de la tranche d'âge 10-39 ans par rapport à 1970. Ces chiffres reflètent l'effet conjugué de l'émigration et de la diminution de la natalité. Quelles que soient les forces à l'oeuvre, elles se sont montrées également efficaces dans les deux collectivités.

Taux de rotation de la population

Le nombre des ménages résidant dans les deux municipalités en 1980 est égal à la population de 1970, moins les ménages émigrés plus les nouveaux ménages arrivés. Entre les deux dates, 33,2 % des familles de Magsaysay et 27,6 % de celles de Matanao sont parties. Le nombre des nouveaux arrivants est égal à 51,6 % des partants de Magsaysay et à 49,6 % des partants de Matanao, ce qui explique le déclin absolu de la population noté dans le paragraphe précédent. Dans les deux cas, la diminution a été la plus forte (40 % des ménages de 1970) dans les régions agricoles à haut revenu, ce qui s'explique sans doute par l'éviction d'anciens métayers. Par contraste, le taux de remplacement était le plus élevé dans la *población* de Magsaysay, qui est devenue un point de concentration pour la main-d'oeuvre agricole contractuelle. Les districts agricoles à faible revenu des deux municipalités ont conservé la plus forte proportion (80 %) des ménages de 1970.

Recul de la fécondité

Le taux de natalité brut (TNB, par 1 000 habitants) mesuré dans la vallée de Digos-Padada en 1970 (soit 45,8 à Magsaysay et 44,5 à Matanao) était égal mais non supérieur à la moyenne rurale des Philippines telle qu'établie par l'enquête démographique nationale. Cependant, dès 1978, les services de planification des naissances avaient contribué à ramener le TNB national rural à 34,2 (Hackenberg et Magalit 1985 : xxvi) et, en 1980, les deux villes de la vallée n'avaient plus que des taux respectifs de 20,5 (Magsaysay) et 25,9 (Matanao). L'ampleur de cette réduction locale est le double de la moyenne nationale. Le taux de fécondité des femmes mariées dans la tranche d'âge 20–34 ans était inférieur à Magsaysay par rapport à Matanao. Aussi, le taux de fécondité total (TFT) de la première localité (3,3) était-il considérablement inférieur à celui de la dernière (4,1) en 1980 ; or, en 1970, il était identique dans les deux, soit 7,5 !

Acceptation de la planification familiale

En 1970, la planification familiale n'en était qu'à ses débuts dans le pays et les contraceptifs n'étaient guère utilisés. En 1973, par exemple, seulement 12,5 % des femmes rurales mariées employaient une méthode contraceptive quelconque (Concepción et Smith 1977 : 35). En 1978, le taux d'utilisation de la contraception, toutes méthodes confondues, dans quatre régions essentiellement rurales n'englobant pas Manille, variait de 30 (partie méridionale de Luçon) à 47 % (partie méridionale de Mindanao) (Hackenberg et Magalit 1985 : 114). Cependant, en 1980, dans la vallée de Digos-Padada le taux d'acceptation était passé à 56 % chez les femmes mariées du groupe d'âge 15–44 ans, et ce dans les deux municipalités ; 32 % d'entre elles employaient une méthode efficace (pilule contraceptive, stérilet et ligature des trompes). La plus forte proportion d'utilisatrices d'une méthode efficace (46 %) se rencontrait dans la partie de Magsaysay jouissant d'un revenu agricole élevé.

Diminution de la fécondité

Le pourcentage des jeunes femmes qui choisissaient de se marier à un jeune âge diminua de façon spectaculaire après 1970. C'est dans la tranche d'âge de 15 à 24 ans que l'on constate la baisse la plus sensible, de l'ordre de 50 % ou plus. Le recul est plus marqué à Magsaysay, où le taux est tombé de 23,8 à 6 % dans la tranche d'âge 15–19 ans et de 69,5 à 34,2 % dans la tranche d'âge 20–24 ans ; les chiffres correspondants pour Matanao sont de 11,2 à 6,1 % et 55,7 à 33,6 %.

Diversification associée au développement

La diversification implique l'accroissement des revenus avec l'augmentation des capitaux propres, résultant de gains substantiels tirés de la productivité agricole. Le processus a entraîné des changements à divers niveaux : résidence, instruction, emploi, capacité de gain des ménages, changements qui tous ont créé un climat favorable à la diminution des mariages à un très jeune âge et de la fécondité. La

révolution verte a apporté à la vallée de Digos-Padada tous les principaux bienfaits de la modernisation rurale : hausse des revenus et diminution de la natalité. Les tendances régionales sont allées à l'encontre de la prévision malthusienne selon laquelle la relation entre la pauvreté et l'accroissement de la population ne peut que s'accentuer au point de devoir en finir par l'adoption de «contraintes naturelles».

La révolution verte n'a pas été aussi bénéfique partout. Dans le sud de Luçon, les mêmes variables indépendantes ont abouti à deux résultats divergents : la stratification et la polarisation (Roumasset et Smith 1981 ; Kikucchi et Hayami 1983). Dans le premier cas, une distribution complexe des revenus agricoles entre propriétaires et travailleurs agricoles locataires semble engendrer le mode involutif de pauvreté partagée décrit par Geertz (1963). Dans le second cas, une répartition simplifiée du revenu agricole entre une élite de propriétaires fonciers et leurs ouvriers agricoles contractuels engendre la polarisation, où la richesse est concentrée aux mains de quelques-uns alors que les autres sont réduits à la misère.

En quoi le sud de Mindanao diffère-t-il du sud de Luçon ? Il existe deux grands facteurs déterminants dans la vallée de Digos-Padada qui sont peut-être absents ailleurs. Premièrement, une économie agricole de polyculture, mélangeant les régimes de propriété (plantation et concession) et les niveaux d'investissement (société de négoce agricole et petites exploitations familiales), a gonflé la circulation d'argent dans la région, avec pour corollaire une expansion et un enrichissement du marché du travail qui permet l'exploitation de petites entreprises commerciales rurales. Les enfants des familles agricoles ont trouvé à s'employer ailleurs que dans l'exploitation familiale. Ensuite, ainsi qu'on l'a déjà vu, la planification des naissances a été moins efficace dans le sud de Luçon, ce qui freine l'augmentation des revenus.

LES MÉCANISMES DU CHANGEMENT : LE PASSAGE DE L'AUTO-INITIATIVE À L'INTERVENTION EXTERNE

Ce sont les facteurs de production que réclament les variétés de céréales à haut rendement qui ont induit la métamorphose des paysans traditionnels en gestionnaires de système agricole. Il existe une complémentarité essentielle entre les semences hybrides, l'irrigation, les engrais et l'accroissement de la main-d'oeuvre (Barker et Cordova 1978 ; Wickham et al. 1978). Si l'un ou l'autre de ces facteurs essentiels manque, son absence devient une contrainte qui élargit l'écart entre le rendement potentiel et le rendement effectif (Herdt et Wickham 1978). S'il utilise ces facteurs combinés dans l'ordre voulu, l'exploitant agricole devient consommateur de crédit.

Dans la société paysanne telle qu'elle existait encore récemment, le propriétaire était la source de tous les facteurs de production, y compris du crédit. Mais la réforme agraire a brisé la relation patron-client qui

unissait le propriétaire et le locataire (J.C. Scott 1976 : 209-210). Pour ménager une place au petit exploitant dans le nouveau régime de propriété, les pouvoirs publics ont dû intervenir pour apporter les éléments indispensables précédemment fournis par le propriétaire : irrigation, engrais, conseils techniques et fonds de roulement. Dans l'ancien système, c'est le propriétaire qui prenait les décisions. Aujourd'hui, il a été remplacé par une pléthore de structures bureaucratiques qui, à elles toutes, constituent l'intervention externe qui s'est substituée à l'ancienne auto-initiative du producteur-propriétaire.

Les pouvoirs publics ont pris en main l'agriculture privée, par l'entremise d'organismes responsables de chacun des facteurs de production. La terre est gérée par le ministère de la Réforme agraire, l'eau est contrôlée et distribuée par l'Administration nationale de l'irrigation. Durant toutes les années 70, des crédits à taux réduit ont été fournis par le *Masagana 99*, un programme d'urgence administré par les techniciens du Bureau de l'expansion agricole (BAEX) par l'intermédiaire des 240 succursales rurales de la Banque nationale des Philippines. Dès la première année du programme, le nombre des emprunteurs a atteint 636 000. En acceptant un crédit du Masagana, l'agriculteur place la terre à toutes fins pratiques sous la gestion d'un des techniciens agronomes du BAEX, qui étaient au nombre de 4 000 en 1976 (BIRD 1976 : 176-180 ; Castillo 1983 : 183-257).

S'il veut bénéficier soit de la réforme agraire soit d'un crédit du Masagana, l'exploitant agricole doit adhérer au réseau de coopératives gouvernementales, Samahang Nayon, qui dispense un enseignement en technologie de production et gestion financière. En 1979, on dénombrait plus de 933 500 membres de ce réseau, répartis en 18 180 coopératives (Castillo 1983 : 75-77). Les demandeurs de crédit doivent recevoir l'aval de leur agent du ministère de la Réforme agraire. Or, pour obtenir cet agrément, ils doivent être membre du Samahang Nayon, ce qui ferme la boucle bureaucratique.

La mise en place et le fonctionnement de ce bourbier orwellien de contrôle technocratique coûtent cher. Le coût de l'autosuffisance en riz, qui fut atteinte en 1976, a été acquitté au moyen d'emprunts astronomiques à l'étranger, dont le montant est passé d'un peu plus de 0,2 milliard de dollars US par an au début des années 70 à plus de 1 milliard de dollars US en 1978 et les années suivantes (USAID 1980 : 37). Ce cercle vicieux a été brisé en 1983 lorsque le gouvernement philippin n'a plus été en mesure d'assurer le service de sa dette extérieure dont le montant approchait alors 30 milliards de dollars US.

La baisse précipitée du taux de fécondité, comme les gains massifs de la production de riz, sont le fait d'une structure hiérarchisée d'organismes publics qui placent des techniciens sur le terrain dans le moindre *barrio* dans le cadre d'un programme d'expansion financé massivement par l'étranger sous forme de prêts au développement. Les effets que nous avons notés dans la section précédente sont le résultat du «programme national d'avancement de la population et de la famille» (NPFPOP), lancé en 1976. L'élément clé en était l'établissement d'un contact direct avec chaque couple marié en âge d'avoir des enfants, au moyen d'un réseau de 2 700 agents de terrain à plein temps (FTOWS)

faisant office de propagandistes, d'instructeurs et de fournisseurs de contraceptifs. Vers le milieu des années 80, 45 332 points de distribution de contraceptifs avaient été ouverts dans les *barrios*. L'ensemble de cet effort était coordonné par un organisme directeur, la Commission de la population philippine (POPCOM). Dans la province de Davao del Sur, on dénombrait en 1980 47 agents de terrain à plein temps et 726 points de distribution de contraceptifs.

Sur 10 ans, le coût direct de ce programme, tel que chiffré par la POPCOM (1978 : 78–79), s'est élevé à 1,43 milliard de pesos philippins, soit environ 193 millions de dollars US, dont 60 % provenaient de l'USAID (United States Agency for International Development). À partir de 1980, la Banque mondiale accordait aux fins de poursuivre l'application du programme POPCOM, un prêt de 50 millions de dollars US auxquels vinrent s'ajouter 20 millions de dollars provenant du Fonds des Nations Unies pour les activités démographiques. Vu la situation de crise financière que connaît le gouvernement philippin depuis 1983, le niveau des ressources qui pourra être affecté au maintien de ce programme reste incertain.

Lors d'un examen récent des réalisations du gouvernement philippin pendant les années 70 (USAID 1980), trois tendances dangereuses sont apparues : la prolifération des organismes publics, la qualité inégale de leur administration et la centralisation excessive des prises de décisions et du contrôle administratif. Cependant, ainsi que Gable et Springer (1979) l'ont fait remarquer, une stratégie de développement telle que la poursuite de l'autosuffisance en riz ou du contrôle démographique, qui fait appel à la science et à la technologie, ne peut être mise en oeuvre dans un pays en développement qu'au moyen d'un effort administratif massif et centralisé.

À l'évidence, la première phase de la mise en oeuvre de ces programmes, qui a produit des résultats miraculeux, est révolue. La deuxième phase, s'il doit y en avoir une, exigera que les unités administratives gagnent en efficacité en s'adaptant aux conditions locales plutôt qu'en suivant les directives nationales. Cela signifie qu'une grande partie de la bureaucratie actuelle sera mise en chômage. Binswanger et Ruttan (1977) considèrent qu'il faudra mettre en oeuvre des programmes de recherche locaux capables de résoudre les problèmes spécifiques posés par les conditions locales.

L'efficacité de l'effort de décentralisation des programmes dépendra des sources locales de financement et de la capacité à prendre des décisions sur place, par le processus de la micro-urbanisation que nous avons décrit ailleurs (Hackenberg 1984b). Si ces conditions peuvent être réunies, les mécanismes de production agricole et de contrôle démographique de chaque région commenceront à se différencier les uns par rapport aux autres. Peut-être les agriculteurs et les groupements communautaires pourront-ils devenir partenaires dans la recherche, le développement et la prise de décision. Dans l'affirmative, la diversification pourrait s'avérer la bonne solution, tant pour les autorités gouvernementales que pour le village agricole traversant une révolution verte — et un démenti pourra être opposé à la prévision malthusienne.

LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET LES MÉNAGES RURAUX DE MALAISIE : ÉVOLUTION DES STRATÉGIES DE REPRODUCTION

Aihwa Ong

LA TRANSITION AGRAIRE ET LES PROCESSUS DÉMOGRAPHIQUES : LE CADRE CONCEPTUEL

Chez les paysans de Sungai Jawa, un village très peuplé de la péninsule malaise, une nouvelle stratégie de subsistance a vu le jour qui traduit une modification locale de la dynamique démographique malaise. La présente étude décrit les changements intervenus après-guerre dans l'économie rurale et les politiques étatiques qui ont engendré les conditions de l'adoption par les familles malaises de nouveaux objectifs et de mécanismes de substitution qui leur permettent de maximiser l'accumulation des richesses matérielles et symboliques. En particulier, elle examine la manière dont le développement industriel a intensifié la rupture avec les modes de subsistance ruraux, ainsi que l'effet que la redistribution des rôles des hommes et des femmes de la campagne exerce sur leurs aspirations matrimoniales et familiales.

Plusieurs études du comportement démographique des ménages dans les sociétés agraires contemporaines ont affirmé que les besoins en main-d'oeuvre des pays technologiquement sous-développés débouchent logiquement et intentionnellement sur la famille nombreuse dans les campagnes. Dans le courant des années 70, les chercheurs invoquaient le raisonnement du «capital humain», mettant l'accent sur les microprocessus que sont les cycles de développement individuel et familial, pour avancer que le besoin accru de main-d'oeuvre familiale fait que de nombreuses familles paysannes indiennes et javanaises ont beaucoup d'enfants (Mamdani 1973 ; White 1976).

Récemment, ce modèle fondé sur la «valeur des enfants» a été refondu de manière à expliquer les processus démographiques qui interviennent dans des situations de transition agraire. Certains spécialistes ont relevé que la demande capitaliste croissante de main-d'oeuvre rurale nombreuse et peu coûteuse a contribué à maintenir, non à diminuer, l'accroissement de la population dans les pays du Tiers-

Monde. Ainsi, Meillassoux (1981) soutient que les «sociétés domestiques» exportatrices de main-d'oeuvre d'Afrique vivent une profonde insécurité en raison du caractère incertain des envois d'argent des migrants aux familles rurales. Selon lui, les «ruptures» dans la circulation du «revenu familial» et de l'approvisionnement du marché engendrent une «explosion de la natalité comme instrument de sécurité sociale» qui assure «la survie des jeunes générations pour de plus longues périodes».

De même, de Janvry (1981) argue que les stratégies de survie des «paysans semi-prolétarisés» d'Amérique latine continuent à favoriser les familles nombreuses. La pénurie de terres impose aux ménages une double stratégie : la recherche de ressources additionnelles (dans l'économie monétaire) et «la surexploitation de la main-d'oeuvre familiale», laquelle «inexorablement» suppose plus d'enfants. Ainsi, même lorsque la pauvreté oblige un nombre croissant de jeunes à émigrer, leurs envois d'argent permettent aux familles rurales de se maintenir à la «taille optimale».

Parmi ces généralisations, rares sont celles qui s'appuient sur des micro-analyses de collectivités capables de faire apparaître la manière dont les familles rurales déploient la main-d'oeuvre, partagent les revenus et contrôlent la fécondité dans une situation d'évolution sociale rapide. Tant Meillassoux que de Janvry postulent une réaction agraire universelle à la demande capitaliste de main-d'oeuvre grâce à laquelle les entreprises capitalistes et les ménages ruraux bénéficieraient tous deux, de différente façon, de la mise au monde d'un grand nombre d'enfants. Cette théorie déterministe du mode de production capitaliste ignore la dynamique interne des sociétés rurales dans laquelle les différentes couches de paysans peuvent se comporter différemment dans une situation de développement capitaliste. En outre, une telle approche exclut la possibilité que des régions agraires différentes, soumises à des politiques gouvernementales différentes, puissent connaître des transformations différentes entraînant diverses réactions démographiques à l'intérieur du même pays.

La présente étude de l'évolution du comportement démographique en phase de transition de paysan à travailleur agricole suppose que la rencontre entre le développement capitaliste et les sociétés agraires ne produit pas un résultat démographique universel. Considérant les groupes et les collectivités comme des entités culturelles constituées (plutôt que statistiquement fabriquées) qui s'inscrivent dans un contexte historique spécifique, nous soutenons que les mesures quantitatives du comportement humain doivent être soumises à une analyse qualitative, qui met l'accent sur les relations existant à l'intérieur des groupes domestiques, de la société, de l'économie, et de l'État. En outre, étant donné que la transition agraire s'accompagne souvent d'une différenciation sociale croissante à l'intérieur de la société rurale, une analyse spécifique, classe par classe, des stratégies de reproduction permettra de connaître les modes possibles de formation familiale. Il ne suffit pas d'envisager la reproduction *biologique* des individus comme des microprocessus distincts de la reproduction *sociale* de leur relation à la consommation et à la production. Le mode particulier d'intégration

des paysans malais au marché du travail dans une économie de capitalisme monopolistique limite la pertinence du modèle des stratégies familiales axées sur le «capital humain». L'existence de normes culturelles divergentes et de formes diverses d'intégration politico-économique des différents groupes dans l'ensemble de la société signifie que le tableau démographique tiré de l'étude d'un seul village ne peut automatiquement être considéré comme étant représentatif des tendances démographiques nationales.

L'ÉTAT ET L'INGÉNIERIE SOCIALE DANS LA COLLECTIVITÉ MALAISE

La Malaisie n'est sans doute pas le seul pays du Tiers-Monde où l'État influence massivement le comportement social et démographique d'un groupe ethnique. Depuis la fin de l'ère coloniale, la Malaisie péninsulaire (ou occidentale) a continué d'approvisionner le marché mondial en étain, de même qu'en caoutchouc et en huile de palme produits dans des plantations et de petites exploitations tenues par des paysans.

En 1970, les Malais qui, avec les groupes aborigènes, revendiquent le statut d'indigène dans le pays en tant que «fils de la terre» (*bumiputra*) représentaient 53 % de la population péninsulaire totale de plus de 9 millions d'habitants. Près de 36 % de la population était d'origine chinoise, le reste étant des Indiens, principalement employés dans les agglomérations urbaines et les plantations. Cultivateurs de riz, petits exploitants agricoles et pêcheurs, près de 85 % des Malais vivaient à la campagne où près de la moitié de la population subsistait en dessous du seuil de la pauvreté (Malaisie 1976a : 72).

En 1969, une flambée d'affrontements entre groupes ethniques a attiré l'attention du pays sur le sort des Malais ruraux, amenant l'État à intervenir dans le développement capitaliste et l'ingénierie sociale. Une «nouvelle politique économique» (NPE) fut élaborée en 1971 en vue de «restructurer la société» et d'«éliminer la pauvreté», par le biais d'une modification de la distribution démographique, de telle façon que la composition multi-ethnique de la société malaise soit «visiblement reflétée dans les campagnes et les villes, les fermes et les usines, les magasins et les bureaux» (Malaisie 1976a : 9).

Effectivement, vers la fin des années 60, la situation dans les campagnes engendrait déjà une population croissante de jeunes Malais et Malaises de moins en moins capables, ou enclins, à vivre de l'agriculture. La croissance démographique annuelle en Malaisie était de 2,8 % et la préférence culturelle accordée à la famille nucléaire maintenait la taille moyenne des ménages à cinq personnes (Malaisie 1981 : 72-74). La pression démographique sur la propriété parentale et la concentration de la propriété foncière aux mains de la nouvelle élite rurale créaient une pénurie croissante de terres dans la société rurale. Entre temps, l'instauration après la guerre de l'instruction primaire obligatoire et gratuite, complétée par le passage automatique à l'enseignement secondaire en 1964, a entraîné l'accroissement du nombre des jeunes paysans qui se

dirigeaient vers des emplois en dehors de la société du *kampung* (village). Au cours des décennies qui ont suivi, un nombre croissant de jeunes diplômés du secondaire, d'abord ceux de sexe masculin puis de plus en plus de sexe féminin, quittèrent le village pour aller grossir les rangs des chômeurs dans les agglomérations urbaines. En 1970, les Malais ne comptaient que pour 15 % de la population urbaine ; 10 ans plus tard, leur nombre était déjà passé à 20 % (Malaisie 1981 : 229).

Cet exode rural soutenu coïncida avec le programme étatique d'industrialisation pour l'exportation qui, en l'espace de 10 ans seulement, a créé 59 zones industrielles destinées à accueillir des usines de fabrication ouvertes par les filiales de sociétés multinationales et par des entreprises locales. En 1979, le ministre de l'Intérieur confirma que l'«exode rural» des jeunes Malais constituait «une stratégie délibérée de génie social» dans le cadre de la NPE. Le «secteur rural agricole», fit-il remarquer, représentait «le principal réservoir [de main-d'oeuvre] . . . pour l'expansion économique» (Anonyme 1979).

Ce passage massif des Malais du secteur primaire au secteur secondaire se reflète dans les statistiques de la population active. Entre 1970 et 1980, la main-d'oeuvre agricole, qui représentait plus de 53 % de la population active totale, tomba à 41 %. Durant la même période, le pourcentage des ouvriers travaillant dans la fabrication passa de 8 à 16 % (Malaisie 1981 : 229). En 1976, l'État imposa à des centaines de sociétés multinationales de Malaisie un quota de 33 % de *bumiputra* dans leurs effectifs. Près de 60 000 de ces nouveaux travailleurs industriels étaient des Malaises ayant quitté leur village (Ariffin 1980). Le gouvernement comptait que, en 1985, le nombre des ouvriers de production dépasserait celui des travailleurs agricoles (35 contre 31 %) dans l'économie malaise en voie d'industrialisation (Malaisie 1981 : 229).

Ce déplacement des Malais ruraux entre secteurs économiques, conjugué au transfert de la richesse nationale organisé par l'État, par l'entremise d'organismes fiduciaires, vers la population *bumiputra* en vue de «créer chez les *bumiputra* une classe de commerçants et d'industriels, est au coeur du programme de la NPE» (Malaisie 1981 : 63). Une telle intervention directe de l'État dans le processus de formation des classes sociales façonne et conditionne sans aucun doute la dynamique des ménages malais et les tendances démographiques au niveau local. Nous avons choisi Kuala Langat, un district rural au sud de la ceinture industrielle de Klang, pour examiner les conséquences démographiques de la prolétarisation dans un village malais pratiquant l'agriculture marchande.

LA SOCIÉTÉ MALAISE DE KUALA LANGAT : LA DIFFÉRENCIATION RURALE

Kuala Langat est un district côtier de 83 300 ha situé au sud de Port Klang, le port le plus important de la péninsule malaise. Pendant l'ère

coloniale (1876–1957), la bande côtière fortement boisée fut ouverte par des immigrants malais qui établirent des colonies *kampung* entre les camps de mineurs d'étain, les nouvelles bourgades-marchés et les plantations naissantes. Au moment de la Seconde Guerre mondiale, la société malaise des *kampung* se composait d'un noyau solide de petits producteurs agricoles indépendants, dont la taille des exploitations variait entre 1,5 et 4 hectares. Déjà, à la lisière de la société villageoise, on trouvait des groupes de paysans sans terre, dont beaucoup se livraient à la coupe clandestine du bois des réserves même si leur subsistance dépendait principalement d'engagements à la journée ici ou là.

Dans les 15 années qui suivirent l'indépendance, en 1957, l'accroissement de la population malaise, de nouveaux modes d'exploitation des terres et la plus grande intégration du district dans le système national ont accéléré la différenciation rurale. En 1970, le district comptait 107 170 habitants, dont plus de 50 % de Malais (Malaisie 1972 : 81). Tout au long de la décennie, les petits propriétaires durent livrer concurrence aux plantations et au développement urbain pour conserver leurs terres, tout en constatant une baisse de la production agricole en raison du vieillissement des arbres. Aussi, la superficie totale des petites exploitations est-elle tombée de 22 600 à 18 500 ha de 1966 à 1978. Par suite de l'effondrement des cours du caoutchouc à la fin des années 60 et au début des années 70, plus de plantations d'hévéas furent converties en plantations de cocotiers avec la culture en rangées intermédiaires de café, de cacao et de palmiers à huile.

Entre temps, dans le cadre de l'effort de développement étatique, la pénétration dans la société villageoise des organismes et projets publics et des institutions éducatives donna naissance à une élite rurale de cols blancs. Jouissant d'une source de revenu extérieure (et relativement substantielle) enseignants et fonctionnaires incrustés dans les bourgades rurales pouvaient dès lors rivaliser avec les paysans pour faire l'acquisition de terres dans les «réserves malaises» (secteurs désignés durant la période coloniale comme pouvant être acquis exclusivement par des Malais ; les non-Malais n'avaient pas le droit de les acheter. Après l'indépendance, un grand nombre de paysans malais ne purent conserver leur exploitation que grâce à cette protection juridique contre le capital non malais). L'intervention directe de l'État a contribué également à forger un prolétariat rural malais «libre» à partir de la population sous-employée et privée de terres qui s'entassait dans la société des *kampung*.

Vers le milieu des années 70, le caractère du district, marqué par l'économie de plantation, fut bouleversé par la création d'une petite «Zone franche», un «projet d'industrialisation rurale» destiné à donner du travail au «vaste réservoir de main-d'oeuvre rurale» (Malaisie 1976b : 19). Les filiales de trois sociétés japonaises engagées dans la fabrication de matériel électronique et de petites machines-outils ouvrirent des usines dont les activités de production exigeraient une forte densité de main-d'oeuvre et peu de qualifications. Les jeunes villageoises, qui étaient jusqu'alors peu disposées à quitter les environs de leur *kampung*, pouvaient dorénavant se rendre quotidiennement à bicyclette ou en autobus jusque dans la Zone franche, tout en continuant

à vivre dans leur famille. Dès 1975, la Zone franche comptait un effectif total de 2 000 personnes, dont 90 % étaient des femmes, ouvrières et employées de bureau. Quelques hommes du village étaient employés comme travailleurs manuels, manutentionnaires et gardes de sécurité. Les cadres étaient recrutés à l'extérieur du district et à l'étranger.

Vers la fin des années 70, du fait qu'un plus grand nombre de Malais ruraux tiraient des salaires d'un travail dans la ceinture industrielle de Klang et dans la Zone franche locale, les ménages des *kampung* commencèrent à se différencier considérablement du point de vue de leur avoir foncier, de l'accès au salariat et de l'aisance matérielle générale. Contrairement à d'autres régions de Malaisie, où la «révolution verte» a eu pour effet de refixer au sol des Malais déracinés et appauvris, l'intervention étatique dans le district de Kuala Langat a accentué une prolétarisation inégale, où un noyau réduit de paysans indépendants luttait pour survivre à côté d'une classe naissante de propriétaires, ces derniers souvent fonctionnaires. Ce processus de différenciation entre ménages villageois n'est pas le simple effet du cycle évolutif familial mais plutôt la conséquence de stratégies de reproduction différentes par lesquelles les ménages cherchent à asseoir leur position sociale au moyen d'un réagencement des processus familiaux.

Kahn (1983) brosse un tableau différent des effets locaux de la «révolution verte». Il a observé à Negri Sembilan que la technologie agricole moderne a permis aux cultivateurs pauvres de consolider la position de leurs ménages en tant qu'entreprises paysannes viables, préservant ainsi ou même recréant une classe de paysans au lieu de la prolétariser.

ÉVOLUTION DES STRATÉGIES FAMILIALES PAYSANNES DANS LE VILLAGE ÉTUDIÉ

Le travail de terrain en vue de cette étude fut réalisé en 1979-1980 dans une grande «réserve» malaise de plus de 800 hectares, le *kampung* Sungai Jawa (un pseudonyme) de Kuala Langat. Le village est situé dans la partie nord du district, à environ 10 km de la Zone franche et de la bourgade la plus proche ; il est relié également par une grande route à Port Klang, à 24 km au nord, et à Kuala Lumpur à environ 65 km de distance. Un échantillon pris au hasard de 242 groupes domestiques (sur un total de 750 ménages) a exposé des différences sensibles, du point de vue de la propriété terrienne et de la situation professionnelle, entre chefs de ménage et entre générations, entre les paysans indépendants et les salariés en dehors du *kampung*. De tels indicateurs quantitatifs, à notre avis, indiquent une évolution de la fonction des ménages villageois au sein de la grande société et reflètent le recours à des stratégies de subsistance nouvelles.

La différenciation rurale à Sungai Jawa résulte de processus simultanés de prolétarisation et de concentration foncière. L'échantillon montre (tableau 1) que plus de 60 % des ménages du *kampung* ont été ou sont en passe d'être séparés de leurs moyens de production. Les paysans sans terre, ne possédant parfois que le terrain sur lequel est construite leur maison, vendent leur travail pour vivre mais bénéficient rarement

Tableau 1. Répartition des ménages par superficie de la propriété foncière.

Classe	Taille de l'exploitation (ha)	Ménages		Superficie totale	
		Nombre	%	Hectares	%
Sans terre	0,0–0,2	57	23,5	4,1	1,3
Pauvre en terre	0,2–0,8	91	37,6	53,4	16,4
Petit propriétaire	0,8–2,0	65	26,9	91,5	28,2
Moyen propriétaire	2,0–4,0	13	5,4	37,2	11,4
Riche propriétaire	4,0–30,0	16	6,6	138,8	42,7
Total		242	100,0	325,0	100,0

de la sécurité d'un emploi permanent. Les ménages pauvres en terre constituent la classe paysanne la plus nombreuse (38 %). Leur petite exploitation ne rapporte pas suffisamment pour faire vivre la famille dont les membres doivent aller chercher des salaires en dehors pour couvrir leur consommation, sans guère de possibilité d'épargner. Les petits paysans (25 % de la population totale) cultivent des exploitations viables de 0,8 à 2 ha qui leur assurent une indépendance relative à l'égard du marché du travail salarié. Les ménages moyens et aisés, comprenant les cultivateurs et les salariés (qui possèdent de 4 à 30 ha de terre) bénéficient d'un revenu agricole suffisant, engagent à l'occasion des journaliers, accumulent des terres et sont bien placés pour dominer le marché foncier local.

Ce processus de «prolétarisation inégale» apparaît encore plus clairement si l'on regarde la profession principale des chefs de ménage (tableau 2). Bien que 19 % soient restés cultivateurs indépendants, 35 % font un travail salarié temporaire qui constitue la plus grande partie de leur activité économique. Le pourcentage des chefs de ménage qui sont membres de la bourgeoisie rurale naissante est faible : une poignée de propriétaires terriens, de négociants et de travailleurs salariés qui jouissent d'un emploi stable, de subventions publiques et de relations qui leur permettent d'accumuler des biens matériels et du prestige.

Dans quelle mesure les différences sur le plan de la propriété foncière et de l'activité professionnelle sont-elles le produit des cycles individuels et familiaux plutôt que de la stratification sociale ? Si l'accès à la terre et la situation professionnelle sont le fruit du travail et de la promotion sociale aux divers stades de la vie du paysan, on s'attendrait à ce qu'un villageois qui fonde un ménage passe par les états successifs d'ouvrier agricole (sans terre) et de propriétaire-exploitant avant d'accéder, dans de rares cas, à la situation de propriétaire-bailleur. Cependant, à Sungai Jawa, les chefs de ménage sans terre ou manquant de terres se situent surtout dans la tranche d'âge 45–50 ans et le travail salarié n'est pas seulement pour eux une étape de leur cycle de vie mais une activité permanente.

L'incapacité pour la plupart des paysans de ces couches d'avoir accès à la propriété foncière et d'améliorer ainsi les perspectives de leurs enfants constitue une preuve encore plus convaincante du rôle déterminant de la classe dans la différenciation des ménages. Les règles d'héritage islamiques fractionnent déjà le patrimoine foncier en parcelles si petites qu'elles permettent au mieux d'y construire une

Tableau 2. Activité principale des chefs de ménages.

	Nombre	%
Paysans à leur compte		
Exploitants agricoles	47	19,4
Professionnels villageois (sages-femmes et guérisseurs indigènes)	5	2,1
Négociants	12	5,0
Total	64	26,5
Travailleurs temporaires		
Journaliers rémunérés à taux fixe et à la part	68	28,1
Travailleurs contractuels	17	7,0
Total	85	35,1
Travailleurs permanents		
Ouvriers employés par l'État	44	18,1
Ouvriers en usine	13	5,4
Total	57	23,5
Propriétaires terriens et entrepreneurs		
Entrepreneurs	9	3,7
Propriétaires terriens	5	2,1
Total	14	5,8
Cols blancs fonctionnaires		
Enseignants et employés de bureau	8	3,3
Policiers et militaires	5	2,1
Total	13	5,4
Chômeurs et retraités	9	3,7
Total	242	100,0

maison et d'aménager un potager, donnant aux enfants un ancrage résiduel dans la société du *kampung*. Les membres de la famille salariés gagnent entre 100 et 400 MYR par mois[1], revenu qui est directement consommé par la famille. Même en faisant preuve de parcimonie, rares sont ceux qui peuvent espérer acheter un jour une terre, surtout en période de hausse des prix immobiliers. À la fin des années 70, un terrain de 1,2 ha (3 acres) non aménagé coûtait 8 000 MYR. Une terre semblable plantée de jeunes palmiers à huile coûtait 17 000 MYR dans des régions moins prisées mais environ 24 000 MYR à Sungai Jawa. Au fil des décennies, les villageois sans terre ont eu tendance à émigrer vers les villes ou ont été réinstallés sur des réserves foncières gouvernementales ailleurs dans le pays.

Cependant, à Sungai Jawa, ce processus de fragmentation n'est pas uniforme et il y existe des cas individuels de mobilité vers le haut. Quelques hommes jeunes issus de familles pauvres, bénéficiant de quelques années de scolarité, ont pu trouver des emplois salariés permanents, par exemple de débardeurs, et acquérir ainsi des petites exploitations qui leur permettent de revenir à la culture de la terre. D'autres qui sont devenus enseignants et fonctionnaires et qui ne possédaient peut-être aucune terre au départ peuvent en accumuler au fil des ans, ce qui leur permet d'entrer dans la classe des propriétaires fonciers moyens et riches.

[1] *Toutes les valeurs monétaires sont indiquées en prix 1979 ; 2 ringgits malais (MYR) = 1 dollar des États-Unis (USD).*

De tels cheminements de carrière individuels traduisent une transformation fondamentale de la relation entre la société de *kampung* et l'économie plus ouverte. Ainsi, bien que les paysans petits, moyens et aisés, contrairement aux villageois pauvres, possèdent les moyens matériels de rester dans la classe paysanne, ils aspirent à d'autres niveaux. Divers groupes paysans préparent leurs enfants à devenir ouvriers semi-spécialisés et employés en col blanc sur le marché du travail capitaliste. Une partie importante de la jeune génération parvient à l'âge adulte en tant que travailleurs salariés qui n'effectuent aucune sorte de travail agricole.

Les Malais ont un dicton favori : «à chaque enfant sa fortune» (*tiap tiap anak ada rezekinya*). À Sungai Jawa, à tout le moins, cette «fortune» comporte d'importantes implications sur le plan de la planification familiale et de l'évolution sociale. Le rôle futur des enfants n'est plus façonné par l'instruction traditionnelle et la coutume mais est devenu plutôt le produit des nouvelles aspirations familiales, de l'effort individuel et des politiques publiques en matière de socialisation et de déploiement de la main-d'oeuvre rurale. Les ménages des *kampung*, selon leur rang social, ont plus ou moins de facilité ou de difficulté à placer leurs fils et filles sur des trajectoires professionnelles différentes de celles de leurs parents. Dans le cas des ruraux pauvres, les nouveaux métiers qu'ils exercent sur le marché du travail salarié sont ceux que leur imposent les exigences de la survie dans une situation de pénurie de terres. Au contraire, dans le cas des enfants de familles aisées, les diverses possibilités de carrière sont plus clairement balisées par le système scolaire et les structures administratives étatiques qui constituent le chemin le plus sûr vers la promotion sociale pour les habitants des *kampung*.

Si l'on regarde de plus près les changements d'activité professionnelle entre les générations de différentes catégories de paysans, on constate que les ménages les plus pauvres, par manque de ressources, ne parviennent pas à exploiter suffisamment les possibilités éducatives et à nouer des relations stratégiques (tableau 3). Ainsi, bien qu'une proportion importante des enfants adultes (de plus de 18 ans) vivent encore chez leurs parents dans la plupart des catégories de paysans, les agriculteurs les plus pauvres tendent à garder ces enfants près d'eux parce qu'ils rapportent un salaire à la maison plutôt que comme enfants à charge que l'on prépare à une carrière en dehors du

Tableau 3. Maintien au foyer et dispersion des enfants de 18 ans et plus, par classe de paysans.

Classe	Ménages avec enfants	Enfants				
		Au foyer		Partis		
		Nombre	%	Nombre	%	Total
Sans terre	15	24	40	36	60	60
Pauvre en terre	60	108	40	161	60	269
Petit propriétaire	49	91	42	126	58	217
Moyen propriétaire	10	25	78	7	22	32
Riche propriétaire	14	26	37	44	63	70
Total	148	274	42	374	58	648

secteur agricole. Chez les familles qui ne possèdent pas de terre ou en manquent, 60 % des enfants de plus de 18 ans ont quitté le foyer, et vivent en dehors du sous-district. Parmi ceux qui vivent encore chez leurs parents, 7 sur 24 travaillent comme ouvriers agricoles. Les autres, particulièrement les filles, sont employées comme ouvrières dans les nouvelles industries. Deux enfants sont fonctionnaires. Les familles sans terre tolèrent rarement en leur sein des enfants adultes «inactifs» qui fréquentent encore l'école ou sont à la recherche de travail. On n'encourage pas ces enfants à charge à demeurer à la maison.

Chez les paysans qui cultivent des exploitations trop petites pour suffire à leurs besoins, 60 % des enfants, majoritairement les filles, occupent des emplois dans l'industrie et les services. Quelques-uns ont pu devenir fonctionnaires. Les ménages pauvres en terres, la catégorie paysanne la plus nombreuse à Sungai Jawa, espèrent éviter de rétrograder parmi les rangs des ruraux misérables en permettant à un plus grand nombre de leurs enfants de faire des études secondaires.

La «petite paysannerie», qui possède des exploitations de 0,8 à 2 ha, tend également à se disperser. Bien qu'ils disposent de ressources suffisantes pour nourrir des enfants à charge, ces petits paysans cherchent à éloigner leurs enfants de l'agriculture et à favoriser leur entrée dans de nouvelles professions, particulièrement l'administration de district. Dans ces familles, seulement 11 enfants adultes sur 91 se livrent à un travail agricole quelconque ; 30 % sont encore à l'école ou chômeurs et 40 % occupent des emplois dans l'industrie et les services. Un pourcentage faible mais significatif (7 %) des enfants occupent un emploi de col blanc. Quelques filles inactives et célibataires vivent chez leurs parents.

Enfin, dans les couches les plus aisées, les enfants réussissent généralement à échapper au travail agricole et sont plus nombreux à prendre pied dans l'administration publique : 15 % des enfants des paysans moyens et 13 % des riches sont fonctionnaires. Par contraste avec les enfants des ménages pauvres, seulement 30 % d'entre eux effectuent un travail salarié. Outre ceux pris en charge par leurs parents à la maison, une proportion importante des enfants de l'élite rurale bénéficiant de bourses d'étude, ont quitté le village et sont pensionnaires dans des écoles professionnelles et des collèges.

FILLES ET FILS : TRAVAIL SALARIÉ ET REPRODUCTION DES MÉNAGES

Au milieu de la «mercantilisation» générale de la société du *kampung*, la «fortune» des enfants est non seulement redéfinie mais également différenciée de celle de leurs parents. La subsistance de la plupart des ménages ruraux ne dépend plus de la main-d'oeuvre familiale non rémunérée contrôlée par le chef de famille, mais plutôt de la vente du travail de ses membres. L'instruction de la masse a également contribué à modifier l'attitude de la plupart des familles

paysannes à l'égard du travail salarié en dehors de la société du *kampung*. La plupart des jeunes villageois méprisent et souvent refusent le travail de la terre. De fait, le cycle de vie des jeunes garçons ruraux commence aujourd'hui avec l'école, suivie d'un travail salarié, à peu près comme celui des jeunes urbains. Ceux qui reviennent au travail de la terre dans de petites exploitations ne le font que pour augmenter leur salaire tiré d'un travail à l'extérieur. Le cycle de vie des jeunes filles villageoises est plus varié ; elles passent des travaux ménagers à l'école, puis au travail salarié temporaire, assumant des responsabilités ménagères accrues avant de se marier. Bien que la plupart des garçons et des filles de plus de 18 ans finissent par quitter le domicile familial, ils le font pour des raisons différentes. Chez les pauvres, les enfants s'en vont pour occuper un emploi salarié ou fonder leur propre famille, alors que la progéniture des familles aisées s'en va poursuivre des études en ville.

Ainsi, la perte de contrôle des parents sur le travail des enfants et les fruits de celui-ci et la diminution de l'autorité parentale qui en résulte, posent un problème majeur pour la subsistance des ménages. Cette perte de contrôle est encore accentuée par la dépendance croissante des familles à l'égard de l'argent que les enfants gagnent en dehors de l'économie villageoise. L'autorité des parents est affaiblie par la nécessité de soutirer des contributions en espèces aux enfants dont le travail et les revenus ne sont plus à leur disposition. Les fils sont particulièrement réticents à partager leurs gains avec la famille. Ceux qui sont travailleurs migrants envoient rarement des montants réguliers chez eux car le coût de la vie urbaine et du transport est tel qu'il ne reste souvent plus rien de leurs maigres gains. Même ceux qui vivent au domicile parental omettent souvent de partager leur salaire avec la famille. À Sungai Jawa, près de 40 % des fils et filles adultes vivent chez leurs parents et vont travailler dans la vallée de Klang ou la Zone franche locale. Néanmoins, les fils refusent souvent de verser leur salaire dans la caisse commune du ménage, faisant valoir qu'ils ont besoin d'accumuler des économies personnelles du fait qu'ils ne peuvent espérer hériter suffisamment de biens pour fonder un ménage indépendant après leur mariage.

Les filles célibataires se laissent plus facilement convaincre de partager les fruits de leur travail avec les membres de la famille. Au fur et à mesure que l'autorité du père sur les fils s'affaiblit, l'influence que la mère peut exercer sur l'utilisation des revenus de leurs filles devient un élément vital de la subsistance quotidienne du ménage. Alors que les pères parviennent de moins en moins à instruire leurs fils dans le mode de vie du *kampung*, les mères continuent à former leurs filles aux travaux ménagers et à l'éducation des enfants et à les préparer à remplir leur principal rôle et à assumer leur responsabilité d'importance primordiale à l'égard des besoins de consommation courants de la famille. Les jeunes filles qui occupent un emploi se laissent facilement convaincre de contribuer régulièrement aux dépenses alimentaires.

À Sungai Jawa, la plupart des filles qui travaillent dans la Zone franche locale versent de 50 à 70 % de leur salaire au budget de la famille. En outre, elles paient souvent les frais scolaires de leurs frères et soeurs

plus jeunes. Par comparaison, la contribution des fils est généralement plus limitée (environ 25 % du salaire ou moins) et variable, selon leurs divers besoins personnels opposés aux exigences familiales. Néanmoins, l'habileté des mères à mobiliser une partie des gains des enfants permet aux familles qui n'ont pas de terre ou trop peu de maintenir en apparence les formes de coopération «traditionnelle» dans un contexte d'individualisation économique croissante. Les filles de famille aisée, au contraire, dépensent leur salaire pour leurs besoins personnels et accumulent leurs économies dans des comptes d'épargne.

Ainsi, l'apparence rustique de Sungai Jawa, comme tant de collectivités rurales de la campagne d'Asie, dissimule combien les ménages ruraux dépendent, pour leur survie quotidienne, des revenus salariaux et du mode de production capitaliste. En outre, les mères ont émergé comme des éléments clés de la collectivisation partielle des revenus, tandis que les filles célibataires sont devenues un rouage important du nouvel arrangement domestique. L'étude de l'emploi du temps par âge et sexe révèle que les jeunes femmes âgées de 16 à 24 ans, dont la plupart sont célibataires, travaillent plus longtemps (une moyenne de 9,2 h par jour) que les jeunes hommes (7 h). De tous les membres de la famille, les filles passent plus de temps à travailler que les garçons. En outre, chez les femmes de toutes les tranches d'âge, les ouvrières en usine travaillent plus longtemps que les non-salariées (tableau 4). La survie physique et sociale du système rural repose en bonne partie sur le travail ménager non rémunéré des femmes et les salaires des filles célibataires. Ces nouvelles stratégies domestiques ont modifié non seulement les modes de consommation traditionnels des ménages mais influent également sur l'attitude de la jeune génération à l'égard du mariage et de la fécondité.

L'EMPLOI DES FEMMES, LE REPORT DU MARIAGE ET LE RECUL DE LA FÉCONDITÉ

Une conséquence immédiate et démontrable du travail salarié des hommes et des femmes de Sungai Jawa est la tendance à l'élévation de l'âge au premier mariage. Au début des années 60, les femmes du village se mariaient vers 18 ou 19 ans. Après la création des Zones franches, l'âge au premier mariage des femmes a commencé à s'élever de manière

Tableau 4. Temps moyen de travail (en heures) des ouvrières en usine et des autres femmes.

	Travailleuses	
	Ouvrières en usine	Autres
Travaux ménagers	2,28	5,73
Travaux de la terre	0,42	0,99
Travail salarié	7,54	0,00
Total	10,24	6,72

sensible, par exemple, en 1978 et 1979, chez les femmes employées, l'âge nuptial moyen à l'échelle nationale était de 23 ans. Dans les régions de Malaisie qui sont moins bien intégrées à l'économie nationale, les filles des *kampung* continuent de se marier avant la vingtaine. Laderman (1983 : 13) rapporte que les jeunes femmes du *kampung* Mechang, dans la région côtière de Trengganu, se marient entre 15 et 18 ans et que l'âge médian au moment de la première grossesse est de 16 ans.

Il importe aussi de signaler que l'âge nuptial chez les jeunes femmes qui n'occupent pas d'emploi salarié s'élève également, bien qu'à un rythme légèrement plus faible que chez les femmes travaillant en usine. Chez les hommes, seuls ceux qui ont un emploi ou des biens ont les moyens de se marier, si bien que l'on relève de légères fluctuations de leur âge au moment du premier mariage. La tendance générale au report du mariage est liée à l'instruction de la masse ainsi qu'à la généralisation du travail salarié comme principale source de revenu.

La contribution des jeunes femmes à la subsistance des ménages constitue, en particulier, un facteur de report du mariage. Les décisions en matière de mariage sont fréquemment prises en accord avec la mère et soigneusement programmées selon les besoins et possibilités de la famille, tels que l'éducation des autres enfants, la possibilité de remplacer le salaire perdu par celui d'un frère ou d'une soeur et la nécessité d'avoir des économies suffisantes pour payer les frais de cérémonie. Même si les jeunes hommes tendent à garder leur salaire pour eux, le fait qu'ils épargnent en vue de la fondation de leur propre famille les incite également à différer le mariage. Les enfants de famille aisée y sursoient souvent pour terminer leurs études en vue d'un emploi de bureau ou bien dans l'attente d'un parti convenable venant d'une famille urbaine de profession libérale.

Ainsi, à Sungai Jawa, le fait que les familles comptent sur les revenus des enfants, planifient la carrière et le mariage de ses membres, suscite une tendance au report du mariage qui suit de près la norme nationale. L'amélioration des soins de santé dans tout le pays contribue à soutenir un taux de croissance démographique élevé de l'ordre de 2,7 %. On s'attend qu'à l'avenir, le recul du taux de natalité malais résultera non pas d'une nouvelle élévation de l'âge nuptial des femmes mais plutôt d'un changement d'attitude en ce qui concerne la taille souhaitable de la famille (Malaisie 1981 : 212-218).

À Sungai Jawa, la participation croissante des jeunes femmes au travail en usine avant le mariage s'accompagne d'une évolution des mentalités en ce qui concerne la maternité et la formation de la famille. Les femmes plus âgées parvenues à l'âge adulte avant l'avènement du travail généralisé des femmes en usine ont eu en moyenne 6,5 enfants (tableau 5). Étant donné le besoin de main-d'oeuvre agricole et la nécessité d'équilibrer le rapport entre producteurs et consommateurs dans l'économie paysanne, ces femmes espaçaient leurs grossesses de trois ans environ, sur toute la durée de leur cycle reproductif.

Par un contraste frappant, les jeunes femmes du *kampung* qui ont au moins six années de scolarité et quelque expérience du travail en usine se marient plus tard et choisissent elles-mêmes leur époux. Elles

Tableau 5. Nombre moyen d'enfants mis au monde par les femmes mariées.

Tranche d'âge (années)	Enfants mis au monde (nombre)	Femmes (nombre)
15–19	1,50	2
20–24	2,25	8
25–29	3,14	26
30–34	4,85	38
35–39	6,50	28
40–44	6,20	55
45–49	6,55	24
50–54	6,90	20
55–59	6,45	17
60–64	6,60	10
Au-dessus de 64	5,90	10

disent ne pas souhaiter plus de quatre enfants et la plupart voudraient n'avoir qu'une paire garçon-fille pendant les cinq premières années du mariage. Elles comptent passer le reste de leurs années fécondes à élever leurs enfants, les aider dans leurs études et peut-être reprendre un emploi salarié. Sans qu'on l'admette publiquement, on emploie les méthodes de planification des naissances modernes (la «pilule» contraceptive et le stérilet). La jeune génération, bien qu'élevée dans une société rurale, ne voit guère d'avenir dans le *kampung*. La plupart se marient tard et ont peu d'enfants. Chez les familles qui ont encore la chance de posséder quelques terres, les parents en viennent à considérer celles-ci comme des terrains à bâtir pour leurs enfants qui résideront dans le village mais vendront leur travail à l'extérieur.

Ces mutations économiques et sociales à l'intérieur de la société rurale malaise entraînent non seulement une modification du comportement reproducteur de la population laborieuse mais affectent également la stabilité des mariages. En effet, les longues absences des travailleurs migrants, l'incertitude des emplois et l'évolution des valeurs conduisent souvent à la rupture des rapports conjugaux et perturbent le cycle reproducteur des femmes. À Kuala Langat, le taux de divorce a sensiblement augmenté chez les jeunes hommes et femmes salariés, mais cela peut aussi être attribué en partie à la jeunesse de la population de la région. Le *Kadi* (juge islamique) du district signale que, depuis les 10 dernières années, la plupart des divorces ont trouvé leur origine dans des conflits d'argent, à propos notamment de la contribution à la caisse commune du ménage, des versements à la belle-famille et des nouvelles habitudes de consommation, y compris celle de drogues (tableau 6). Les hommes qui travaillent au loin négligent souvent d'envoyer de l'argent chez eux. Il leur arrive aussi de contracter des unions polygames dans divers endroits, si bien que leurs maigres revenus ne suffisent plus.

Dans les Zones franches de toute la péninsule, un nombre croissant d'ouvrières sont des jeunes divorcées malaises, certaines avec des enfants en bas âge. Les femmes migrantes, du fait de leurs déménagements fréquents, du coût de la vie urbaine, de leurs unions instables avec les hommes et de leurs nouveaux besoins de consommation, sont plus susceptibles que les villageoises d'user régulièrement de contraceptifs et d'avoir moins d'enfants. Une enquête menée entre 1971 et 1974 auprès de

Tableau 6. Motifs de divorce des Malais de Kuala Langat, en pourcentage par catégorie, 1969-1979.

Année	Refus d'entretien par le mari	Incompatibilité	Ingérence de la famille	Relations extra-conjugales		Autres raisons[a]	Nombre de divorces
				Mari	Femme		
1969	40	30	10	10	5	5	46
1970	35	35	15	7	5	3	51
1971	30	40	20	5	5	0	56
1972	45	35	5	10	5	0	53
1973	45	30	5	10	7	3	62
1974	25	30	15	10	5	10	51
1975	43	35	10	5	2	5	78
1976	44	30	6	10	5	5	72
1977	45	30	15	15	3	2	59
1978	40	25	30	3	2	0	91
1979	45	15	15	10	15	5	76

Source : Adapté des archives de Kadi Mohammad Shari b. Ismail, Pejabat Islam, Sungai Manggis.
[a]Ces raisons comprennent l'impotence, la stérilité, la non-consommation du mariage, le désir de convoler avec une autre femme et la toxicomanie du mari.

femmes migrantes non célibataires âgées de 20 à 30 ans a établi chez elles un taux moyen de 1,9 enfant, comparé à 3,1 chez les non-migrantes. Tandis que le taux de fécondité des migrantes n'était que 60 % de celui des non-migrantes en général, il ne dépassait pas 50 % dans la tranche d'âge 20-24 ans (de Vanzo 1981).

Les femmes actives célibataires qui sursoient au mariage peuvent s'engager dans différentes formes d'union avec des hommes, dans l'attente de convoler ou pour assurer leur sécurité économique. Bien que l'activité sexuelle pré-conjugale soit devenue plus fréquente chez les femmes salariées et qu'il en résulte des grossesses occasionnelles, les naissances hors mariage ne constituent pas une tendance notable. Chez les milliers de femmes malaises travaillant en ville, les valeurs matérialistes se conjuguent à l'impératif de la survie économique individuelle pour tempérer leur taux de fécondité, particulièrement dans un contexte d'instabilité des unions et d'une forte probabilité de divorce.

Enfin, l'État, le clergé et les entreprises interviennent directement pour contrôler le comportement sexuel des Malais actifs, tant hommes que femmes. Les membres du mouvement fondamentaliste islamique (*dakwah* = missionnaire) demandent d'engager une «lutte spirituelle» contre les valeurs individualistes occidentales et certains membres du clergé officiel ont le pouvoir d'arrêter et de punir les couples malais non mariés surpris dans une situation sexuellement compromettante. La menace de sanctions morales et légales, visant particulièrement les jeunes femmes vulnérables, les dissuade de participer à la «culture juvénile» urbaine et incite un grand nombre d'entre elles à se joindre au mouvement *dakwah*. S'affublant de lourdes robes moyen-orientales, les jeunes Malaises observent une stricte ségrégation des sexes. Leur «culte de la pureté», et l'accent mis sur le «travail honnête» sont une réaction défensive contre les accusations de comportement non islamique et de dépravation morale. Certaines usines, en réponse aux demandes du personnel, ont institué des classes islamiques pour décourager l'activité sexuelle extra-conjugale (pour une étude plus détaillée de ce thème, voir Ong [publication prochaine]). Désireuses d'étendre leur influence aux relations conjugales, quelques usines organisent même des cours de planification familiale. Des unités mobiles de planification familiale visitent les Zones franches et les cités où sont logées les ouvrières pour y distribuer des contraceptifs gratuits. En bref, la surveillance croissante exercée par les factions dominantes de la société intensifie la discipline dans le travail et la répression sexuelle, freignant l'activité extra-conjugale et le taux de fécondité de la classe ouvrière malaise naissante.

Conclusion

En conclusion, on ne peut tenir pour acquis que les effets locaux et régionaux du développement économique sur la formation des classes sociales malaises, les stratégies de reproduction familiale et les aspirations individuelles déboucheront automatiquement sur un ralentissement de la croissance démographique nationale. Récemment,

la Malaisie a fait sienne l'idée que le développement soutenu du pays passe par la croissance démographique et s'est donné pour objectif d'accroître dans une proportion spectaculaire sa population actuelle de 14 millions d'habitants, pour la porter à 70 millions d'ici la fin du siècle.

Face à l'exode rural des Malais attirés par les emplois secondaires et tertiaires, et qui se poursuit à un rythme rapide, le gouvernement encourage, avec l'appui des propriétaires fonciers et du patronat industriel, l'immigration «informelle» d'Indonésiens et de Philippins musulmans qui peuvent être facilement assimilés comme «fils de la terre» (*bumiputra*). En 1984, ces immigrants indonésiens et philippins représentaient 37 % de la main-d'oeuvre agricole et 16 % de la main-d'oeuvre industrielle. On compte près de 430 000 travailleurs indonésiens dans le pays et un grand nombre d'entre eux s'y établissent. L'immigration de *bumiputra* potentiels est censée assurer une croissance soutenue de la population sans perturber la composition ethnique du pays que l'État met tant de soin à façonner. Dans la pratique, celui-ci dirige les Malais des *kampung* vers les secteurs industriels et urbains de l'économie, tout en faisant appel à l'immigration pour assurer à l'agriculture et aux autres activités primaires un approvisionnement continu en main-d'oeuvre.

Lorsqu'on examine l'évolution des pratiques reproductives chez une variante locale du prolétariat malais en cours d'expansion, on constate que les considérations qui déterminent les stratégies en matière de travail des enfants et de survie familiale dans les autres pays du Tiers-Monde ne s'appliquent pas ici.

Les conditions de vie rurales en Malaisie sont telles que même les familles les plus pauvres peuvent survivre sans trop de peine et que le travail des enfants n'est plus indispensable à la production agricole. Dans certaines régions de Malaisie, l'évolution des stratégies familiales rurales, au profit de l'emploi industriel et urbain, est facilitée par les politiques gouvernementales qui favorisent l'éclosion de ces aspirations chez les Malais. Au fur et à mesure que plus de familles en viennent à dépendre d'un travail salarié, par opposition au travail de la terre dans l'exploitation familiale, pour leurs besoins courants et la production de la génération suivante, on y prépare les enfants de plus en plus à travailler dans divers secteurs capitalistes et dans l'administration de l'État. L'autorité des pères des *kampung* s'effrite en même temps que leurs fils s'efforcent de gagner leur vie par eux-mêmes et de soustraire leur revenu à leur famille. Les mères émergent comme des agents importants, qui guident les filles vers le travail salarié, puisant dans leurs revenus pour couvrir les besoins du ménage, différant leur mariage et prenant soin des enfants lorsque les filles mariées reprennent un emploi.

Ainsi, dans les régions qui connaissent une mutation économique rapide, l'emploi industriel généralisé des jeunes femmes rurales a mis un terme, à toutes fins pratiques, au contrôle exercé par la famille (et les hommes) sur la sexualité et la fécondité des femmes ; les influences culturelles étrangères et l'intervention étatique massive suscitent des attitudes nouvelles à l'égard de la consommation, de la répression

sexuelle et de la famille. Entre temps, en dépit de la baisse du taux de fécondité que l'on constate dans le prolétariat malais en cours de formation, les mesures étatiques visant à stimuler l'immigration auront pour effet, selon toute probabilité, de maintenir un taux de croissance démographique élevé.

L'INCIDENCE DU DÉVELOPPEMENT RURAL SUR LA DÉMOGRAPHIE AU BANGLADESH

Barkat-e-Khuda

Au cours des cent dernières années, une bonne partie du monde a connu un développement économique accompagné d'une chute spectaculaire de la mortalité et de la natalité — un processus désigné sous le nom de transition démographique. Bien que l'on reconnaisse depuis longtemps dans la baisse du taux des naissances (et autres modifications démographiques telles que l'élévation de l'âge au mariage et le recours accru à la contraception) un effet de l'industrialisation et de l'urbanisation, presque tous les pays qui ont bénéficié d'un développement rural substantiel ont enregistré, eux aussi, une baisse du taux de naissance dans les campagnes (Kocher 1973). Dans le présent chapitre nous examinons l'incidence du développement rural sur l'évolution démographique au Bangladesh, à partir des données enregistrées dans un village de Comilla-Kotwali Thana où des programmes de développement rural furent mis en oeuvre dès le début des années 60 par la Bengladesh Academy for Rural Development.

LA RÉGION D'ÉTUDE

Au début du programme de l'Agence, Comilla-Kotwali Thana souffrait de problèmes économiques similaires à ceux rencontrés dans d'autres régions du pays. En 1961, la densité de population de Comilla-Kotwali Thana était de 784 habitants/km^2, par comparaison à 356 pour l'ensemble du pays et la taille moyenne des exploitations agricoles n'était que de 0,69 ha, par comparaison à la moyenne nationale de 1,42 ha.

Smith (1979 : 17) a noté que la situation économique était devenue tellement précaire dans certains des villages les plus exposés aux inondations près de Comilla que les paysans durent vendre leurs boeufs et tenter de labourer leurs champs avec des charrues de bois à la force de

leurs membres émaciés. Les femmes furent obligées de vendre leurs bijoux, l'un des avoirs liquides les plus importants d'une famille paysanne.

Comme le reste du pays, la région de Comilla-Kotwali Thana ne possédait qu'un piètre système d'éducation. Les programmes d'enseignement et la structure scolaire laissaient à désirer. Seulement environ 20 % de la population âgée de 5 ans et plus savaient lire en 1959.

LE PROGRAMME COMILLA

Le programme intéressant Comilla vit le jour en 1959 avec la création de l'Agence de développement rural du Pakistan, qui devint plus tard la Bangladesh Academy for Rural Development (BARD). L'agence fut fondée à titre d'expérience pour réaliser des programmes de développement pilotes dont on voulait évaluer la viabilité éventuelle à l'échelle nationale. Son premier objectif était de trouver des moyens d'accroître la production des cultivateurs ordinaires pour accroître leurs revenus et améliorer l'approvisionnement en denrées alimentaires du pays (Schuman 1967 : 3).

L'Agence organisa la participation des agriculteurs locaux à un vaste programme de développement rural intégré prévoyant l'intensification des cultures, la création de coopératives de crédit, l'introduction de meilleures variétés de riz paddy et d'éléments supplémentaires tels qu'irrigation, engrais et pesticides, le développement de l'infrastructure physique rurale, l'amélioration de l'éducation rurale, la participation des femmes aux activités productives et la planification des naissances. Le programme intégré réalisé à Comilla-Kotwali comprenait le projet de coopérative et l'expérience d'intensification des cultures, le programme de développement de l'infrastructure rurale, le programme d'irrigation de Thana, l'expérience pilote d'éducation rurale, le programme de participation des femmes et le projet pilote de planification des naissances. Nous ne décrivons ici que le projet de planification familiale car c'est lui qui touche de plus près le sujet du présent chapitre.

Le programme de planification des naissances visait à promouvoir la distribution non clinique de contraceptifs. Il était administré par des membres du personnel de l'Agence et l'agent de planning familial de Thana. Des monitrices venant de chaque village suivirent des séances de formation à l'Agence, pour transmettre ensuite leurs connaissances aux autres femmes. Ces monitrices étaient généralement choisies parmi les sages-femmes villageoises traditionnelles, à qui l'on confia la tâche de promouvoir la planification des naissances, de distribuer les contraceptifs et de tenir un registre des achats. En 1964, le programme fut élargi pour permettre à des commerçants masculins et à d'autres de distribuer les contraceptifs à titre lucratif. Diverses mesures furent prises pour sensibiliser les villageois et les inciter à pratiquer la contraception.

Le résultat le plus important des programmes de l'Agence fut peut-être l'augmentation de la production agricole et du revenu. Toutes les données disponibles montrent que la production de Thana s'est accrue à un rythme sensiblement plus rapide que dans le reste du district ou du

pays. En outre, le programme de Comilla a créé des conditions favorables à l'introduction de variétés à haut rendement et à l'amélioration des rendements. Au début du programme, les rendements de Comilla-Kotwali Thana étaient supérieurs de 20 % à ceux du reste du district et à la moyenne nationale. Vers la fin des années 60, ils avaient atteint le double et, vers le milieu des années 70, ils étaient plus de deux fois supérieurs aux chiffres du district et du pays (Mueller et Anderson 1982 : 15). Fait intéressant à noter, cette amélioration des rendements ne fut pas limitée aux membres des coopératives mais gagna rapidement les non-membres eux aussi.

Le programme mettait l'accent sur l'interdépendance entre développement social et développement économique. Le pourcentage de la population alphabétisée de Comilla-Kotwali Thana passa d'environ 20 % en 1959 à 40 % vers le milieu de l'année 1966 (Raper 1970 : 188), soit une progression substantielle. La construction de routes entraîna une amélioration similaire dans les communications. Le nombre de véhicules augmenta, facilitant les rapports avec le monde extérieur. Rahim (1971 : 22) rapporta une augmentation dans le nombre de radios, d'horloges et d'autres appareils modernes que possédaient les coopérateurs. Le programme de participation des femmes facilita la communication entre les femmes et diffusa les valeurs modernes. Les femmes commencèrent à sortir de leur foyer régulièrement pour rencontrer d'autres femmes.

Rien n'indique que l'âge nuptial des femmes à Comilla-Kotwali Thana ait été différent de celui du reste du pays au début du programme. La pratique de la contraception était à peu près la même qu'au niveau national au début des années 60 (avec environ 4 % des couples). En outre, le taux de fécondité y était plus élevé que celui de la moyenne nationale à la fin des années 50 et au début des années 60. En effet, en 1958–1959, le taux de fécondité total (TFT) y était de 8,53 ; il commença à baisser au cours des années 60 pour atteindre 6,21 en 1966–1967, soit une chute de 27 % (Stoeckel et Chowdhury 1973).

Comilla-Kotwali Thana, ayant été exposé à des programmes de développement rural d'une ampleur raisonnable sur une période de temps relativement longue, constituait de ce fait un terrain d'étude particulièrement favorable.

Méthode d'étude

Les enquêtes menées par secteurs sur une grande échelle ne suffisent pas à donner une bonne idée de la nature du changement démographique et des conditions qui le suscitent dans les sociétés rurales agraires. Une étude en profondeur au niveau microrégional dégage une image plus précise. La méthode employée ici combinait l'observation des participants et la collecte de données quantitatives au moyen de questionnaires. La méthode de rassemblement des données est expliquée de façon détaillée ailleurs par Khuda (publication prochaine).

Le travail sur le terrain fut étalé sur 19 mois, d'octobre 1979 à avril 1981 et comprenait plusieurs étapes. Deux types d'enquêtes furent entreprises : un recensement des ménages, d'une part, et des enquêtes plus restreintes, étroitement ciblées, d'autre part. La première comportait un recensement des ménages, et des questions portant sur la superficie des exploitations, la production d'*aman* (riz) et la main-d'oeuvre. Les études restreintes portaient sur la nuptialité, la planification des naissances, la «valeur» attribuée aux enfants, l'allaitement, la structure des ménages, l'emploi du temps, les revenus et dépenses et la nature des institutions rurales. Les enquêtes de recensement étaient basées sur un dénombrement de 100 %, mais les études plus étroitement ciblées couvraient entre 50 et 75 % de tous les ménages, classés selon la superficie cultivable de l'exploitation et d'autres critères d'échantillonnage pertinents, selon le sujet étudié. En outre, les données d'état civil furent continuellement enregistrées tout au long de la durée du travail sur le terrain.

CONSTATATIONS FAITES DANS LE VILLAGE ÉTUDIÉ

Nous avons choisi, en gardant à l'esprit les objectifs de l'étude, un village ayant fait l'objet de programmes de développement rural sur une période relativement longue, une vingtaine d'années. Il s'agit de Sreebollobpur, dans la région de Comilla-Kotwali Thana, l'un des premiers villages touchés par le programme de développement entrepris par l'Agence de développement rural du Bangladesh au début des années 60. Sreebollobpur a bénéficié de la plupart des composantes du programme. Le village couvre une surface d'environ 2,6 km^2 et comptait en octobre 1979 une population de 1 466 habitants ; ce chiffre était passé à 1 507 en avril 1981, à la fin du travail sur le terrain.

Les résultats les plus spectaculaires des programmes de développement agricole réalisés à Sreebollobpur sont d'ordre économique. La proportion des terres irriguées mécaniquement (environ 50 % de la surface cultivée) était supérieure à la moyenne nationale à la date de l'étude, de même que l'emploi d'engrais (appliqués à 80 et 50 % des cultures de variétés à haut rendement et de variétés locales, respectivement) et l'utilisation de pesticides (50 et 20 %, respectivement). La présence d'eau d'irrigation et d'autres éléments a favorisé l'introduction des variétés à haut rendement. Environ 75 % des ménages les ont adoptées et plus de 50 % de la surface cultivée totale leur sont consacrés. Par comparaison, seulement 20 % de la surface consacrée à la culture du riz paddy à l'échelle nationale produisaient des variétés à haut rendement en 1981-1982 (Bangladesh 1983 : 233). En outre, l'irrigation et les mesures supplémentaires ont facilité la culture du riz *boro* en saison sèche (cette culture n'est pratiquée que sur 12 % des terres cultivables du pays par manque d'eau d'irrigation). Les variétés à haut rendement et l'utilisation d'un plus grand nombre de moyens modernes ont entraîné une hausse de la demande de main-d'oeuvre par unité de production, en sus de l'augmentation des rendements (des trois variétés

de riz cultivées au Bangladesh, l'*aus*, l'*aman* et le *boro*, c'est le *boro* qui donne le meilleur rendement [Bangladesh 1986]).

Grâce à ces améliorations, les villageois connaissaient une situation économique considérablement meilleure que celle de la population rurale générale du Bangladesh au moment de l'étude. Parmi les autres changements notables, on peut citer une plus forte participation de la population active, une structure professionnelle en évolution, des niveaux de scolarisation plus élevés, un meilleur accès aux soins de santé et de meilleures communications. En 1981, le taux de participation brut de la population active était de 44,5 % chez les hommes et 35 % chez les femmes, contre 49,9 % et 2,8 %, respectivement, à l'échelle nationale (Bangladesh 1983 : 145). Dans un pays où la vaste majorité est analphabète, le nombre de villageois qui savent lire était étonnamment élevé : 85 % chez les hommes et 61 % chez les femmes. Le taux de scolarisation était également beaucoup plus élevé à Sreebollobpur qu'ailleurs : 70 et 50 %, respectivement, chez les garçons et les filles. Le village étudié avait également accès à quelques installations sanitaires modernes et les idées modernes en matière d'hygiène y étaient modérément acceptées. Un médecin allopathe et deux médecins homéopathes vivaient dans le village, de même que trois guérisseurs traditionnels. Au contraire de la plupart des villages du Bangladesh où la source d'eau potable habituelle est un réservoir ou une mare, la plupart des habitants de Sreebollobpur tiraient leur eau d'un puits tubulaire. Environ 10 % des villageois possèdent des latrines modernes ou semi-modernes.

Le village jouissait d'un accès raisonnablement bon aux médias d'information. On y dénombrait 50 radios et 2 postes de télévision. Six habitants y recevaient des journaux quotidiens, qui étaient lus par une quinzaine de personnes. La radio, la télévision et les journaux diffusaient souvent des messages en faveur de la planification des naissances. Sreebollobpur était beaucoup mieux fourni en électricité que les autres localités rurales du Bangladesh, où la plupart des villages ne sont pas encore reliés au réseau électrique : sur 227 ménages de Sreebollobpur, 83 avaient l'électricité.

SITUATION MATRIMONIALE ET ÂGE AU MARIAGE

Le mariage est presque universel au Bangladesh. En 1981, environ 20 % des femmes âgées de 15 à 19 et 1 % seulement de celles de plus de 19 ans étaient célibataires au Bangladesh. Les chiffres correspondants pour les hommes étaient de 92 et 12 %, respectivement (Khuda 1982 : tableau 1). L'âge moyen au premier mariage, au Bangladesh comme dans le reste du sous-continent, est bas bien qu'il soit en hausse constante. En 1975-1976, l'âge moyen au premier mariage était de 12,3 ans au Bangladesh (Bangladesh 1978 : tableau 5.4). L'âge moyen des femmes au premier mariage des femmes du village étudié était de 15,4 ans, soit 3,1 années de plus que la moyenne nationale en 1975-1976 (tableau 1).

L'âge moyen au premier mariage était le plus élevé chez celles qui sont aujourd'hui âgées de 20 à 24 ans et allait en diminuant dans les tranches d'âge supérieures. Environ 60 % des femmes de moins de 20 ans

Tableau 1. Âge moyen des femmes à leur premier mariage, par tranche d'âge actuel, à Sreebollobpur.

Âge actuel (années)	Âge moyen au premier mariage (années)	Nombre de femmes
Moins de 20	15,2	38
20–24	17,3	50
25–29	17,1	54
30–34	16,7	31
35–39	15,7	31
40–44	15,0	29
45–49	13,4	27
Au-dessus de 49	13,5	80
Tous âges	15,5	340

étaient célibataires, si bien que le bas âge nuptial indiqué ne s'applique qu'à une minorité de femmes dans cette tranche d'âge. Si l'on ventile l'âge moyen au premier mariage des femmes non-célibataires par cohorte de naissance et âge actuel, la tendance à la hausse de l'âge nuptial à Sreebollopbur apparaît encore plus clairement (tableau 2). De manière générale, plus les femmes sont âgées à l'heure actuelle, plus elles se sont mariées à un très jeune âge, et vice versa. Une tendance similaire se remarque au Bangladesh tout entier (Bangladesh 1978 : tableau 5.3). Du fait qu'environ 60 % des femmes de moins de 20 ans étaient célibataires et que la plupart appartenaient à la dernière cohorte, l'âge au mariage dans celle-ci était légèrement inférieur à celui de la cohorte précédente.

Il existe une corrélation positive entre l'âge au mariage et la scolarité. Les femmes ayant fréquenté l'école primaire et celles qui ont poussé leurs études au-delà de ce niveau avaient à leur mariage, en moyenne, de 2,2 et 3,7 ans de plus, respectivement, que les femmes non scolarisées. L'attitude à l'égard de l'âge au mariage des femmes évolue depuis quelque temps. Certains parents dont les filles étaient encore aux études disaient souhaiter qu'elles les poursuivent au-delà du niveau secondaire avant qu'on les marie. Deux des filles du village, au début de la vingtaine, étudiaient à l'Université de Dhaka et leurs parents hésitaient à leur choisir un époux avant qu'elles aient obtenu leur diplôme.

On relève également une corrélation positive entre l'âge au mariage et la possession de terres, un symbole socio-économique. Les femmes venant de ménages possédants se mariaient, en moyenne, à un âge supérieur de 1,5 année par rapport à celles de familles non possédantes. Les filles de ménages prospères étaient également relativement plus instruites et l'âge au mariage était positivement lié à l'instruction. Par conséquent, la possession de terres semble affecter l'âge au mariage par l'intermédiaire de l'instruction. En outre, les difficultés économiques que connaissent les ménages sans terre et pauvres en terre les contraignent souvent à marier leurs filles à un jeune âge.

PLANIFICATION DES NAISSANCES

La quasi-totalité de la population du Bangladesh est informée de la possibilité de planifier les naissances et 98 % des répondants de

Tableau 2. Âge moyen des femmes à leur premier mariage, par cohorte de naissance et tranche d'âge actuel à Sreebollobpur.

Cohorte de naissance	Âge actuel (années)		Tous âges	Nombre de femmes
	Moins de 30	Plus de 29		
Avant 1925	—	12,3	12,3	59
1925–1934	—	14,8	14,8	48
1935–1944	—	15,4	15,4	60
1945–1954	17,1	16,7	16,9	85
Après 1954	16,4	—	16,4	88

Sreebollobpur connaissaient la contraception. Les méthodes les plus couramment employées y sont la «pilule contraceptive», le condom, la ligature des trompes, la vasectomie et le stérilet en plastique. Les répondants avaient entendu parler pour la première fois de la planification des naissances par la bouche des agents de planning familial (30 %) ou à la radio (20 %).

Plus de 70 % des hommes de Sreebollobpur et environ 50 % des femmes s'expriment en faveur de la contraception. Ce sont les hommes dans la trentaine et les femmes dans la vingtaine qui y souscrivent le plus. Sur le plan de la politique de planning familial, c'est un signe encourageant qui montre que les couples relativement jeunes réagissent bien à la campagne de sensibilisation sur la planification des naissances. Plus les répondants sont instruits, plus ils sont nombreux à s'exprimer en faveur de la planification de la famille.

Cependant, bien que la grande majorité des couples du Bangladesh connaissent la contraception et y soient favorables, la plupart n'y ont pas recours. Même si sa pratique a certainement augmenté au cours des 10 dernières années (Khuda 1984), seulement 35,7 % des couples ayant été l'objet de l'enquête de 1981 avaient employé un moyen contraceptif et seulement 18,6 % s'en servaient au moment de l'enquête (Bangladesh 1981a, 1981b). Dans le village étudié, en 1980–1981, ces chiffres étaient respectivement de 41 % et de 25 % (tableau 3). La pilule contraceptive et le condom étaient les deux méthodes modernes les plus couramment employées, chez 69 % des sujets étudiés. En 1979, au niveau national, ces deux méthodes étaient employées dans 57 % des cas. La proportion relativement plus importante enregistrée à Sreebollobpur par comparaison au niveau national est peut-être due au fait que le programme de planification familiale y a été introduit plus tôt qu'ailleurs.

Il existe une corrélation positive entre le degré d'instruction des conjoints et la contraception, aussi bien à Sreebollobpur que dans le pays en général (Bangladesh 1978, 1981a, 1981b, 1984). On relève également une corrélation entre la taille des exploitations et l'utilisation dans le passé de contraceptifs à Sreebollobpur, mais aucune relation systématique avec l'usage actuel.

NIVEAUX ET DIFFÉRENCES DE FÉCONDITÉ

Selon les estimations des taux de natalité selon l'âge, au Bangladesh (indiquées dans diverses études) et à Sreebollobpur (tableau 4), le taux de

Tableau 3. Distribution (en %) des répondants de Sreebollobpur qui ont utilisé et utilisent actuellement une méthode contraceptive (1980–1981).

Méthode	Utilisation passée	Utilisation actuelle
Méthodes modernes		
Pilule	12,7	3,7
Condom	6,0	3,7
Ligature des trompes	2,5	2,5
Stérilet	1,7	0,5
Avortement	0,5	—
Mousse spermicide	0,5	—
Vasectomie	0,3	0,3
Total des méthodes modernes	24,2	10,7
Méthodes traditionnelles		
Méthode Ogino	6,2	5,2
Retrait	11,0	9,3
Total des méthodes traditionnelles	17,2	14,5
Total	41,4	25,2

natalité est le plus élevé chez les femmes âgées de 20 à 24 ans et tend à décliner ensuite avec l'âge, bien qu'il reste élevé dans les deux tranches suivantes (25 à 29 ans et 30 à 34 ans). Dans le village étudié, le taux de natalité était le plus élevé chez les femmes âgées de 15 à 19 ans, révélant un désir ardent de la part des femmes nouvellement mariées de faire la preuve de leur fécondité. Cependant, à Sreebollobpur, passé 19 ans, le taux de natalité dans toutes les tranches d'âge était considérablement plus faible que dans les autres régions du pays. Chez les femmes âgées de 35 à 39 ans, le taux des naissances n'était que la moitié de celui enregistré ailleurs.

Une autre façon de mesurer la natalité est d'examiner le nombre moyen d'enfants nés d'une femme actuellement mariée ou l'ayant été par le passé (tableau 5). Au Bangladesh, les femmes ont plus de la moitié du nombre total de leurs enfants avant 30 ans mais continuent à en mettre au monde jusqu'assez tard dans leur vie féconde. La comparaison avec les données provenant de l'enquête sur la fécondité au Bangladesh de 1975–1976 montre que la taille de la famille achevée dans le village étudié était inférieure à la moyenne nationale. De fait, dans toutes les tranches d'âge à l'exception de celle de 15 à 19 ans, le nombre moyen d'enfants des femmes de Sreebollobpur était inférieur à celui de l'ensemble du pays, et particulièrement chez celles de 20 à 24 ans et de 30 à 34 ans.

Le nombre moyen d'enfants nés de femmes mariées dans le village étudié était en rapport inverse avec leur niveau d'instruction (tableau 6). Le taux de fécondité était le plus élevé chez celles qui n'avaient jamais fréquenté l'école — 0,8 enfant de plus, en moyenne, que celles qui avaient fréquenté l'école primaire et 2,5 de plus que celles qui avaient fait au moins des études secondaires. Étant donné la corrélation positive entre l'âge au mariage et le degré d'instruction à Sreebollobpur, le taux de fécondité réduit chez les plus instruites est dû, au moins partiellement, à leur mariage plus tardif.

L'âge moyen au premier mariage chez les femmes participantes à cette enquête étant de 15,4 ans, il est raisonnable d'utiliser cette valeur

Tableau 4. Taux de fécondité des femmes mariées, selon l'âge, et indicateurs de fécondité associés, au Bangladesh et à Sreebollobpur.

Âge (années)	DSEP[a] 1960–1961	EFB 1975–1976	Autres études				Sreebollobpur	
			Barkait 1976	Matlab[b] 1979	Kotwali 1958–1959	Kotwali 1966–1967	Taux de fécondité 1979–1981	Femmes actuellement mariées
15–19	234	310	225	130	283	248	432	37
20–24	337	321	333	297	333	279	213	47
25–29	280	266	286	302	300	242	250	48
30–34	258	229	260	245	253	199	172	29
35–39	161	157	170	154	219	126	71	28
40–44	34	73	94	40	198	62	0	24
45–49	18	27	30	9	—	—	0	19
TFT	6,6	6,3	7,0	5,9	8,5[c]	6,2[c]	4,5	
TNB	47,0	46,7	S.O.	35,0	S.O.	S.O.	30,7	

Sources : Stoeckel et Chowdhury 1973 ; Cain et al. 1976 ; Khan et Lewis 1976 ; Bangladesh 1978 ; Khuda 1978 ; Chowdhury et al. 1982 ; Miranda 1982 ; enregistrement continu des données d'état civil d'octobre 1979 à avril 1981 à Sreebollobpur.

Abréviations : EFB = Enquête sur la fécondité au Bangladesh ; TFT = Taux de fécondité total ; TNB = Taux de natalité brut.

[a] Naissances par 1 000 femmes mariées.

[b] Taux de fécondité selon l'âge.

[c] Taux de fécondité total des femmes mariées.

Tableau 5. Nombre moyen d'enfants mis au monde par les femmes mariées, au Bangladesh et à Sreebollobpur, par tranche d'âge.

Âge (années)	Recensement		DSEP	EFB	Sreebollobpur (1979)	
	1961	1974	1961	1975-1976	Enfants (moyenne)	Femmes (nombre)
15-19	0,77	0,67	0,63	0,85	0,92	55
20-24	2,24	1,92	2,34	2,45	1,90	54
25-29	3,51	3,29	3,89	4,24	4,04	54
30-34	4,64	4,59	5,12	5,71	4,19	31
35-39	5,24	5,53	5,83	6,71	5,77	32
40-44	5,49	5,83	6,08	7,10	6,00	29
45-49	5,74	6,01	6,27	6,73	6,52	27

Sources : Khuda 1978 ; Miranda 1982 ; recensement des ménages de Sreebollobpur 1979.
Abréviations : EFB = Enquête sur la fécondité au Bangladesh.

(approximative), comme point de séparation pour déterminer l'effet de l'âge au mariage sur la fécondité. Nous avons donc groupé les femmes en deux catégories : celles qui se sont mariées avant 16 ans et celles qui se sont mariées après cet âge. Le premier groupe comprenait 53 % des femmes qui eurent en moyenne 1,6 enfant de plus que celles du second groupe.

Le nombre moyen d'enfants des femmes non célibataires dans le village étudié augmente avec la taille de l'exploitation mais le rapport s'inverse lorsque celle-ci dépasse 0,8 ha, particulièrement dans la cohorte plus jeune. Cette corrélation n'est cependant pas statistiquement significative.

IDÉAUX ET ATTITUDES EN MATIÈRE DE FÉCONDITÉ

On considère généralement que le nombre d'enfants dans une famille est influencé par les idéaux et les perceptions culturelles d'une population. Nous avons donc cherché à connaître les idées des habitants de Sreebollobpur en ce qui concerne la taille de la famille, la préférence accordée aux garçons et la planification familiale.

Le nombre d'enfants souhaité par les hommes et les femmes était virtuellement identique : 4,6 enfants pour les hommes et 4,5 pour les femmes. Afin de déterminer l'attitude locale à l'égard du nombre d'enfants, nous avons demandé aux répondants d'indiquer ce qu'ils considèrent être «beaucoup d'enfants» et «peu d'enfants». Hommes et femmes considéraient que 5,2 et 6,3 enfants, respectivement, comme étant «beaucoup» et 2,6 et 2,8, respectivement, comme étant «peu». Sur cette base, la plupart des répondants estimaient apparemment qu'un couple devrait avoir entre 3 et 5 ou 6 enfants.

Les hommes et les femmes indiquaient tous un nombre plus élevé de garçons que de filles, ce qui traduit la préférence accordée aux fils. Le nombre qualifié comme «beaucoup» était plus élevé chez les répondants plus âgés et ceux qui n'avaient pas eu de scolarité que chez les plus jeunes et les scolarisés.

À la question de savoir «Si un ami, un parent ou un voisin décide de n'avoir que deux enfants, considéreriez-vous cela comme une décision

Tableau 6. Nombre moyen d'enfants des femmes non célibataires de Sreebollobpur, selon la scolarité, la superficie des terres possédées et l'âge actuel.

Caractéristiques	Âge actuel (années)		Tous âges	Nombre de femmes
	Moins de 30	Plus de 29		
Scolarité				
Pas de scolarité	2,87	5,59	4,68	234
Scolarité primaire	2,29	5,47	3,90	71
Scolarité secondaire et plus	1,46	5,00	2,17	35
Total	2,45	5,55	4,26	340
Superficie des terres (ha)				
Moins de 0,004	2,19	5,51	4,06	62
0,004-0,4	2,60	5,20	4,10	137
0,4-0,8	2,69	5,94	4,65	81
Plus de 0,8	2,08	5,83	4,27	60
Total	2,45	5,55	4,26	340

sage ?», environ 60 % des personnes interrogées répondirent par l'affirmative. Par comparaison, dans un village traditionnel du Bangladesh, moins de 50 % des répondants partageaient cet avis (Khuda 1977).

Plus de 50 % des répondants (63 % d'hommes et 43 % de femmes) accepteraient une situation théorique où, en échange d'avantages économiques gratuits pour un an (tels que semences, engrais, eau d'irrigation, pesticides, etc.), ils s'engageraient à ne pas avoir d'enfants pendant les trois prochaines années. Dans le village traditionnel, seulement 10 % y seraient disposés (Khuda 1977).

Plus de 50 % des répondants — près de 40 % des hommes et plus de 65 % des femmes — indiquèrent qu'ils continueraient à avoir des enfants jusqu'à la naissance d'un fils. Il apparaît que la préférence accordée aux garçons est plus forte chez les femmes que chez les hommes, et cela est peut-être dû au fait que les femmes dépendent davantage de leurs fils pendant la vieillesse et les passes difficiles, particulièrement lorsqu'elles deviennent veuves. Cependant, la proportion importante de répondants qui ont dit ne pas vouloir continuer à avoir d'enfants jusqu'à la naissance d'un fils révèle une évolution des attitudes, car la plupart des habitants du Bangladesh, et tout particulièrement dans les campagnes, nourrissent habituellement une forte préférence pour les garçons.

Constatation étonnante, 60 % des répondants ne voyaient aucun avantage à avoir un grand nombre d'enfants. Par comparaison, c'est le cas de 25 % seulement des répondants du village traditionnel (Khuda 1977 : 695). Chez les répondants de Sreebollobpur, 50 % voyaient les pressions économiques comme principal inconvénient d'un grand nombre d'enfants et parmi eux, plus de 80 % indiquèrent que leurs principales difficultés économiques découlaient des coûts de scolarité de leurs enfants. En outre, on s'entendait presque universellement pour dire que les filles constituent un fardeau économique pour leur famille au moment du mariage.

Si de nombreux résidants de Sreebollobpur se sont exprimés en faveur d'un nombre relativement important d'enfants, ils ont néanmoins convenu qu'une limite s'imposait. Un grand nombre d'entre

eux avaient conscience des difficultés et des pressions économiques qu'ils auraient à affronter s'ils avaient plus d'enfants que leurs moyens le leur permettent. Les entretiens en profondeur que nous avons eus avec divers habitants de Sreebollobpur ont fait apparaître une évolution des mentalités en ce qui concerne la planification des naissances et la taille de la famille. Les études de cas qui vont suivre se veulent représentatives des divers groupes.

Répondant *S.A.*

S.A., âgé de 36 ans, travaille comme adjoint d'administration à la municipalité de Comilla. Il possède 0,3 ha de terrain qu'il a donné en métayage. Ses deux fils (âgés de 7 et 12 ans) et sa fille (10 ans) fréquentent l'école. Il emploie la contraception (condom) depuis la naissance de son dernier enfant et dit ne pas en souhaiter d'autres :

> Les enfants coûtent beaucoup plus cher aujourd'hui qu'à notre époque. Il faut donner une instruction convenable aux garçons si l'on veut qu'ils trouvent un emploi ailleurs que dans l'agriculture, et aux filles pour qu'elles trouvent un mari. Les enfants d'aujourd'hui sont plus exigeants que ceux d'autrefois. Mon voisin a une radio et mes enfants m'en réclament une aussi. J'ai fini par en acheter une, mais cela n'aurait pas été possible si j'avais eu plus d'enfants.

Répondant *A.K.*

A.K. est âgé de 48 ans. Il cultive sa parcelle de 0,8 ha. Quatre de ses cinq filles et un de ses deux fils sont mariés. Le cadet (âgé de 14 ans) et la cadette (11 ans) vont à l'école. Son fils aîné cultive la terre avec lui et il souhaite que son cadet fasse des études supérieures et trouve un emploi en ville. Bien qu'il ait conscience du coût de l'éducation de son fils, il insiste sur sa nécessité, disant : «Pendant combien de temps encore l'agriculture pourra-t-elle donner du travail au nombre croissant de gens ?»

Il a sept petits-enfants et espère que ses enfants feront en sorte de ne pas en avoir plus que leurs moyens le leur permettront : «Après tout, les enfants coûtent plus cher de nos jours.»

Répondant *A.M.*

A.M., ouvrier agricole sans terre, a 42 ans. Trois de ses quatre filles sont mariées. L'un de ses fils (âgé de 18 ans) travaille comme journalier ; l'autre (âgé de 10 ans) va à l'école. Sa plus jeune fille (8 ans) fréquente une école religieuse. Lui-même et son fils ne trouvent pas d'emploi durable et le revenu familial suffit tout juste à les faire vivre. Il s'inquiète de ce qui se passera lorsque son aîné se mariera et quittera la maison. Il souhaite que son cadet termine ses études secondaires mais se demande s'il pourra seulement aller jusqu'au bout du primaire.

> Nous pratiquons la contraception depuis la naissance de notre dernier enfant. Il aurait mieux valu que nous commencions à le faire après la naissance de notre troisième ou quatrième. Si nous avions eu trois ou quatre enfants, il aurait peut-être été possible de faire faire des études

secondaires à l'un d'eux, ou peut-être même aux deux, mais ce n'est pas possible maintenant. Si je pouvais commencer ma vie conjugale aujourd'hui, je n'aurais pas plus de trois ou quatre enfants, même s'ils étaient tous des filles.

Répondant *K.A.*

K.A. (65 ans) est un riche cultivateur qui possède 2,6 ha de terre. Trois de ses quatre fils et ses trois filles sont mariés. Deux de ses filles ne sont jamais allées à l'école, la troisième a terminé le primaire. Son aîné n'a pas été scolarisé, le deuxième et le troisième ont fait quelques années d'école secondaire et le cadet a fait des études supérieures et travaille dans un bureau à Dhaka. *K.A.* aimerait que celui-ci épouse une jeune fille instruite et s'établisse à Dhaka.

> Après tout, je suis fier que mon fils vive à Dhaka. Pourquoi n'y resterait-il pas une fois marié ? Il pourrait, bien entendu, continuer à nous voir souvent et nous aider chaque fois que nous en aurions besoin.

K.A. a plusieurs petits-enfants et attache une grande importance à leur éducation. Il dit qu'ils coûtent plus cher aujourd'hui en raison du coût croissant des études et parce que les enfants sont plus exigeants que dans par le passé. Il est en faveur de la planification des naissances : «Pourquoi les parents auraient-ils plus d'enfants que leurs moyens le leur permettent ? C'est ce que j'ai dit à mes enfants et j'espère qu'ils feront preuve de sagesse. Je considère deux fils et une fille comme le nombre d'enfants idéal».

Répondant *S.Q.*

S.Q. a 25 ans et il a fréquenté l'école jusqu'à la fin du secondaire. Il possède 0,5 ha de terrain et fait du commerce à temps partiel. L'année dernière, il a épousé une femme de 18 ans qui est allée jusqu'au bout du primaire. Elle est aujourd'hui enceinte. *S.Q.* voudrait avoir au maximum trois enfants, de préférence deux fils et une fille. Même si les trois étaient des filles, il n'en voudrait pas d'autres. «Si nous avons plus d'enfants, nous ne pourrons ni les élever correctement ni acheter les biens de consommation dont nous avons besoin pour améliorer notre niveau de vie».

Conclusion

Il ressort de l'étude que l'âge au mariage est plus élevé, la contraception plus répandue et le taux de fécondité plus faible à Sreebollobpur qu'ailleurs dans le pays. Ces changements démographiques n'auraient pas pu survenir en l'absence de l'évolution suivie par la société. Il apparaît que l'amélioration du niveau de vie engendrée par le programme de développement agricole est à l'origine de ces changements.

Une fois que la production agricole augmente et que le niveau de vie s'améliore, les gens commencent à envisager un meilleur avenir pour eux-mêmes et leurs enfants. Ils se rendent compte que leurs fils ont

besoin d'instruction pour trouver de l'emploi dans le secteur formel et atteindre par là à la sécurité et à une situation sociale. Plus de parents envoient leurs filles à l'école dans l'espoir qu'elles trouveront un mari instruit. La scolarité fait que les enfants coûtent plus cher.

Un grand nombre de familles rurales ont acquis des goûts nouveaux pour les biens de consommation et les services modernes. Les habitants de Sreebollobpur sont plus nombreux que ceux des autres parties du Bangladesh à faire l'acquisition de biens de consommation durables tels que postes de radio, téléviseurs, montres-bracelets, bicyclettes, motocyclettes, fauteuils et machines à coudre, de même que des outils et machines agricoles tels que charrues, batteuses, désherbeuses, pulvérisateurs de pesticides et puits tubulaires. Cette amélioration des conditions de vie et le désir de la voir se poursuivre concurrencent le désir d'avoir une progéniture nombreuse, dont les parents sont mieux à même aujourd'hui d'en surveiller le coût de plus près.

La diversification de la structure professionnelle contribue également à faire baisser la natalité en diminuant la valeur du travail des enfants. Les enfants de ménages non agricoles ne travaillent guère, contrairement à ceux des familles de cultivateurs. Les chefs de famille employés dans le secteur non agricole, et particulièrement ceux qui ont une situation dans le secteur tertiaire non villageois, souhaitent que leurs enfants trouvent des emplois similaires lorsqu'ils seront adultes. Même si les salaires en ville ne sont pas plus élevés qu'à la campagne, les emplois non agricoles ne sont pas tributaires des saisons. De ce fait, un grand nombre de pères de famille tout en continuant à cultiver la terre souhaitent qu'au moins un de leurs fils accède à un emploi non agricole. Caldwell et al. (1982) ont observé des attitudes semblables chez les ruraux de l'Inde méridionale : l'emploi dans l'économie non villageoise occasionne la hausse des coûts de l'éducation des enfants, particulièrement des fils. En outre, la plupart de ceux qui travaillent dans le secteur tertiaire formel emploient une main-d'oeuvre agricole extérieure ou donnent en métayage une partie de leurs terres, si bien que leurs enfants ne contribuent guère de travail à l'exploitation familiale. Les autres qui ont un emploi dans le secteur tertiaire ne possèdent pas de terres cultivables et leurs enfants ne font guère de travail productif.

On a déjà noté que les degrés d'alphabétisation et de scolarisation sont plus élevés dans le village étudié que ceux de la moyenne nationale. Nous avons constaté également que la fécondité est inversement proportionnelle au degré d'instruction de la mère. Cela est conforme aux conclusions tirées de plusieurs autres études qui montrent que l'instruction a un effet modérateur sur la fécondité (Nag 1982). C'est un instrument de réduction de la fécondité, du fait qu'elle modernise les idées et les comportements, retarde le mariage, favorise la contraception et contribue à une meilleure hygiène, cette dernière entraînant elle-même une diminution de la mortalité infantile. De manière générale, ceux qui ont fréquenté l'école de Sreebollobpur souhaitent des familles moins nombreuses que ceux qui n'y sont pas allés. On constate également l'évolution des idées concernant l'instruction des filles, certains parents reportant délibérément le mariage de leurs filles jusqu'à la fin de leur scolarité. Il en résultera selon toute probabilité une nouvelle élévation de l'âge au mariage des femmes, avec une réduction correspondante de la natalité.

L'INDUSTRIE ARTISANALE ET LA FÉCONDITÉ DANS UN VILLAGE DU BENGALE OCCIDENTAL, EN INDE

Amit K. Bhattacharyya et Adrian C. Hayes[1]

Le présent chapitre analyse les résultats d'une enquête, réalisée en 1980, portant sur 327 ménages (groupant 362 familles) dans une région rurale du Bengale occidental en Inde. Nous y examinons l'incidence sur la fécondité de la participation des membres de la famille à une industrie artisanale qui fabrique des bijoux de fantaisie. D'une façon ou d'une autre, 25 % des familles étaient intéressées dans cette entreprise. Les enfants commençaient à y travailler dès l'âge de 6 ans, généralement au domicile d'un entrepreneur non loin de chez eux, tandis que les mères travaillaient généralement à domicile et leurs enfants employés leur apportaient les pièces à monter tous les jours.

Il ressort des résultats préliminaires de l'enquête qu'il existe une corrélation positive nette entre l'industrie artisanale et la fécondité (Bhattacharyya 1982). En outre, la participation des enfants à cette activité semble avoir un effet plus déterminant sur la fécondité que le travail des mères de famille. La moyenne de naissances vivantes dans les familles où la femme travaillait dans l'industrie était de 4,3, par rapport à 3,9 dans les familles où la femme n'y travaillait pas, soit une différence inférieure à 0,5. La moyenne de naissances vivantes dans les familles où au moins un enfant y travaillait était de 5,7, contre 3,1, dans les familles où aucun enfant n'y travaillait, soit une différence de plus de 2,5. Dans notre échantillon, la participation des mères à l'activité artisanale ne semblait guère influer sur la fécondité, sans doute parce qu'elles pouvaient travailler à domicile tout en prenant soin de leurs enfants. Nous nous penchons donc plus particulièrement ici sur l'incidence du travail des enfants sur la fécondité de la mère.

Bien qu'il existe une corrélation positive entre la taille d'une famille et la participation de ses enfants au travail artisanal, on ne sait pas dans quelle mesure il s'agit d'un lien de cause à effet ou d'un rapport fortuit et,

[1]*Cette communication fut présentée à la 52e assemblée annuelle de la Population Association of America, à Pittsburgh, É.-U., tenue du 14 au 16 avril 1983. Les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'institution à laquelle ils appartiennent.*

dans le premier cas, dans quel sens joue la causalité. Le travail des enfants motive-t-il les parents à en avoir davantage parce que le revenu en espèces supplémentaire qu'ils apportent renforce les autres valeurs traditionnelles attachées aux enfants, ou bien certaines familles qui en ont beaucoup (quelle qu'en soit la raison) les envoient-ils travailler pour les aider à joindre les deux bouts ? En d'autres termes : «Le taux de fécondité plus élevé résulte-t-il du travail des enfants dans l'industrie artisanale ou bien le travail des enfants résulte-t-il d'une plus grande fécondité ?»

LES DONNÉES ET LES MÉTHODES

La méthode de recherche idéale pour une étude comme celle-ci consisterait à suivre un échantillon constant de familles dans le temps, à examiner l'historique de leur participation à la production artisanale et leur comportement reproducteur. On pourrait, de cette manière, déterminer si des éléments distinctifs marquent la fécondité d'une famille avant ou après qu'elle travaille dans l'industrie villageoise et savoir, en particulier, si les familles ont déjà un nombre inusité d'enfants lorsque les premiers commencent à travailler ou bien si la fécondité atteint un niveau inhabituellement élevé après que les enfants ont commencé à travailler. Avec une telle méthode, on pourrait constituer un échantillon de couples représentatifs de cohortes spécifiques (date de naissance et date de mariage) et les suivre dans leur vie active et reproductive. Cependant, à notre connaissance, une telle étude n'a jamais été effectuée et les données que nous employons ici proviennent d'une enquête ponctuelle réalisée en deux phases par nous-mêmes dans le district Howrah du Bengale occidental, en 1980.

Premièrement, un dénombrement de 1 044 ménages fut effectué dans une région où la participation dans l'industrie artisanale était intensive, en vue de déterminer si un ou plusieurs membres travaillaient à la fabrication de bijoux de fantaisie. L'étude a cherché à couvrir la totalité des ménages dont c'était le cas. Chez les autres, un échantillon d'un dixième des ménages fit l'objet d'une enquête systématique. L'échantillon comprenait aussi bien les ménages à familles multiples dont certains membres travaillaient dans l'industrie que les familles où aucun membre n'y travaillait. Au total, l'échantillon comptait 327 ménages et 362 familles. La présente analyse porte sur les 310 familles de l'échantillon ayant des enfants survivants qui y travaillaient.

En second lieu, un entretien eut lieu avec les chefs de ménage afin de recueillir des données sur les caractéristiques démographiques, sociales et économiques des membres, ainsi que sur leur participation à l'activité artisanale. Deux questionnaires supplémentaires, un pour le mari et un autre pour la femme, furent adressés à tous les «couples admissibles» dans chaque ménage. Pour être admissibles, les deux membres du couple devaient avoir été mariés une fois, vivre ensemble au moment de l'enquête et la femme devait être âgée d'au plus 50 ans. Le questionnaire du mari contenait des renseignements détaillés sur la valeur écono-

mique des enfants. Celui de l'épouse visait à recueillir des données détaillées sur les naissances et décès des enfants, la participation à la production artisanale de bijoux de fantaisie et l'utilisation de méthodes contraceptives dans le moment.

Ainsi, au moins trois questionnaires furent distribués à chaque ménage, en plus des questionnaires distincts pour le mari et la femme de

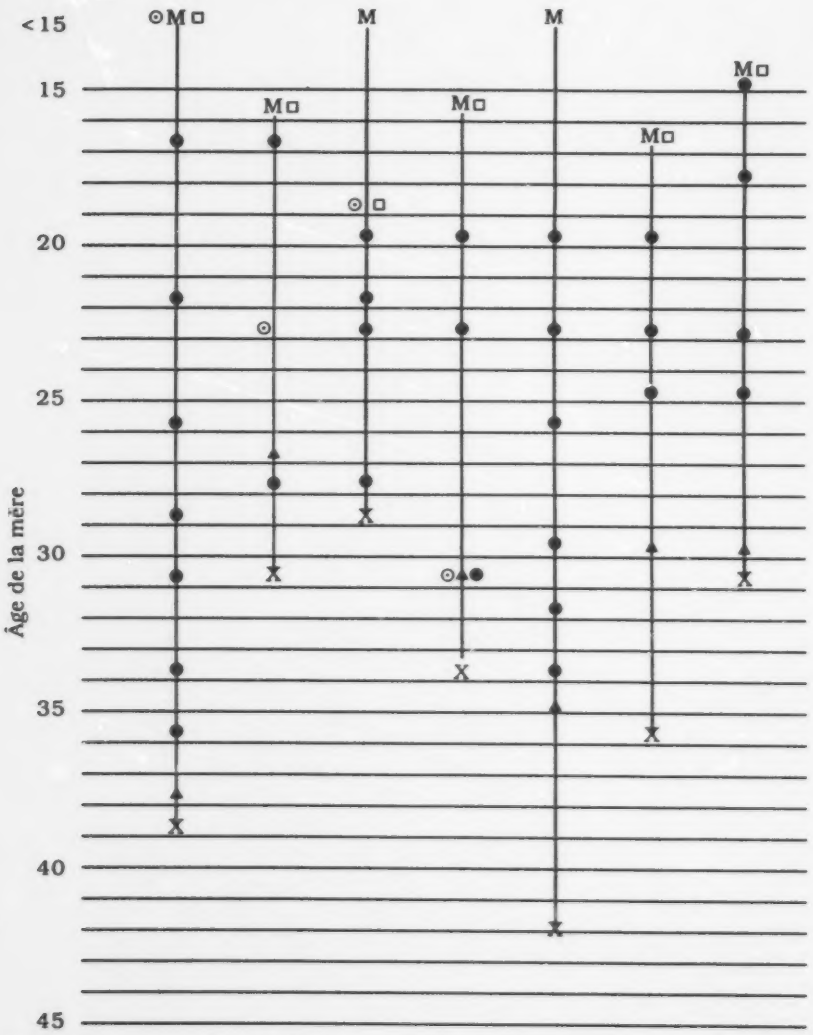


Fig. 1. Historique de la vie active et reproductive des familles : quelques cas de couples dont le mari, la femme et au moins un enfant travaillent dans l'industrie artisanale selon l'âge de la femme (M, âge au mariage ; X, âge au moment de l'étude ; ●, à la naissance de l'enfant ; □, au début du travail dans l'industrie ; ▲, quand au moins un enfant travaille dans l'industrie ; et ⊙, au début du travail du mari dans l'industrie).

chaque couple admissible supplémentaire. Les données permettaient de reconstituer, dans une certaine mesure, l'historique de la fécondité de chaque famille et de sa participation à l'industrie villageoise. Les questions portaient sur les naissances et l'âge qu'avait chaque membre de la famille lorsqu'il a commencé à travailler dans l'industrie.

RÉSULTATS

Les données analysées dans cette étude représentent les enfants déclarés par leur mère comme étant vivants à l'époque de l'enquête. Manifestement, aux fins de l'analyse des *taux* de fécondité de différentes catégories de couples, il aurait été préférable de connaître le nombre total des enfants mis au monde. Cependant, nous avons constaté que les dates de naissance des enfants décédés indiquées par les mères n'étaient pas suffisamment fiables. Par conséquent, nous n'avons pu en tenir compte pour calculer le nombre d'enfants qu'une femme avait mis au monde à différentes périodes, c'est-à-dire avant et après la participation de la famille au travail artisanal. Nous nous sommes donc contentés du nombre des enfants survivants, chiffre plus fiable pour reconstituer un historique partiel de la fécondité de chaque couple. Même s'il n'est pas possible d'estimer de façon précise les taux de fécondité, nous pouvons au moins utiliser ces données pour établir les *différences* qui existent entre ces taux, en tablant sur l'hypothèse plausible que le travail artisanal n'influence pas de façon sensible la mortalité infantile dans la famille qui s'y consacre.

L'axe vertical de la figure 1 indique l'âge de la mère. Chaque ligne verticale représente une mère de l'échantillon : la figure illustre sept cas où le mari, sa femme et au moins un enfant travaillent dans l'industrie villageoise. Par exemple, la première femme s'est mariée avant l'âge de 15 ans et, aujourd'hui, elle a 38 ans. Elle a eu un enfant à 16 ans, un autre à 21, et d'autres enfants à l'âge de 25, 28, 30, 33 et 35 ans. Elle a commencé à travailler avant d'avoir 15 ans ; la deuxième femme a commencé à l'âge de 15 ans, la troisième à 18 ans.

Tableau 1. Nombre de familles et d'enfants survivants par couple type.

Couple type[a]	Familles	Enfants	Parité moyenne
I (M+ F+ E+)	29	111	3,8
II (M+ F+ E−)	37	106	2,9
III (M+ F− E+)	9	39	4,3
IV (M+ F− E−)	41	113	2,8
V (M− F+ E+)	49	221	4,5
VI (M− F+ E−)	51	164	3,2
VII (M− F− E+)	52	227	4,4
VIII (M− F− E−)	42	112	2,7
Total	310		

[a]M = mari ; F = femme ; E = enfant ; + = travaille dans l'industrie villageoise ; et − = ne travaille pas

Tableau 2. Nombre moyen d'enfants survivants, selon l'activité de l'enfant et l'âge de la mère.

Âge de la mère (années)	Au moins un enfant actif dans l'industrie		Aucun enfant actif dans l'industrie	
	Enfants (moyenne)	Mères (nombre)	Enfants (moyenne)	Mères (nombre)
20–24	—	0	1,7	43
25–29	3,8	10	3,2	43
30–34	3,6	25	3,3	47
35–39	4,7	33	3,8	14
40–49	4,9	71	3,8	24
Total		139		171

Tableau 3. Nombre moyen d'enfants survivants selon l'activité et l'âge de la mère.

Âge de la mère (années)	Nombre moyen d'enfants survivants de la mère[a]	
	Active	Inactive
20–24	2,0	1,4
25–29	3,6	2,8
30–34	3,4	3,4
35–39	4,4	4,2
40–49	3,6	4,2

[a]166 mères actives et 144 inactives.

En reconstituant de cette façon l'histoire de la famille et de son travail, en prenant la mère comme point de référence, nous pouvons déterminer la chronologie de deux charnières importantes du cycle reproducteur de chaque femme : l'âge auquel elle a commencé à travailler dans l'industrie villageoise et l'âge auquel ses enfants en ont fait autant. Nous pouvons alors comparer la fécondité des femmes avant ou après ces dates charnières avec celle des femmes de la même cohorte de naissance ou de mariage qui ne font pas un tel travail, pas plus que leurs enfants.

Le nombre moyen d'enfants survivants des 310 couples admissibles varie entre 2,7 et 4,5 selon les «catégories de couples», avec une moyenne de 3,5 pour l'échantillon (tableau 1). Si l'on regroupe quelques catégories, on constate que la moyenne chez les couples dont au moins un enfant travaille est de 4,3 ; chez ceux dont la mère ou au moins un enfant, ou les deux, travaillent, la moyenne est de 3,8 ; chez ceux où la mère travaille mais aucun enfant, elle est de 3,1 ; enfin, chez ceux dont ni la mère ni aucun enfant ne travaillent, le nombre moyen d'enfants survivants est de 2,7.

Les mères dont au moins un enfant travaille ont un plus grand nombre d'enfants vivants que celles du même groupe d'âge dont aucun enfant ne travaille, la différence étant plus prononcée chez les femmes plus âgées (tableau 2).

Les jeunes femmes qui travaillent ont un nombre d'enfants vivants plus élevé que la moyenne (tableau 3), mais la différence disparaît chez celles qui sont actuellement dans la trentaine et la tendance s'inverse chez les femmes dans la quarantaine : dans cette tranche d'âge, les

Tableau 4. Nombre moyen d'enfants survivants d'une mère, avant et après le début de l'activité d'au moins un de ses enfants.

Âge actuel de la mère (années)	Mères ayant au moins un enfant actif				Mères sans enfant actif	
	Nombre moyen d'enfants					
	Avant l'activité	Après l'activité	Total	Mères	Nombre moyen d'enfants	Mères
20–24	—	—	—	0	1,65	43
25–29	3,60	0,10	3,70	10	3,19	43
30–34	3,32	0,24	3,56	25	3,26	47
35–39	4,27	0,39	4,66	33	3,79	14
40–44	4,54	0,34	4,88	35	3,78	13
45–49	4,70	0,20	4,90	36	3,73	11

Tableau 5. Nombre estimatif d'enfants actuellement survivants par femme et par année avant et après le début de l'activité d'au moins un enfant.

Âge actuel de la mère (années)	Mères ayant au moins un enfant actif			Mères sans enfant actif	
	Nombre moyen de naissances				
	Avant l'activité	Après l'activité	Mères	Nombre moyen de naissances	Mères
25–29	0,30	0,06	10	0,18	43
30–34	0,26	0,04	23	0,12	47
35–39	0,15	0,04	33	0,04	14
40–44	0,15	0,03	35	0,02	9

mères qui travaillent ont un nombre moyen d'enfants survivants inférieur à celles qui ne travaillent pas.

Si, parmi le nombre d'enfants survivants de mères dont au moins un enfant travaille, on déduit d'une part ceux qui sont nés avant qu'aucun enfant de la famille ne commence à travailler et, d'autre part, les enfants survivants nés par après, on constate que, tous groupes d'âge confondus, plus de 90 % des enfants aujourd'hui en vie étaient nés avant que l'un quelconque des enfants de la famille ne commence à travailler (tableau 4).

Nous avons calculé pour chaque tranche d'âge le nombre de naissances (d'enfants survivants) par femme et par an (tableau 5). Par exemple, les femmes qui sont aujourd'hui âgées de 25 à 29 ans et dont au moins un enfant travaille, ont mis au monde en moyenne 0,3 enfant par an depuis leur vingt-cinquième année avant que l'un de leurs enfants commence à travailler, et 0,06 enfant par an depuis qu'elles ont eu 25 ans après qu'au moins un de leurs enfants commence à travailler. Les familles dont les enfants travaillent sont caractérisées par un taux de fécondité sensiblement plus élevé avant que les enfants commencent à travailler que les familles dont les enfants ne travaillent pas. Dans les familles où les enfants travaillent, le taux de fécondité décline de façon spectaculaire une fois que les enfants commencent à travailler, avec des taux aussi faibles que, ou même inférieurs à ceux des familles où aucun enfant ne travaille.

Tableau 6. Répartition (en %) des réponses paternelles à la question : «Vos enfants rapportent-ils plus ou moins que ce qu'ils vous coûtent ?», selon l'activité des enfants.

Réponse	Enfants actifs dans la famille		
	Aucun	Un	La plupart
Rapporte plus qu'il ne coûte	10	15	19
Rapporte autant qu'il coûte	22	30	35
Rapporte moins qu'il coûte	68	53	40
Ne sait pas	0	2	6
Total	100	100	100
Nombre	197	71	60

Les chiffres rapportés au tableau 5 sont basés sur un très petit nombre de femmes dans la plupart des catégories. Par ailleurs, la reconstitution des faits portant sur la fécondité et le travail des familles n'est qu'approximative. Néanmoins, il ressort de cette analyse quatre situations suffisamment concordantes pour retenir l'attention :

- Les familles dont un ou plusieurs enfants travaillent dans l'industrie villageoise sont plus grandes que celles où tel n'est pas le cas — environ 30 % de plus dans le cas où la mère en était presque arrivée à la fin de sa période féconde.
- Les familles avec des enfants au travail comptaient déjà un nombre relativement important d'enfants au début de leur participation à la production artisanale.
- Les familles avec enfants actifs avaient achevé plus de 90 % de leur fécondité cumulative avant que les enfants ne commencent à travailler.
- *Après* que les enfants ont commencé à travailler, les familles semblent avoir un taux de fécondité aussi faible que, ou même inférieur à celui des familles dont aucun enfant ne travaille.

En d'autres termes, la participation des enfants à l'activité artisanale semble être un facteur de baisse ultérieure de la fécondité. Il se peut que le taux élevé de fécondité entraîne le travail des enfants à l'origine mais la participation des enfants semble exercer l'effet d'un frein sur la fécondité ultérieure. En tout cas, le travail des enfants n'est pas un facteur de croissance de la fécondité.

L'enquête a également rassemblé des données sur la manière dont les parents perçoivent le travail des enfants. La plupart des pères à qui nous avons demandé si les enfants rapportent plus, ou moins, que les frais qu'ils occasionnent et si la valeur du travail effectué par de jeunes enfants pour leurs parents dépasse le coût de leur nourriture, ont répondu par la négative (tableau 6) et ils n'ont pas reconnu que le travail des enfants rapporte plus que ce que coûte leur nourriture (tableau 7). Le fait le plus significatif est que la réponse typique dans chaque cas ne change pas selon que les enfants travaillent ou non.

Les pères semblent considérer que, du moins à court terme, le transfert de biens des parents aux enfants l'emporte sur le flux inverse. Cependant, cette opinion est moins répandue chez les pères de famille ayant des enfants qui travaillent dans l'industrie villageoise. Au tableau 6, par exemple, 32 % des pères sans enfants actifs déclarent que

Tableau 7. Répartition (en %) des réponses paternelles à l'énoncé : «La valeur du travail effectué par des enfants en bas âge pour leurs parents est supérieure au coût de leur nourriture», selon l'activité des enfants.

Réponse	Enfants actifs dans la famille		
	Aucun	Un	La plupart
D'accord	12	14	17
Pas d'accord	84	82	75
Sans opinion	4	4	8
Total	100	100	100
Nombre	197	71	60

Tableau 8. Répartition (en %) des réponses paternelles à l'énoncé : «Le meilleur investissement que l'on puisse faire c'est dans l'éducation de nos enfants», selon l'activité des enfants.

Réponse	Enfants actifs dans la famille		
	Aucun	Un	La plupart
D'accord	96	94	100
Pas d'accord	3	6	0
Sans opinion	1	0	0
Total	100	100	100
Nombre	197	71	60

Tableau 9. Répartition (en %) des réponses paternelles à l'énoncé : «Plus un homme a d'enfants, plus il s'appauvrit», selon l'activité des enfants.

Réponse	Enfants actifs dans la famille		
	Aucun	Un	La plupart
D'accord	84	92	85
Pas d'accord	6	7	10
Sans opinion	10	1	5
Total	100	100	100
Nombre	197	71	60

les enfants rapportent plus ou autant que ce qu'ils coûtent alors que 54 % de ceux dont la plupart des enfants travaillent sont du même avis. Un grand nombre des pères considèrent donc comme un apport substantiel l'argent que les enfants actifs rapportent à la maison.

Pourtant, ces mêmes pères (dont la plupart des enfants travaillent) sont unanimes à dire que : «Le meilleur investissement que l'on puisse faire est dans l'éducation de ses enfants» (tableau 8) et ils sont tout aussi susceptibles de considérer que : «Plus un homme a d'enfants, plus il s'appauvrit» comme le disent ceux qui n'ont pas d'enfants au travail (tableau 9). Ces façons de parler laissent entendre que les pères ayant des enfants actifs attachent autant de prix à l'éducation, et peut-être aux autres valeurs modernes qui influencent la fécondité, que ceux dont les enfants ne travaillent pas mais fréquentent l'école ; et que les pères ayant des enfants actifs reconnaissent souvent la valeur économique de ceux-ci et le soutien matériel qu'ils apportent à la famille. Ces deux

constatations sont en accord avec notre hypothèse voulant que l'adoption de valeurs propices à une réduction de la fécondité peut intervenir en même temps que le travail des enfants, et que ce dernier facteur peut même favoriser l'évolution des mentalités.

CONCLUSION

La population décrite ici n'est pas assez importante pour permettre d'en déduire avec certitude les liens qui existent entre la fécondité et la contribution économique des enfants. Cependant, nous tentons ci-après une «esquisse d'interprétation» des résultats de l'enquête, à la lumière de la reformulation récente de la théorie de la transition démographique (Caldwell 1976 ; Easterlin 1980), et particulièrement en ce qui concerne le rôle respectif des facteurs économiques, sociaux et culturels qui déterminent le moment de la baisse de fécondité (Caldwell 1980).

Avec l'avènement du développement socio-économique dans cette région rurale, les enfants commencent à être scolarisés. Les parents, lorsqu'ils réfléchissent aux avantages économiques à long terme que l'instruction peut apporter, révisent leur conception de la valeur des enfants. À ce stade, on peut dire que le développement comporte une incidence pronataliste, ou du moins pas antinataliste. Cependant, trop tôt, hélas, les familles qui vivent juste au seuil de la subsistance éprouvent de la difficulté à subvenir aux frais de scolarité d'un grand nombre d'enfants. Pour survivre, elles doivent en retirer certains de l'école et les mettre au travail. Aujourd'hui, au Bengale occidental, où la situation idéale consiste à avoir un grand nombre d'enfants tous scolarisés, une telle décision est prise à contrecoeur et s'accompagne invariablement d'un sentiment de honte. Notre étude a constaté que le fait de retirer les enfants de l'école et de les envoyer au travail est généralement considéré comme une sorte de tragédie familiale. Les parents qui doivent céder de cette façon aux pressions économiques sont susceptibles de prendre conscience du coût immédiat des enfants et de réduire leur fécondité à partir de ce moment.

En d'autres termes, lorsque la famille doit envoyer quelques enfants travailler, elle a atteint un point charnière. Avant d'y arriver, l'assimilation graduelle des attitudes «modernes» à l'égard de l'instruction n'est pas antinomique avec le maintien d'un taux élevé de fécondité mais, passé ce point, les parents reconsidèrent la valeur des enfants. Selon toute probabilité, l'assimilation ultérieure d'autres valeurs modernes les amènera à limiter le nombre de leurs enfants. Par conséquent, le fait de retirer les enfants de l'école et de les envoyer travailler semble constituer un point charnière important dans le comportement reproducteur d'une famille.

Notre étude a fait apparaître que l'activité rémunérée s'accompagne d'une détérioration sensible de la qualité de vie des enfants que l'on retire de l'école pour les envoyer au travail. Il est intéressant de noter que les pays du Tiers-Monde favorisent de plus en plus

l'implantation d'industries artisanales et alimentaires pour accélérer le développement économique de la population rurale. Notre étude met en lumière les forces sociales que ces activités peuvent engendrer et les conséquences démographiques qui peuvent en résulter. Il faudra, bien entendu, étudier de plus près la nature et la variété des activités de développement rural actuellement en cours dans le Tiers-Monde et leur incidence sur l'évolution sociale et démographique.

RELATIONS ENTRE PRODUCTION AGRICOLE ET DYNAMIQUE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE : ÉTUDE DE TROIS MUNICIPALITÉS INÉGALEMENT DÉVELOPPÉES DE LA RÉGION DE TOLIMA, EN COLOMBIE

Diego Giraldo Samper

La caractéristique la plus remarquable de la population colombienne des 50 dernières années est le ralentissement de son rythme de croissance. Ce changement est étroitement lié aux transformations économiques et sociales qui se sont succédé au fur et à mesure que le pays, dans son ensemble, se développait. Le présent chapitre examine la dynamique de la croissance démographique dans le contexte de situations socio-économiques spécifiques, en insistant particulièrement sur son rapport avec la production.

Les études de la structure agraire de la Colombie réalisées ces dernières années distinguent trois systèmes agricoles caractérisés par leurs facteurs de production et la destination des produits. Le premier est le secteur capitaliste moderne où la terre, le capital et la main-d'oeuvre salariée sont employés intensivement pour produire, avec de forts rendements, des volumes importants destinés à approvisionner l'industrie en matières premières, élargissant ainsi le marché agricole.

À l'autre extrémité, le secteur de la petite exploitation fait une utilisation intensive de la terre mais minimale du capital. Les relations précapitalistes entre tenanciers et propriétaires subsistent dans certains cas et la main-d'oeuvre familiale non rémunérée fournit un apport de travail important. Ce système consiste en petites unités de production (*minifundias*, petites exploitations) ou en grands domaines non productifs où les relations capitalistes n'ont pas été introduites (*latifundias*).

Entre ces deux systèmes s'intercalent des unités de production de type intermédiaire où les méthodes de production n'ont pas encore atteint un niveau avancé. Bien que l'exploitation de ce genre ne dispose pas de capital à investir, elle fait appel à une main-d'oeuvre salariée dont le travail permet de réaliser un taux élevé de productivité portant généralement sur une seule récolte destinée à l'exportation. De telles

unités qui, en Colombie, produisent habituellement du café, représentent une forme archaïque de capitalisme et qui, par le passé, servaient de passerelle entre la production colombienne et les marchés étrangers. C'est également par leur intermédiaire que le commerce interne s'est développé.

CONSIDÉRATIONS THÉORIQUES

Dans les exploitations de type capitaliste moderne, les relations de production dominantes déterminent le rôle des familles et leur revenu, en assurant un travail salarié à un ou plusieurs membres du ménage. De ce fait, l'état de salarié est un facteur majeur du comportement et de l'organisation économiques et démographiques de la famille. C'est la quête d'un salaire et de moyens de subsistance adéquats qui amène les femmes et les enfants à travailler, à temps plein ou partiel. Cela influence indubitablement les normes et les valeurs qui régissent leur comportement démographique, et notamment la formation et la dissolution des couples, la nature des unions, le nombre d'enfants, les décisions en matière de migration et même la morbidité et la mortalité.

Les petites exploitations sont caractérisées par le recours presque exclusif à la main-d'oeuvre familiale. Il est rare, dans leur cas, qu'un membre de la famille parte ailleurs faire un travail salarié. Les familles attribuent des tâches à chaque membre de l'unité de production de manière à préserver l'unité familiale et à en assurer la subsistance. On pourrait s'attendre, en toute logique, à ce que la famille adapte son comportement démographique aux conditions de production qui s'imposent, à ce que le petit exploitant forme un groupe familial stable, dont les membres relativement nombreux obéiraient aux décisions unilatérales du chef de ménage qui distribue à chacun son rôle dans l'économie domestique.

Les unités de production de type capitaliste traditionnel, qui ne se sont pas encore modernisées, se distinguent par la prédominance de la main-d'oeuvre salariée qui accompagne la concentration de la propriété foncière en grands domaines tels que les plantations de café. Ce processus a engendré la formation d'un marché du travail spécialisé dans le secteur de la culture du café. Le métayage ou d'autres formes de location subsistent par endroits, mais sans jamais être un mode de production dominant.

La demande de main-d'oeuvre salariée et de participation des membres de la famille au travail productif dépend, dans une large mesure, de la superficie de l'exploitation. Dans le cas des petites exploitations qui subsistent encore, le chef de ménage (généralement l'homme) s'occupe des cultures mais effectue également un travail salarié à temps partiel. Le conjoint (généralement la femme) joue un rôle important dans la production de café, ainsi que dans la récolte des cultures d'appoint. Dans les unités plus importantes, la main-d'oeuvre familiale est complétée par un grand nombre d'ouvriers journaliers recrutés selon les besoins saisonniers.

En termes plus concrets, nous avons structuré notre analyse sur la base des hypothèses suivantes concernant les rapports entre structure productive, organisation familiale et comportement démographique.

Premièrement, dans les unités de production capitaliste moderne, la main-d'oeuvre salariée prédomine et détermine, dans une large mesure, les stratégies de survie familiale. Celles-ci dépendent des possibilités de travail salarié pour le nombre de membres qui en ont besoin pour subsister, et donc de l'offre et de la demande de main-d'oeuvre. La nécessité de gagner un salaire peut entraîner également des migrations intra- et interrégionales, à la recherche de travail. Les études antérieures ont établi que les familles du secteur capitaliste moderne adoptent un mode de vie essentiellement urbain et moderne. Par conséquent, leur comportement démographique sera marqué par la migration et la tendance à la diminution de la fécondité.

En second lieu, les unités de production de type petite exploitation reposent sur des activités qui permettent à la famille de vivre des denrées alimentaires qu'elles produisent elles-mêmes. La capacité de travail des divers membres détermine l'organisation sociale et économique de la famille, bien que d'autres facteurs tels que la fertilité et la superficie des terres, le prix des produits, le mode de commercialisation des excédents et les conditions climatiques doivent également être pris en compte. Les activités non domestiques, qui comprennent le travail salarié occasionnel du chef du ménage, le travail des femmes dans des activités tertiaires mal rémunérées ou la migration des enfants, influenceront également les stratégies de survie de ces familles. La production étant centrée sur le travail familial, les gens ont tendance à s'établir sur leur parcelle plutôt que de vivre ailleurs. La migration est généralement le fait des enfants que l'exploitation ne suffit pas à nourrir et tend à être intrarégionale.

En troisième lieu, dans les unités de production de type capitaliste archaïque, la main-d'oeuvre salariée prédomine. Ces unités ne peuvent cependant être assimilées aux exploitations modernes car la production y est gérée par le chef de ménage, qui assume le double rôle d'ouvrier et de patron, et dépend dans une large mesure de la superficie de la terre. La taille de l'exploitation détermine l'activité spécifique de chaque membre de la famille à chaque étape de la production. La spécialisation des activités productives influence également la mobilité spatiale entre régions similaires. La forme de migration la plus courante est le déplacement saisonnier vers d'autres régions productrices de café. Cependant, le comportement familial est de type rural, bien que de façon moins tranchée que dans les petites exploitations. Le taux de fécondité y sera encore élevé et l'on y constatera moins de déplacements massifs de population que dans le secteur capitaliste moderne.

Région étudiée

La région retenue pour l'étude est un groupe de municipalités du département de Tolima. Les familles, unités de base de l'étude, furent

choisies selon le type de leur organisation productive à l'intérieur de l'économie capitaliste, depuis les formes les plus traditionnelles jusqu'aux modes de production agricole et industrielle plus modernes.

Un échantillon stratifié de 494 familles, représentatives de l'ensemble de la région, fut constitué et des entretiens eurent lieu avec chacune d'elles au cours des mois d'août et septembre 1982. Sur ce nombre, 24 interviews durent être rejetées du fait d'incohérences dans les réponses, ce qui laissait un nombre total de 470 interviews complètes.

Résultats

Le secteur de la petite exploitation comptait 43,2 % des familles, celui du capitalisme moderne, 30,6 % et du capitalisme archaïque, 26,2 %. La municipalité la plus importante et la plus peuplée était Chaparral (tableau 1).

Caractéristiques démographiques

Dans la plupart des secteurs, les hommes étaient plus nombreux que les femmes, avec 53,7 % dans le secteur capitaliste archaïque et 49,7 % dans le moderne. L'écart est particulièrement important dans les municipalités de Guamo (54,3 % d'hommes) et de Saldana (59,6 % d'hommes), ce qui révèle une plus grande propension à migrer chez les femmes.

Dans le secteur capitaliste moderne et celui de la petite exploitation, 47,9 % de la population étaient âgés de moins de 15 ans, contre 45,3 % dans le secteur traditionnel. Le grand nombre d'enfants (près de 20 %) chez les petits exploitants est particulièrement frappant, comparé aux 18 % d'enfants dans le secteur capitaliste moderne et 14,6 % dans le secteur capitaliste archaïque. Ces proportions concordent avec les écarts de fécondité entre les trois groupes.

Caractéristiques économiques

Nous présentons dans les tableaux 2 et 3 certaines caractéristiques sociales et économiques choisies de la population étudiée, par secteur. Dans celui de la petite exploitation, les familles vivaient de la seule culture de leurs terres et ne recherchaient pas de travail salarié. La plupart des familles possédaient leurs terres ou les cultivaient en association ou sous un régime de fermage. Les chefs de ménage faisaient appel au travail de l'épouse et d'un certain nombre de leurs enfants. La

Tableau 1. Répartition de la population et des familles par municipalité de résidence et secteur productif.

	Petite exploitation				Capitaliste archaïque				Capitaliste moderne			
	Population		Familles		Population		Familles		Population		Familles	
Municipalité	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Guamo	292	18,7	35	17,3	197	24,9	35	28,5	261	28,7	41	28,5
Purificación	240	15,4	30	14,8	65	8,2	9	7,3	268	29,5	38	26,4
Saldana	227	14,5	22	10,8	52	6,6	6	4,9	93	10,2	16	11,1
Chaparral	804	51,4	116	57,1	478	60,3	73	59,3	288	31,6	49	34,0
Total	1 563	100,0	203	100,0	792	100,0	123	100,0	910	100,0	144	100,0

Tableau 2. Caractéristiques des secteurs productifs de l'échantillon.

Caractéristiques	Petite exploitation	Capitaliste archaïque	Capitaliste moderne
Situation du chef de ménage	Propriétaire d'une petite ou moyenne exploitation[a] Salarié Métayer ou fermier	Propriétaire d'une petite, moyenne ou grande exploitation Salarié Métayer ou fermier (10 ha et +)	Propriétaire d'une petite, moyenne ou grande exploitation Salarié Métayer ou fermier (10 ha et +)
Principale culture	Coton Sucre Sorgho	Café	Denrées alimentaires
Destination de la production	Consommation domestique, principalement ou exclusivement Petits excédents vendus sur le marché	Marchés urbains surtout Petite proportion autoconsommée	Marchés urbains exclusivement
Taille de l'exploitation où travaille le chef de ménage	Très petite Petite Moyenne	Petite Moyenne Grande	Petite Moyenne Grande
Type de main-d'oeuvre employée	Propriétaire Propriétaire avec main-d'oeuvre familiale non rémunérée Métayer ou fermier Métayer ou fermier avec main-d'oeuvre familiale non rémunérée	Ouvriers agricoles salariés Propriétaires et ouvriers agricoles saisonniers Propriétaires, avec ouvriers salariés saisonniers et main-d'oeuvre familiale Métayer ou fermier avec ouvriers agricoles salariés, permanents ou saisonniers et main-d'oeuvre familiale rémunérée	Ouvriers agricoles salariés Propriétaires et ouvriers agricoles salariés Métayer ou fermier avec ouvriers agricoles salariés

[a]Classification des exploitations : très petite (0–5 ha), petite (5–10 ha), moyenne (10–100 ha), et grande (plus de 100 ha).

diversification professionnelle était minime : près de 20 % des familles paysannes vivaient exclusivement de ce qu'elles produisaient et ne recevaient aucune rémunération en espèces pour leur travail. Parfois, cependant, l'économie familiale débordait de ces limites grâce aux contributions versées par des enfants ou des parents ne vivant pas au foyer. Ces familles étaient fortement touchées par le chômage, si bien que, sur les trois secteurs, c'est dans celui-ci que le revenu était le plus bas.

Le secteur capitaliste archaïque, dont la composition était sans doute la plus hétérogène, consistait en groupes familiaux cultivant principalement le café, mais généralement en association avec d'autres cultures fournissant de l'ombre aux caféiers et de la nourriture pour la table. Les familles classées comme producteurs moyens représentaient une forte proportion de ce secteur. Les familles y étaient surtout du type nucléaire et, ainsi qu'il était prévisible, les salariés moins nombreux que dans le secteur capitaliste moderne. Une très grande majorité de chefs de ménages tiraient un revenu en espèces de leur travail, soit sous forme de gages soit sous forme de recettes provenant de la vente de produits sur les marchés locaux. C'est dans ce secteur que les femmes étaient les plus nombreuses à participer à la culture de la terre et à l'élevage, même si ce travail n'était généralement pas rémunéré. Ce secteur connaissait également le taux de chômage le plus faible, tant chez les chefs de ménage que chez les autres membres. Si la main-d'oeuvre familiale y jouait un moindre rôle que dans le secteur de la petite exploitation, 50 % des exploitants y faisaient appel, qu'ils soient propriétaires, fermiers ou métayers. Une plus forte proportion de cette main-d'oeuvre était rémunérée, particulièrement dans le cas des propriétaires moyens.

Tableau 3. Caractéristiques sociales et économiques de la population, par secteur (répartition en %).

	Petite exploitation		Capitaliste archaïque		Capitaliste moderne	
	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Répartition par tranche d'âge) (années)						
0–14	48,3	748	45,3	359	47,7	434
15–44	40,9	634	39,1	310	41,5	378
45–64	9,4	146	12,5	99	9,2	84
Plus de 64	0,6	10	2,1	17	1,2	11
Sans réponse	0,8	12	0,9	7	0,3	3
Situation du chef de ménage						
Propriétaire	70,9	144	52,8	65	29,2	42
Métayer/fermier	25,6	52	24,4	30	6,9	10
Ouvrier salarié	—	0	17,1	21	59,7	86
Travailleur familial	2,0	4	5,7	7	—	0
Sans réponse	1,5	3	—	0	4,2	6
Rémunération du chef de ménage						
Salarié	77,8	158	91,9	113	93,4	134
Non salarié	19,2	39	5,7	7	4,1	6
Sans réponse	3,0	6	2,4	3	2,5	4
Rémunération du conjoint						
Salarié	6,9	14	1,6	2	27,1	39
Non salarié	86,7	176	91,1	112	72,2	104
Sans réponse	6,4	13	7,3	9	0,7	1

(À suivre)

Tableau 3. Fin.

	Petite exploitation		Capitaliste archaïque		Capitaliste moderne	
	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Chômeur						
Chef de ménage	11,3	23	6,5	8	8,3	12
Conjoint	3,9	8	1,6	2	3,5	5
Enfants	5,4	11	1,6	2	6,2	9
Revenu mensuel du chef de ménage (COP)[a]						
3 500–7 000	10,8	22	1,6	2	18,0	26
7 001–10 000	37,0	75	26,0	32	31,2	45
10 001–15 000	30,5	62	22,8	28	11,8	17
15 001–20 000	10,8	22	14,6	18	12,5	18
Plus de 20 000	8,9	18	22,8	28	9,8	14
Sans réponse	2,0	4	12,2	15	16,7	24
Type de main-d'oeuvre employée[b]						
Non familiale salariée	10,2	20	84,2	80	92,3	48
Familiale	72,4	142	51,0	49	42,3	22
Activité professionnelle du chef de ménage						
Agriculture	74,4	151	82,9	102	83,3	120
Services aux ménages	8,9	18	4,9	6	3,4	5
Construction	3,9	8	1,6	2	4,9	7
Autres services	5,9	12	2,4	3	2,8	4
Travail domestique	2,5	5	5,7	7	0,7	1
Invalide ou malade	—	0	0,8	1	1,4	2
Inactif	2,9	6	1,7	2	2,8	4
Sans réponse	1,5	3	—	0	0,7	1
Activité professionnelle du conjoint[c]						
Agriculture	4,9	10	0,8	1	20,8	30
Services aux ménages	—	0	—	0	8,3	12
Travail domestique	84,7	172	91,1	112	62,5	90
Colportage	3,9	8	0,8	1	0,7	1
Artisanat	5,9	12	—	0	0,7	1
Autres services	0,5	1	0,8	1	6,2	9
Inactif	—	0	6,5	8	0,7	1
Ménage seulement	76,8	156	81,3	100	60,4	87
Ménage et autres travaux	16,7	34	11,4	14	25,7	37
Autres travaux seulement	0,5	1	0,8	1	12,5	18
Ne s'applique pas	5,9	12	6,5	8	1,4	2
Répartition des ménages par revenu familial mensuel						
3 500–7 000	6,9	14	1,6	2	13,9	20
7 001–10 000	40,4	82	24,4	30	33,3	48
10 001–15 000	32,5	66	24,4	30	16,6	24
15 001–20 000	11,3	23	14,6	18	11,1	16
20 001–30 000	7,9	16	14,6	18	5,6	8
Plus de 30 000	1,0	2	8,2	10	5,6	8
Pas de revenu/Sans réponse	—	0	12,2	15	13,9	20

[a]Salaire rural minimum en 1982 : 7 020 pesos colombiens (COP) = 108 dollars des États-Unis (USD).
[b]Le total n'est pas égal à 100 car il est possible que le chef de ménage n'emploie aucune main-d'oeuvre supplémentaire ou qu'il utilise à la fois une main-d'oeuvre familiale et extérieure.
[c]Le total n'est pas égal à 100 car le conjoint peut exercer plusieurs activités.

Dans le secteur capitaliste moderne, où la main-d'oeuvre agricole prédomine, 72,9 % des familles étaient de type nucléaire. Près de 60 % d'entre elles dépendaient totalement du travail du chef de ménage. La forte proportion de journaliers faisait de ce secteur le plus vulnérable au chômage, qui touchait un plus grand nombre de chefs de ménages que

dans les deux autres. Toutefois, c'est également dans celui-ci que les femmes et les enfants étaient les plus nombreux à toucher une rémunération pour leur labeur. Les propriétaires et fermiers faisaient moins appel à la main-d'oeuvre familiale que dans les autres secteurs mais, lorsqu'ils le faisaient, ils la rémunéraient en espèces.

La culture et l'élevage constituaient la principale activité professionnelle. Ainsi, alors que dans le secteur de la petite exploitation 74,3 % des chefs de ménage se livraient principalement au travail agricole (élevage et pêche compris), ce pourcentage atteignait 82,9 % dans le secteur capitaliste archaïque et 83,3 % dans le moderne. Ces chiffres étaient sans doute influencés par le moment où les entrevues eurent lieu. Par exemple, l'enquête fut effectuée dans le secteur capitaliste archaïque au moment de la récolte du café. Par contre, il est possible que les chiffres du secteur moderne soient sous-évalués à la réalité car les entretiens eurent lieu pendant une période creuse, au moment de l'entretien des cultures (principalement la pulvérisation aérienne).

C'est dans le secteur de la petite exploitation que le nombre de chefs de ménage ayant une activité professionnelle non strictement liée à l'agriculture était le plus élevé. Certains travaillaient dans la gestion de domaines, les services à domicile (y compris le colportage) et les services personnels, d'autres comme gardes de sécurité, portiers, monteurs de pneumatiques, aides-charpentiers, etc. Dans les deux secteurs capitalistes, l'archaïque et le moderne, la proportion de ceux qui se livraient à de telles activités était diminuée de presque 50 %. Paradoxalement, bien que les petits exploitants soient plus étroitement liés à la terre que les propriétaires ou les métayers, leur incapacité à trouver la sécurité pour eux-mêmes et leur famille dans la culture de la terre les pousse vers diverses activités non agricoles. En outre, parmi les chefs de ménage du secteur de la petite exploitation cultivant la terre, près de 20 % ne touchaient aucun revenu en espèces pour leur travail. Dans les secteurs capitalistes archaïque et moderne, cette proportion n'était que de 5,7 et 4,1 %, respectivement. Dans le secteur capitaliste moderne, seuls étaient dans ce cas les chefs de ménage inactifs et ceux dont le travail domestique était la principale activité.

Les femmes participaient au travail productif de différentes façons. Dans le secteur de la petite exploitation, 84,7 % d'entre elles travaillaient exclusivement au foyer ; dans le secteur capitaliste archaïque, c'était le cas de 91 % et dans le capitaliste moderne de 62,5 %. Dans ce dernier, elles étaient beaucoup plus nombreuses à exercer une autre activité telle que la culture de la terre, l'administration et le secrétariat, la couture et l'enseignement. Dans le secteur de la petite exploitation, 5,9 % des femmes travaillaient dans l'artisanat, principalement la chapellerie et le colportage de petits articles ménagers. Au début, les femmes de ce secteur ne qualifiaient pas leur participation à l'agriculture comme une activité professionnelle. Lorsqu'on leur demandait ce qu'elles faisaient d'autre, par contre, les 84,7 % qui donnaient le travail ménager comme leur seule activité tombaient à 76,8 %. Dans le secteur capitaliste archaïque, le pourcentage passait de 91 à 81,3 %. Dans le secteur capitaliste moderne, la baisse était de moindre ampleur, de 62,5 à 60,4 %.

Dans chaque secteur, le revenu se ressentait du chômage. Chose étonnante, ce n'est pas dans le secteur capitaliste moderne que le revenu familial était le plus élevé. En effet, dans celui-ci, 18,1 % des chefs de ménage gagnaient moins que le salaire minimum mensuel et 20,8 % n'avaient aucun revenu. Dans le secteur de la petite exploitation, 20,8 % des chefs de ménage touchaient moins que le salaire minimum, en comparaison de 1,6 % seulement dans le secteur capitaliste archaïque.

Si l'on considère le revenu familial total, tel qu'on peut l'établir d'après les réponses données par les épouses, les enfants et les parents qui contribuent à la subsistance de la famille, on arrive aux résultats suivants. La contribution des membres de la famille au revenu total du ménage est la plus substantielle, dans les trois secteurs, chez les familles qui disposent de plus que le salaire minimum, et particulièrement chez celles ayant un revenu supérieur à 10 000 pesos colombiens (en 1982, 65 pesos colombiens [COP] = 1 dollar des États-Unis [USD]). On constate ainsi que les contributions en espèces des autres membres de la famille deviennent plus fréquentes au fur et à mesure que le revenu familial s'accroît. Dans la catégorie des ménages au revenu le plus faible, il existe un moindre partage des activités génératrices de revenu, particulièrement celles des femmes et des enfants.

Les plus petits propriétaires du secteur de la petite exploitation ne versent généralement pas de salaire aux membres de la famille qui travaillent. Plus la superficie de l'exploitation est grande, plus les versements aux membres de la famille, ainsi qu'à des ouvriers de l'extérieur, augmentent. Ainsi, 83,3 % des exploitations de taille moyenne employaient des ouvriers salariés et 41,7 % faisaient appel au travail des membres de la famille, dont 60 % étaient rémunérés. L'emploi de membres de la famille était cependant encore plus répandu dans les ménages de fermiers à bail et de métayers, avec 88,4 %. Sur ce nombre, 25 % seulement touchaient une rémunération quelconque et 13,5 % seulement des familles de ce groupe employaient une main-d'oeuvre salariée extérieure.

Dans le secteur capitaliste traditionnel, la main-d'oeuvre familiale jouait également un grand rôle chez le petit nombre de petits exploitants, de fermiers à bail et de métayers qui en font partie. Plus de 75 % des ménages de ce groupe employaient une main-d'oeuvre familiale. Chez les petits exploitants du secteur, 33,3 % rémunéraient les membres de la famille qui travaillaient la terre, alors que chez les fermiers à bail et les métayers, 65,4 % des membres de la famille étaient rémunérés pour leur travail. Dans le groupe des propriétaires moyens du secteur de la petite exploitation, 92,7 % recrutaient une main-d'oeuvre extérieure. La rémunération des membres de la famille était également plus fréquente : 82,3 % des propriétaires versaient un salaire aux membres de la famille. Les deux plus grands propriétaires du secteur n'employaient pas de main-d'oeuvre familiale.

Dans tous les groupes du secteur capitaliste, la proportion de main-d'oeuvre salariée était élevée, avec plus de 80 % dans tous les cas. Néanmoins, les petits propriétaires, fermiers à bail et métayers employaient couramment et rémunéraient les membres de la famille pour leur travail. Leurs salaires étaient inférieurs d'environ 70 % à ceux des ouvriers extérieurs à la famille.

Tableau 4. Taille des ménages par secteur.[a]

Taille (nombre de membres)	Petite exploitation				Capitaliste archaïque				Capitaliste moderne			
	Familles		Membres		Familles		Membres		Familles		Membres	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
2	6	3,0	12	0,8	2	1,4	4	0,4	0	—	0	—
3	2	1,0	6	0,4	12	8,3	36	4,0	10	8,1	30	3,8
4	5	2,5	20	1,3	18	12,5	72	7,9	17	13,8	68	8,6
5	18	8,9	90	5,7	27	18,8	135	14,8	21	17,1	105	13,3
6	33	16,3	198	12,7	27	18,8	162	17,8	22	17,9	132	16,7
7	37	18,2	259	16,6	17	11,8	119	13,1	21	17,1	147	18,5
8	35	17,2	280	17,9	17	11,8	136	15,0	9	7,3	72	9,1
9	24	11,8	216	13,8	10	6,9	90	9,9	8	6,5	72	9,1
Plus de 9	43	21,1	482	30,8	14	9,7	156	17,1	15	12,2	166	20,9

[a]Comprend les membres de la famille absents et présents, c'est-à-dire exprime la taille totale de la famille.

Tableau 5. Nombre moyen d'enfants mis au monde, par catégorie d'exploitation et secteur.

Catégorie d'exploitation	Petite exploitation		Capitaliste archaïque		Capitaliste moderne	
	Enfants	Familles	Enfants	Familles	Enfants	Familles
Minifundia	5,17	84	—	0	—	0
Petits propriétaires	4,67	48	4,50	8	4,73	11
Propriétaires moyens	4,42	12	3,29	55	3,60	30
Grands propriétaires	—	0	3,50	2	4,00	1
Métayers et fermiers	5,81	52	4,67	30	2,80	10

Tableau 6. Nombre moyen d'enfants mis au monde, par catégorie de revenu familial mensuel et secteur.

Catégorie de revenu (COP)[a]	Petite exploitation		Capitaliste archaïque		Capitaliste moderne	
	Enfants	Familles	Enfants	Familles	Enfants	Familles
3 500–7 000	2,57	14	6,00	2	4,85	20
7 001–10 000	5,73	82	4,40	30	3,08	48
10 001–15 000	5,34	67	4,47	30	3,92	24
15 001–20 000	4,70	23	3,22	18	4,13	16
20 001–30 000	4,31	16	3,50	18	4,00	8
Plus de 30 000	4,00	2	3,70	10	3,50	8
Sans réponse	—	0	—	9	—	20

[a]En 1982, 65 pesos colombiens (COP) = 1 dollar des États-Unis (USD).

RELATIONS ENTRE CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET ÉCONOMIQUES

C'est dans le secteur de la petite exploitation que la taille des ménages (comprenant aussi bien les membres de la famille que les non-membres) était la plus importante, avec des familles de 7,7 personnes en moyenne (tableau 4). Dans les secteurs capitalistes archaïque et moderne, la taille de la famille était respectivement de 6,4 et 6,3. Cela traduit la différence de fécondité entre les trois secteurs. Les familles de petits exploitants avaient en moyenne 5,2 enfants nés vivants, par comparaison à 3,8 dans les deux autres secteurs (tableau 5). On constate également une corrélation entre le revenu et le nombre d'enfants dans ce secteur (tableau 6). En faisant exception des exploitants qui gagnent moins que le salaire minimum, on constate une nette tendance à la réduction du nombre d'enfants au fur et à mesure que la superficie de l'exploitation et le revenu augmentent : on passe de 5,73 enfants par famille dans la tranche de revenu 7 000 à 10 000 COP à environ 4 enfants par famille dont le revenu dépasse 20 000 COP. Les métayers et fermiers à bail avaient également plus d'enfants (5,81 en moyenne) que les propriétaires moyens (4,42).

La tendance est la même dans le secteur capitaliste traditionnel, mais moins uniformément linéaire. Bien que le nombre moyen d'enfants soit le plus grand dans les familles qui gagnent moins de 7 000 COP, cela s'applique seulement à deux familles. Dans la tranche de revenu comprise entre 7 000 et 15 000 COP, le nombre moyen d'enfants était cependant supérieur à 4 et il fluctuait entre 3,2 et 3,7 dans les familles à

revenu plus élevé. Comme dans le secteur de la petite exploitation, les familles de fermiers et de métayers avaient en moyenne 4,67 enfants, par comparaison à 3,29 chez les propriétaires moyens.

Nous n'avons pas constaté de tendance constante dans le secteur capitaliste moderne en fonction du revenu ou de la taille de l'exploitation (tableaux 5 et 6), mais cela peut être dû au petit nombre de familles comprises dans certaines catégories. Le plus petit nombre d'enfants se rencontrait chez les propriétaires moyens (3,6), contre 4,73 chez les petits propriétaires. Le chiffre pour la catégorie des grands propriétaires ne peut être considéré comme significatif car une seule famille en faisait partie.

Nous avons également comparé les caractéristiques des mariages entre les trois secteurs, notamment l'âge auquel les femmes commencent à vivre avec un homme, le nombre d'unions et leur durée. Dans les trois secteurs, les femmes contractent une union plus tôt que celles des générations précédentes. L'abaissement de l'âge des femmes au mariage est le plus important dans les deux secteurs capitalistes : avec une baisse de 2,4 ans par rapport aux chiffres d'il y a 30 ans ou plus. Chez les petits exploitants, la baisse est de 1,5 an. Alors que l'on aurait pu s'attendre à ce que les femmes de ce secteur soient portées à se marier plus tôt que celles des autres, c'est le contraire qui est vrai : c'est dans le secteur capitaliste moderne que l'on se marie le plus tôt. Ainsi, contrairement à ce qui ressort de la plupart des études, à savoir que l'âge au mariage s'élève au fur et à mesure que la société se modernise, ce lien ne semble pas exister dans la région étudiée. De fait, on se marie plus tôt dans les secteurs productifs les plus développés.

Nous avons recueilli également des données sur le nombre idéal d'enfants que les familles souhaiteraient avoir. Dans l'ensemble, les femmes ont donné comme réponse le nombre moyen qu'elles avaient déjà. À la question de savoir si les familles reconnaissaient à leurs enfants une valeur économique, 38 % de celles du secteur de la petite exploitation ont répondu que les enfants contribuaient au travail agricole, par comparaison à 19 et 13 % seulement dans les secteurs capitalistes archaïque et moderne, respectivement. Dans ces deux derniers, cependant, les enfants étaient considérés davantage comme un soutien au moment de la vieillesse que dans le premier secteur. Dans le secteur moderne, plus de 25 % des familles considéraient le coût des enfants comme étant un problème, tandis que dans le secteur capitaliste archaïque et celui de la petite exploitation, seulement 13 et 18 % des familles, respectivement, voyaient dans leur progéniture un fardeau financier.

Nous avons également examiné le niveau de connaissance et d'utilisation de la contraception dans les trois secteurs. Dans celui de la petite exploitation, près de 20 % des femmes ne savaient rien concernant la planification des naissances. Dans les deux secteurs capitalistes, cette proportion a baissé à moins de 15 %. C'est dans ceux-ci que les méthodes de contrôle des naissances étaient les plus couramment utilisées. Au moment de l'enquête, c'était le cas de 55 % des femmes, par comparaison à 43 % de celles du secteur de la petite exploitation. On constate des différences importantes entre secteurs quant au moment où les femmes

ont commencé à utiliser la contraception. Dans le secteur capitaliste moderne, 43 % des femmes pratiquant le contrôle des naissances ont commencé à utiliser les contraceptifs après leur deuxième enfant alors que 28 % seulement des femmes du secteur de la petite exploitation l'ont fait, et 27 % de celles du secteur capitaliste traditionnel. La plupart des femmes du secteur de la petite exploitation et du secteur traditionnel qui ont eu recours aux méthodes de régulation des naissances n'ont commencé à le faire qu'après leur quatrième enfant et un pourcentage important dans tous les secteurs n'ont commencé à les utiliser qu'après le huitième (26 % dans le secteur de la petite exploitation, 24 % dans le secteur capitaliste archaïque et 7 % dans le secteur capitaliste moderne).

Plusieurs questions posées au cours de l'interview visaient à déterminer le nombre de migrants par famille, le type du flux migratoire et la durée des absences. Dans le but de mesurer la migration saisonnière, qui est importante dans la région étudiée, nous avons compté tous les déplacements en dehors de la municipalité de naissance, d'une durée d'au moins un mois, de tous les membres de la famille. On trouve des migrants (29 % de la population) dans 58 % des familles du secteur moderne et dans 54 % de celles du secteur traditionnel, qui est aussi celui où les migrants sont les moins nombreux (23 % de la population).

Bien que le nombre effectif de migrants soit le plus faible dans le secteur archaïque, c'est cependant dans celui-ci qu'ils sont les plus mobiles, avec 1,43 déplacement chacun (tableau 7). Dans le secteur capitaliste moderne, qui compte le plus fort pourcentage de familles ayant des membres migrants, la mobilité était la plus faible, avec 1,03 déplacement chacun, soit sensiblement moins aussi que dans le secteur de la petite exploitation. Dans le secteur capitaliste moderne, la plus grande fréquence de la migration peut être due au fait que les travailleurs salariés sont contraints de trouver un salaire quelle que soit la distance à parcourir pour ce faire.

Dans les trois secteurs, de 45 à 49 % des migrants se rendent dans d'autres départements. Dans le secteur capitaliste moderne, 69 % d'entre eux se rendent dans les agglomérations urbaines. Dans le secteur archaïque, sur le nombre total se dirigeant vers les centres urbains, 73 % vont travailler dans des villes d'autres départements. Dans ce secteur,

Tableau 7. Migration par lieu et region de destination et secteur (répartition en %).

	Petite exploitation	Capitaliste archaïque	Capitaliste moderne
Nombre de déplacements par migrant	1,23	1,43	1,03
Migration vers d'autres départements	48,2	48,8	45,3
Migration vers d'autres municipalités du même département	51,8	51,2	54,6
Migration vers agglomération urbaine	41,7	46,1	69,2
D'autres départements	32,1	73,1	33,3
Du même département	67,9	26,9	66,6
Migration vers des régions rurales	58,2	53,9	30,8
D'autres départements	42,3	63,0	36,1
Du même département	57,5	37,0	63,9
Mouvement migratoire total	100	100	100

Tableau 8. Répartition des familles (en %) par secteur et nombre d'enfants décédés.

	Petite exploitation	Capitaliste archaïque	Capitaliste moderne
Familles sans enfants décédés	61,1	65,8	75,7
Familles avec enfants décédés	38,9	34,2	24,3
Nombre d'enfants décédés			
1	49,4	50,0	60,0
2	26,6	26,2	25,7
3	13,9	14,3	8,6
4	2,5	7,1	5,7
Plus de 4	7,6	2,4	0,0

la migration rurale suit la même tendance, ce qui signifie que beaucoup d'unités familiales installées à l'écart des grandes voies de circulation de la région se déplacent sur de longues distances. Ces déplacements résultent peut-être de l'attrait qu'exercent les autres régions productrices de café qui ont besoin d'une main-d'oeuvre spécialisée. On remarque la tendance opposée dans le secteur capitaliste moderne où les destinations rurales et urbaines qui attirent les unités familiales sont situées dans le même département.

Dans le secteur capitaliste archaïque, 65,6 % des absences durent plus d'un an, alors que dans le secteur moderne, le chiffre baisse à 59 % et dans le secteur de la petite exploitation, à 54 %. Par contre, dans le secteur moderne les absences d'un à trois mois représentent presque 20 %, contre seulement 14 % dans le secteur capitaliste archaïque. Cependant, dans les trois secteurs, la migration a tendance à être plus permanente que temporaire.

La majorité des migrants viennent de familles dont le chef travaille lui-même la terre. C'est le cas de 79 % de ceux du secteur moderne, de 76 % de ceux du secteur traditionnel et de 67 % de celui de la petite exploitation. En outre, dans le secteur capitaliste moderne et celui de la petite exploitation, les migrants viennent typiquement du secteur économiquement faible de la population : 47 % de la petite exploitation et 53 % du secteur moderne. Ils viennent de familles dont le chef gagne moins de 10 000 COP par mois. Par contre, dans le secteur capitaliste archaïque, plus de 50 % des migrants viennent de familles disposant d'un revenu mensuel supérieur à 20 000 COP. Les motifs de la migration sont principalement d'ordre économique : 66 % des migrants du secteur de la petite exploitation et 80 % de ceux du secteur moderne sont à la recherche de travail et d'un meilleur salaire, alors que dans le secteur capitaliste archaïque, le chiffre n'est que de 48 %. D'autres motifs, tels que pour accompagner la famille (24 %) ou faire des études (13 %) sont également invoqués fréquemment.

Enfin, nous avons observé quelques caractéristiques de morbidité et de mortalité (tableau 8). Le pourcentage des familles comptant un ou plusieurs décès d'enfants varie entre 39 % dans le secteur de la petite exploitation et 24 % dans le secteur moderne. Parmi ces familles, 60 % de celles du secteur moderne n'ont perdu qu'un enfant, alors que 50 % de celles du secteur de la petite exploitation en ont perdu plus d'un (7 % en ont vu mourir plus de cinq).

Conclusion

Nous nous sommes lancés dans cette étude en partant de trois hypothèses principales concernant la relation entre le comportement économique et démographique en Colombie, que nous pouvons maintenant vérifier à la lumière des résultats susmentionnés. Ils confirment que la quête d'un salaire constitue bien le principal facteur déterminant le comportement et l'organisation économiques et démographiques des familles. Plus particulièrement, nos hypothèses étaient les suivantes :

- Les familles du secteur capitaliste moderne tendent à migrer à l'intérieur et entre les régions en réponse à la demande de main-d'oeuvre, et leur orientation urbaine et moderne entraîne une diminution de la fécondité.
- Les familles de petits exploitants sont stables et relativement nombreuses. La migration y est moins fréquente, étant principalement le fait d'enfants qui constituent un fardeau économique pour la famille, et tend à être intrarégionale.
- Le secteur capitaliste archaïque est caractérisé par une migration saisonnière, une migration permanente peu fréquente et une fécondité élevée par rapport au secteur capitaliste moderne.

Une constatation importante et imprévue que nous avons faite dans cette étude est l'aisance et la stabilité relatives du secteur capitaliste archaïque par comparaison à celui de la petite exploitation et au secteur capitaliste moderne. Les familles y vivaient de la culture et de la commercialisation du café, ainsi que d'autres récoltes dont elles retiraient un revenu régulier sur lequel elles pouvaient compter et le chômage y était rare. La main-d'oeuvre familiale, rémunérée ou non, était mise à contribution selon les besoins, particulièrement par les producteurs moyens où le recours à des ouvriers salariés était chose relativement rare. Par comparaison, dans le secteur de la petite exploitation, la faible superficie des aires cultivées et la précarité des baux de fermage et de métayage étaient cause de chômage et d'insécurité considérables. Dans le secteur capitaliste moderne, la dominance du travail salarié était également un grand facteur de chômage et d'instabilité.

Ainsi que nous l'avions supposé, la fécondité variait d'un secteur à l'autre, celui de la petite exploitation comptant le plus grand nombre d'enfants par famille. Cependant, contrairement à notre attente, le comportement reproducteur était presque identique dans les deux secteurs capitalistes. Dans les trois secteurs, la taille des familles était en relation inverse avec le revenu et la superficie cultivée. C'est le secteur capitaliste archaïque qui compte le moins d'enfants par famille et ce dans la plupart des catégories de revenus et d'exploitations. Par exemple, les plus grands propriétaires de ce secteur avaient en moyenne 0,5 enfant de moins que leurs homologues du secteur moderne. L'aisance et la sécurité relatives que l'on trouve dans le secteur archaïque, par rapport aux deux autres groupes, expliquent peut-être cette constatation inattendue.

Nous avons également constaté des différences entre secteurs sur le plan des possibilités d'emploi et des tendances de migration. Contrairement à ce que nous attendions au départ, c'est dans le secteur capitaliste

archaïque, et non dans celui de la petite exploitation, que le taux de migration était le plus faible. Encore une fois, la stabilité relative de l'emploi et du revenu de ce groupe semble expliquer ce phénomène. Par ailleurs, dans ce secteur, la migration est plus souvent à titre permanent que chez les autres groupes et cela pour des motifs autres que des raisons économiques.

Tel que prévu, la migration était la plus forte dans le secteur moderne mais, chose surprenante, les migrants avaient tendance à demeurer à l'intérieur de leur «propre» département plus que ceux des deux autres secteurs. Cela est peut-être dû au faible degré d'instruction de ces migrants, ce qui aurait tendance à limiter leurs possibilités de trouver du travail dans des régions très éloignées de leur lieu de naissance.

Ainsi, on peut conclure que l'impact de la modernisation dans le secteur agricole n'est pas aussi unilinéaire qu'on aurait pu le penser. Chez un grand nombre de familles couvertes par cette enquête, la modernisation a entraîné une perturbation considérable de la vie familiale et des perspectives de revenu. De fait, c'est chez les agriculteurs du secteur capitaliste archaïque, qui n'a pas encore connu la modernisation, que l'on rencontre la plus grande sécurité du point de vue économique et familial. Nous n'avons pas examiné ici tout ce que cela comporte, mais il y aurait certainement lieu de l'explorer à l'occasion d'études ultérieures des caractéristiques économiques et démographiques du secteur agricole colombien.

STRATÉGIES DÉMOGRAPHIQUES DANS UNE RÉGION SOUS-DÉVELOPPÉE D'UN PAYS MODERNE : LE CAS DE SANTIAGO DEL ESTERO, ARGENTINE

Floreal H. Forni et Roberto Benencia

Les familles et les ménages sont les unités décisionnelles les plus fondamentales de l'économie, déterminant une vaste gamme de comportements économiques, dont l'offre de main-d'oeuvre, la demande de produits, l'accroissement de la population, la mobilité et le niveau de l'épargne. La famille, par un jeu complexe de processus, détermine sa taille et sa composition, la répartition du temps de chacun de ses membres, son emplacement géographique et ses dépenses. Rares sont ceux qui, à n'importe quelle étape de leur vie, prennent ces décisions isolément. En effet, la plupart de ces décisions sont arrêtées conjointement par le ménage et elles s'enchaînent en relations mutuelles dans le temps. Par exemple, la participation de certains membres du ménage à la population active résulte d'une suite de décisions intimement liées et dépend également de choix quant à l'avenir (Goldin 1981).

L'Argentine contemporaine est le produit de deux principaux processus démographiques. Le premier fut la colonisation espagnole des provinces septentrionales, avec les changements culturels et économiques qu'elle a apportés ; le deuxième fut l'afflux d'immigrants européens, surtout d'origine méditerranéenne, à Buenos Aires et dans la région pampéenne à la fin du XIX^{e} siècle. L'exploitation des terres riches de la région pampéenne a été lourde de conséquences pour les provinces de Tucumán et de Santiago del Estero, situées dans le nord. La première s'est spécialisée dans la culture de la canne à sucre, tandis que la seconde s'est consacrée à l'exploitation forestière en vue de fournir le bois nécessaire à la construction des chemins de fer devant relier les provinces septentrionales et méridionales.

D'importants mouvements migratoires, de nature tant saisonnière que permamente, ont marqué la province de Santiago del Estero depuis le début du XIX^{e} siècle. La culture de la canne à sucre de Tucumán a employé une part importante des migrants saisonniers, tout comme l'a fait, un peu plus tard, celle du coton dans la province voisine de Chaco. La région pampéenne a aussi attiré des migrants pour la moisson, surtout après la Seconde Guerre mondiale. Enfin, dans l'après-guerre, la migration vers la région métropolitaine de Buenos Aires a augmenté au

fur et à mesure que la demande de travailleurs saisonniers diminuait, au rythme de la mécanisation de l'agriculture dans les régions où l'on avait jusque-là toujours eu besoin d'une main-d'oeuvre très importante. C'est ainsi que la population rurale de Santiago del Estero a baissé entre 1947 et 1960, à cause surtout de l'émigration. Cependant, au recensement de 1980, la population rurale de la province semblait s'être stabilisée et ce, en raison du développement agricole accru qu'avait connu la région (tableau 1). On y avait notamment irrigué un vaste territoire le long de la rivière Dulce et mis l'accent sur une industrie horticole qui avait absorbé une importante main-d'oeuvre.

CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES D'UN ÉCHANTILLON DE COLLECTIVITÉS

La population rurale de Santiago del Estero est caractérisée par des taux élevés de natalité et de migration ; elle sert donc de source permanente de travailleurs non spécialisés pour les régions plus développées du pays. Les politiques des pouvoirs publics ont même favorisé la multiplication des naissances grâce à un système d'augmentations salariales fondé sur la taille de la famille du travailleur. D'un autre côté, la population entretient des rapports constants avec d'autres régions du pays où les taux de natalité sont plus faibles, et les parents des résidants de Santiago del Estero ont des familles nettement moins nombreuses. Dans le cadre de nos travaux de recherche sur les stratégies démographiques, il était donc intéressant de nous pencher sur le cas de cette province, où le développement social est lent mais où l'influence des ramifications économiques du développement est néanmoins considérable.

Aux fins de l'étude, nous avons choisi deux localités rurales chacune située à environ 50 km de la capitale de Santiago del Estero, dans les départements de Rio Hondo et de Robles.

RIO HONDO

Le département de Rio Hondo est caractérisé par des terres sèches d'un très faible potentiel agricole. L'activité traditionnelle y est l'élevage extensif de bovins et l'on y retrouve également de petits potagers vivriers. Le cycle des pluies a quelque peu changé au cours des dernières années et l'agriculture capitaliste a commencé à se répandre dans la région. On y cultive surtout des plantes destinées à l'exportation, dont le soya, le sorgho et les haricots. Cette production est concentrée dans les mains d'entreprises capitalistes, qui appartiennent en général à des intérêts étrangers à la région. On y retrouve ainsi une population composée principalement de familles rurales pauvres qui comptent pour leur subsistance sur la migration saisonnière, généralement pour travailler dans les exploitations de canne à sucre de Tucumán.

Bien qu'incapables de se procurer des emplois stables sur leurs propres terres agricoles, les familles de Rio Hondo pouvaient grâce à

Tableau 1. Population totale et population rurale ('000) des départements de Rio Hondo et de Robles, province de Santiago del Estero, et populations globales et rurales nationales (1914–1980).

	Rio Hondo			Robles			Santiago del Estero			Pays		
		Rurale			Rurale			Rurale			Rurale	
Année	Population	Nombre	%	Population	Nombre	%	Population	Nombre	%	Population	Nombre	%
1914	11,8	11,8	100	11,3	11,3	100	261,7	225,1	86	7 903,7	3 727,4	47
1947	26,8	22,1	82	19,6	16,4	84	479,5	358,1	75	15 893,8	5 961,7	38
1960	21,8	14,4	66	18,6	15,5	83	476,5	298,7	63	20 013,8	5 252,2	26
1970	27,7	16,3	59	22,3	15,1	68	495,4	272,0	55	23 364,4	4 386,0	19
1980	38,8	18,2	47	26,8	15,6	58	594,9	285,6	48	27 947,4	4 772,3	17

Source : Recensement national de la population d'Argentine (1914, 1947, 1960, 1970, 1980).

deux principaux facteurs compter sur des revenus plus ou moins sûrs. Pendant les années 40, le premier gouvernement péroniste a instauré plusieurs réformes favorables aux travailleurs, notamment l'établissement de conventions collectives, la syndicalisation, le versement de salaires en espèces et l'introduction de services sociaux. Ces réformes permirent aux migrants saisonniers de gagner des revenus suffisants pour survivre pendant la morte saison et de les compléter, en dehors des périodes de récolte, avec des revenus en provenance d'autres sources. D'autre part, même si le travail dans les plantations de canne à sucre de Tucumán était ardu, il n'était pas perçu comme une dure épreuve. Au contraire, les familles s'impatientaient chaque année d'y être, car tout le monde travaillait ensemble en équipe, la femme étant généralement responsable de la préparation des repas. La vie quotidienne dans les [illegible]s des travailleurs était marquée par une harmonie sociale et un esprit de fête.

Le second facteur qui est venu influer sur le bien-être des familles de Rio Hondo fut l'établissement dans la région d'industries alimentaires et hôtelières. Pendant les années 50, Rio Hondo est devenu un centre de tourisme hivernal, le pendant du centre estival de Mar del Plata. Vers la fin des années 60, l'industrie sucrière traversait une grave crise, qui ne s'est d'ailleurs pas encore résorbée. Les efforts déployés pour augmenter la productivité comportaient une mécanisation plus poussée qui a débouché sur une réduction constante de la demande de main-d'oeuvre. Cette tendance a amené les membres de la population active à chercher de plus en plus du travail du côté des secteurs alimentaire et hôtelier, de la construction et des industries agricoles d'autres provinces. Il n'en demeure pas moins que ces familles continuent de miser principalement sur les exploitations sucrières de Tucumán pour assurer leur subsistance. Cela s'explique en partie par les services sociaux qui sont offerts à toute la famille en contrepartie de la participation du père (le père étant le seul travailleur inscrit), en partie par le fait que la famille tout entière peut travailler si elle le veut et en partie, peut-être, par la proximité, l'habitude, et l'absence d'autres compétences professionnelles.

ROBLES

Situé en plein coeur de la zone irriguée le long de la rivière Dulce, le département de Robles dépend beaucoup de l'agriculture et constitue l'une des principales régions productrices de denrées alimentaires de la province (tableau 2). La classe sociale dominante est la petite paysannerie. Certains des paysans travaillent en tant que partenaires aux côtés de propriétaires terriens tandis que d'autres sont de simples ouvriers employés sur les grandes plantations cotonnières. Lorsque le prix du coton a baissé, l'horticulture a pris de l'importance, accompagnée d'une forte demande de capitaux et de main-d'oeuvre pendant les périodes de pointe. Cet état de choses a débouché sur une situation économique précaire pour un nombre croissant de travailleurs saisonniers, dont le principal moyen de subsistance était leur travail salarié, mais qui conservaient néanmoins leurs petits lopins de terre.

Il conviendrait de mentionner également une nouvelle zone de colonisation, Colonia El Simbolar, regroupant 400 fermes constituées de

Tableau 2. Principaux produits agricoles de Rio Hondo et de Robles (exprimés en % de la valeur brute de la production (VBP) et VBP par hectare en pesos) en 1914, 1937 et 1969.

Produit	Rio Hondo	Robles	Province
1914			
Vaches	38	46	
Patate douce	25	33	
Laine	24	15	
Maïs	6	0	
VBP par hectare	2,5	3,6	1,9
1937			
Vaches	37	7	
Lait	22	0	
Ovins, mouton, laine	25	0	
Cochons	7	0	
Luzerne	0	27	
Coton	0	19	
Ail	0	9	
Blé	0	8	
Pomme de terre	0	5	
VBP par hectare	14,5	18,0	4,7
1969			
Calebasses	21	6	
Luzerne	16	23	
Vaches	14	0	
Lait	9	0	
Maïs	7	5	
Tomate	0	22	
Patate douce	0	13	
Oignons	0	6	
Blé	0	5	
Coton	0	5	
VBP par hectare	7,8	56,9	3,7

Source : Forni et Benencia (1983).

parcelles de 25 ha. La formule avait été instaurée par le gouvernement à titre de compensation accordée aux petits exploitants qui avaient vendu leurs terres pour céder la place à l'irrigation et aux grandes exploitations commerciales. Il en est résulté une importante diversification tant au niveau de la main-d'oeuvre que de l'utilisation des terres. Les familles plus démunies louaient souvent leurs terres à d'autres pour travailler à salaire ailleurs ; d'autres employaient un nombre important d'ouvriers sur leurs propres terres. Malgré cette diversification, la paysannerie est restée très attachée à ses terres tant à El Simbolar que dans la zone irriguée, certaines familles choisissant d'être résidants non exploitants, et d'autres «paysans à temps partiel».

MÉTHODE D'ÉTUDE

Les travaux de recherche ont été effectués en trois étapes. Premièrement, on a établi à partir du recensement national de 1970 un registre des familles pour la province dans son ensemble. On a pu, en

s'appuyant sur les données fournies par le recensement, dresser une typologie des familles en fonction de leur taille et de leur composition. Deuxièmement, on a choisi un échantillon stratifié de 545 ménages dans les localités de Rio Hondo et de Robles (constitué de familles regroupées dans quatre catégories professionnelles : paysans [100 ménages], colons [122 ménages], travailleurs temporaires dans la zone irriguée [200 ménages] et travailleurs migrants de Tucumán [123 ménages]). On a compilé des données sur la natalité, la migration, la taille et la structure des familles, les schémas d'activité professionnelle et d'autres caractéristiques économiques et sociales. Enfin, on a réalisé des études de cas de certaines familles appartenant à une même catégorie professionnelle. Ces études de cas ont comporté l'observation des participants et des entrevues approfondies, les responsables s'installant pendant plusieurs jours avec certaines des familles pour vivre à leurs côtés.

Il a été possible, grâce à ces renseignements, d'interpréter de façon plus probante les données sociales, économiques et démographiques sur les familles et les corrélations entre les activités des divers membres dans le contexte de leurs stratégies de survie d'ensemble. Cela n'aurait pas été possible si l'analyse n'avait fait intervenir que des données secondaires et des renseignements recueillis par voie de sondages.

STRATÉGIES DE SURVIE DES MÉNAGES

Le comportement quotidien des groupes domestiques est organisé en vue d'équilibrer la production et la consommation des ressources grâce à la division du travail du ménage, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du foyer. On parle alors de stratégies de survie, qui englobent en même temps une vaste gamme de responsabilités partagées entre les membres de la famille, que ceux-ci vivent ou non sous le même toit. Ces arrangements sont en règle générale normatifs ou alors définis par la société, et ils sont modifiés périodiquement selon les changements dans les circonstances ambiantes, qu'ils soient d'ordre économique, social, politique ou écologique.

Nous décrirons ci-après ces stratégies d'ensemble et leur relation avec les caractéristiques démographiques des régions choisies de Santiago del Estero. Nous en ferons l'analyse pour les quatre principaux groupes professionnels de ces localités : les travailleurs salariés de Rio Hondo (la région sèche), les colons, les petits paysans et les travailleurs salariés de Robles (la région irriguée). Comptent parmi les facteurs démographiques sur lesquels nous nous sommes penchés la composition des ménages, la migration, la répartition du travail au sein de la famille et la natalité.

LA COMPOSITION DES MÉNAGES

La famille dominante dans l'ensemble des catégories professionnelles était la famille nucléaire (tableau 3). C'est chez les

Tableau 3. Composition et taille des ménages dans les régions étudiées, 1982, et pour les départements, la province et le pays, en 1980 (% de l'ensemble des ménages).

Composition des ménages[a]	Pays	Province	Rio Hondo		Robles			
			Ensemble des ménages	Salariés	Ensemble des ménages	Colons	Paysans	Salariés
Famille nucélaire complète	58,1	41,8	42,3	62,0	43,6	78,0	49,0	54,0
Famille nucléaire incomplète	8,2	11,9	13,4	7,0	10,2	5,0	9,0	13,0
Famille élargie	22,3	30,5	31,5	10,0	30,5	12,0	20,0	15,0
Famille complexe	11,5	15,8	12,7	20,0	15,7	6,0	21,0	18,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Nombre de ménages	—	—	—	123,0	—	122,0	100,0	200,0
Nombre moyen de membres par ménage[b]	3,8	4,7	4,7	6,2	4,7	5,2	4,9	5,5

[a]Définitions : Famille nucléaire complète = père et mère avec enfants ; Famille nucléaire incomplète = seulement le père ou la mère, avec les enfants ; Famille élargie = famille nucléaire complète ou incomplète, avec les parents ; Famille complexe = famille nucléaire (complète ou incomplète) ou famille élargie avec d'autres personnes qui ne sont pas forcément parentes.

[b]Ne figurent pas dans cette classification les «ménages à une seule personne».

colons de la région irriguée de Robles que l'on retrouve la proportion la plus élevée de familles nucléaires (83 %) mais, dans tous les cas, c'est ce type de famille qui est le plus répandu. Les colons étant les mieux nantis, ils ont moins besoin d'appui, pour eux et pour leurs enfants, que les paysans et les travailleurs salariés dont il semblerait que les familles se regroupent pour des raisons de sécurité et d'économie. Dans bien des cas, les familles élargies étaient constituées de grands-parents qui s'occupaient de leurs petits-enfants ou d'enfants adoptifs ou aux liens de parenté ténus, pendant que les parents s'étaient absentés pour prendre du travail saisonnier ou permanent à l'extérieur de la localité. C'est ce genre d'arrangements familiaux mixtes qui l'emportait chez les sans-terre et les pauvres en terre, pour lesquels le travail de chacun des membres de la famille constituait un élément important des stratégies de subsistance à court et à long termes.

MIGRATION ET RÉPARTITION DU TRAVAIL AU SEIN DE LA FAMILLE

Les stratégies de survie des travailleurs salariés de Rio Hondo étaient caractérisées par la participation de tous les membres de la famille, ceux-ci se consacrant à du travail saisonnier dans les plantations de canne à sucre pendant la période de la récolte, à des cultures vivrières, et à la fabrication d'articles d'artisanat pendant le reste de l'année. La participation féminine à ces activités était importante : en effet, les registres rapportaient que dans 90 % des ménages les femmes accomplissaient un travail productif. Le travail des enfants sur les lopins familiaux et les contributions de membres migrants de la famille étaient eux aussi considérables. Ces stratégies permettaient non seulement de maximiser le travail de la famille mais également de conserver la cohésion des traditions et des liens familiaux.

L'expression «stratégies de survie» ne s'applique pas dans le cas des colons de Robles car ces horticulteurs gagnaient des revenus et jouissaient d'un niveau de vie sensiblement supérieurs à ceux des membres des autres catégories professionnelles. Les femmes ne s'adonnaient à des activités à l'extérieur du foyer que dans environ 25 % des familles et le travail des enfants était quant à lui négligeable. L'incidence de la migration pour des raisons de travail parmi ce groupe était elle aussi la plus faible, ce qui était largement dû à l'importance accordée à la fréquentation scolaire par les familles de colons. C'est pourquoi l'on s'attendait à ce que les enfants, qu'ils restent sur place ou qu'ils émigrent, consacrent leurs efforts à un investissement à long terme dans leur scolarité.

Chez les familles paysannes de Robles, c'était surtout le chef de famille qui travaillait, appuyé à l'occasion (dans environ 25 % des cas) par son épouse et, dans de rares cas seulement, par de jeunes enfants. La migration constituait cependant une stratégie importante parmi les enfants plus âgés, qui, apparemment, suivaient un système de «migration de relais» (Arizpe 1975), en vertu duquel un fils ou une fille partait pour alléger le surplus de main-d'oeuvre disponible dans la ferme et pour contribuer au ménage grâce à l'argent gagné ailleurs. Lorsque le fils ou la fille se mariait, ou, pour une raison ou pour une autre, n'était plus en mesure d'envoyer de l'argent aux parents, un autre membre de la

famille partait, déchargeant ainsi son frère ou sa soeur de ses obligations antérieures.

Comme dans le cas des paysans, les familles des travailleurs salariés de Robles misaient principalement sur l'activité professionnelle du chef de famille ; les épouses n'étaient actives que dans environ 10 % des familles interviewées. Même si le travail des enfants était sensiblement supérieur à celui enregistré dans les autres groupes de Robles, c'est un phénomène qui n'a été relevé que dans 18 % des ménages. La dépendance à l'égard des contributions des migrants était elle aussi très inférieure à celle enregistrée chez les travailleurs salariés de Rio Hondo. Ainsi, les stratégies de survie des travailleurs salariés vivant dans la région irriguée se rapprochaient beaucoup plus de celles des familles de la petite paysannerie que de celles des travailleurs salariés habitant la région sèche. Cela s'explique peut-être par la plus grande proximité et l'abondance du travail saisonnier dans la région irriguée plus riche.

LA NATALITÉ

Le taux de natalité relevé dans la province de Santiago del Estero est élevé par rapport aux moyennes nationales, et il a même augmenté légèrement au cours des 15 dernières années. Il convient de souligner par ailleurs que le taux de natalité enregistré dans les deux régions étudiées était supérieur à celui de la province dans son ensemble. Pour le groupe de personnes interviewées, la moyenne était évaluée à 5,4 enfants nés vivants par femme, contre une moyenne de 4,9 pour la province et de 2,9 pour le pays, en 1981.

D'importantes différences ont été constatées entre le taux de natalité des travailleurs salariés dans les deux régions et celui des deux autres groupes, l'écart moyen étant supérieur à deux enfants (tableau 4). Ce sont les paysans qui avaient le taux de natalité le plus faible parmi tous les groupes étudiés. Nous en avons conclu que les couples de colons et de paysans recouraient à une forme quelconque de contrôle des naissances, tandis que cela ne semblait pas être le cas des travailleurs salariés.

Même si dans le cadre de la présente étude nous ne nous sommes pas penchés sur l'utilisation de moyens contraceptifs, l'espacement des naissances constaté a fait ressortir qu'elle était plus fréquente chez les colons et les paysans. Il y a tout lieu de croire que ces groupes ont utilisé des moyens contraceptifs artificiels. D'autre part, les salariés travaillant dans la région non irriguée de Rio Hondo semblaient retarder les maternités, même si leur fécondité était la plus élevée de tous les groupes. Peut-être était-ce que les couples appartenant à cette catégorie recouraient à des méthodes de contrôle des naissances pendant leurs premières années de mariage.

Le fait que, pour les paysans et les colons, un nombre important d'enfants viendrait compliquer le partage de l'héritage et des terres, peut expliquer ces différences de taux de fécondité. Inversement, pour les travailleurs salariés, une progéniture nombreuse permettrait d'augmenter les revenus du ménage.

Tableau 4. Nombre moyen d'enfants nés vivants suivant l'âge de la mère, dans quatre catégories professionnelles, 1982.

Tranche d'âge de la mère (en années)	Rio Hondo		Robles									
	Salariés		Colons		Paysans		Salariés		Tous les ménages		Total	
	Enfants	Nombre de femmes	Enfants	Nombre de femmes	Enfants	Nombre de femmes	Enfants	Nombre de femmes	Enfants	Nombre de femmes	Enfants	Nombre de femmes
15-24	0,367	79	0,694	36	0,591	22	1,145	62	0,908	120	0,693	199
25-34	4,742	31	2,614	44	1,769	13	3,423	52	2,899	109	3,307	140
35-44	7,042	24	4,947	19	3,714	21	5,438	48	4,920	88	5,375	112
45-49	7,579	19	5,105	19	4,765	17	7,158	19	5,709	55	6,189	74

L'analyse des naissances chez les habitants de la région irriguée a révélé, fait très intéressant, une prépondérance d'enfants du sexe masculin dans les trois groupes. Selon une hypothèse, la taille de la famille aurait été influencée par le nombre de fils parmi les premiers enfants : plus la proportion de garçons parmi les trois premières naissances est élevée, plus la famille sera grande. En effet, les couples qui ont eu plusieurs fils dans leurs premières années de vie conjugale ont eu plus d'enfants que ceux qui avaient surtout eu des filles. D'autres chercheurs sont portés à attribuer le taux de masculinité élevé relevé dans la région au délaissement des bébés du sexe féminin ou à l'infanticide, mais la présente étude n'a fourni aucune preuve concernant ces pratiques. D'ailleurs, pour tous les groupes étudiés, les enfants des deux sexes semblaient jouir de la même affection.

Conclusion

Quelles conclusions peut-on tirer quant à l'influence du développement rural sur le comportement démographique des habitants des collectivités et des régions choisies de Santiago del Estero ?

Premièrement, la situation économique et la classe sociale étaient, semble-t-il, des facteurs plus déterminants de la taille de la famille et des choix démographiques que le niveau de développement social et économique des deux régions. En d'autres termes, les salariés travaillant dans les régions irriguées et non irriguées avaient des taux de natalité et des habitudes de migration semblables, tandis qu'ils différaient de beaucoup sur ce plan des paysans propriétaires ou membres de catégories professionnelles supérieures.

Deuxièmement, les stratégies démographiques semblaient être assujetties à une certaine logique ainsi qu'aux circonstances économiques. Par exemple, la composition des ménages pourrait être interprétée comme une réaction d'adaptation aux possibilités et aux incertitudes de la conjoncture économique. C'est la famille nucléaire qui était l'unité familiale la plus courante pour l'ensemble des groupes, mais cette tendance était la plus forte chez les colons installés dans les régions irriguées, et ont les enfants partaient pour poursuivre des études plutôt que des activités agricoles. Cette tendance traduit bien la plus grande aisance de ces foyers paysans et leur capacité de planifier à long terme l'avenir de leurs enfants. Les salariés, quant à eux, devaient s'appuyer sur une aide plus immédiate que leur procurait un plus grand nombre d'enfants, afin d'assurer à la famille des moyens de subsistance suffisants. Souvent, les enfants étaient quelque peu retranchés du groupe nucléaire immédiat. Pour toutes ces raisons, donc, on peut affirmer que la natalité et la migration sont liées de façon généralement rationnelle.

Bien qu'il soit tentant de souligner le caractère complémentaire et rationnel de ces différents choix, le comportement de la population étudiée ne peut pas être assimilé à un simple calcul visant l'optimisation

des avantages. La corrélation dynamique entre la natalité et la migration ainsi que l'interaction des différents facteurs démographiques et économiques, doivent également être considérées dans le contexte de pratiques culturelles et d'autres conditions sociales et environnementales, dont bon nombre ont été négligées dans la présente étude. Un comportement sera souvent la réaction à des événements imprévus ou incontrôlables, ou les deux, et c'est pourquoi les généralisations ou les schémas de comportement démographiques ne devraient jamais être rigides au point de ne pas en tenir compte.

LA FAMILLE ET LE TRAVAIL DANS LA CAMPAGNE PÉRUVIENNE : NOUVELLES INTERPRÉTATIONS

Carlos E. Aramburú

Le présent chapitre examine la façon dont les familles rurales péruviennes composent, dans leur vie de tous les jours, avec les politiques agraires changeantes et l'expansion capitaliste de leur pays. Nous nous intéresserons tout particulièrement aux ménages ruraux dans quatre régions et à leur adaptation aux contraintes externes et internes que ces changements leur imposent.

Les données utilisées aux fins de l'analyse ont été recueillies grâce à une série d'études sur le terrain commencée en 1977 dans les vallées côtières de Cañete et de Bajo Piura et terminée en 1979 dans deux zones de Puno, dans les régions montagneuses du sud du Pérou (Aramburú et Ponce 1983). C'est en 1980 qu'une équipe interdisciplinaire (dirigée par l'auteur et la co-chercheure Ana Ponce) a entrepris une analyse comparative des données ainsi compilées. Dans le présent rapport, nous examinons certaines conclusions et nous discutons de deux modèles opposés de développement rural et de stratégies de ménages, représentatifs des principales tendances de l'évolution rurale au Pérou, et dans une certaine mesure, dans l'Amérique latine tout entière.

MÉTHODE D'ÉTUDE

Dès le début de l'étude, deux problèmes épineux se sont posés : comment rendre compte des changements sociaux et quel genre d'analyse employer pour décrire ces transformations. Les quatre régions choisies représentent différents niveaux de développement et la plus large fourchette possible de variables en matière d'écologie, de ressources naturelles, de modes d'occupation des terres, de systèmes culturaux et de méthodes de culture. Cependant, la campagne péruvienne étant extrêmement variée sur presque tous les plans, l'on ne peut pas dire des régions choisies qu'elles sont représentatives de l'ensemble des régions rurales du pays. Pour chaque région, l'échantillon a été choisi en vue d'assurer une homogénéité maximale quant à la classe sociale. Nous

n'avons donc étudié que des ménages ruraux de petits fermiers indépendants s'occupant directement d'agriculture ou d'élevage (donc, sont exclus les ménages d'ouvriers agricoles, de membres de coopératives, etc.).

L'étude avait pour objet d'examiner les effets de facteurs externes (régionaux) et internes (familiaux) sur les stratégies démographiques, économiques et sociales des ménages. Nous avons procédé à une analyse échelonnée, comportant un résumé historique des changements régionaux dans les schémas d'utilisation des terres, une étude des systèmes d'occupation des terres et des marchés du travail ruraux, ainsi qu'une récapitulation de la dynamique démographique depuis le début du siècle. Nous nous sommes appuyés sur des renseignements puisés dans des études régionales antérieures et dans diverses sources officielles, notamment les recensements et les statistiques sur le secteur agricole.

Nous avons ensuite tenté d'établir des comparaisons entre les ménages ruraux, en en faisant une décomposition de plus en plus poussée. Premièrement, nous avons comparé les caractéristiques démographiques, économiques et sociales de base des ménages pour chacune des régions. Deuxièmement, nous avons divisé les ménages ruraux de chaque région en trois catégories en nous appuyant sur cinq variables (le degré d'instruction du chef de ménage, la taille du lopin de terre, le revenu de la famille en espèces, la qualité du logement et les actifs du ménage), et nous avons ensuite comparé le comportement démographique, économique et social des différentes catégories à l'intérieur de chaque région. Enfin, en tenant compte, en gros, des mêmes caractéristiques, nous avons comparé les différentes catégories d'une région à l'autre. Les première et troisième étapes ont permis d'observer dans les stratégies des ménages les différences attribuables aux facteurs externes (régionaux), qui contrôlaient les facteurs internes (dans le ménage). Quant à la deuxième étape, elle nous a permis de constater comment les stratégies démographiques, économiques et sociales varient à l'intérieur d'une même région entre ménages possédant des caractéristiques internes différentes.

Les données utilisées pour cette analyse comparative des ménages entre les régions et à l'intérieur d'une même région proviennent des enquêtes menées auprès des ménages et des entrevues approfondies faites avec un échantillon de petits exploitants dans chacune des quatre régions choisies. L'échantillon total comprenait 569 ménages ruraux.

LES TRANSFORMATIONS RÉGIONALES ET LES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES

L'on retrouve dans l'abondante documentation traitant de l'expansion capitaliste dans les sociétés rurales traditionnelles au moins trois types de processus (C. Scott 1976). Les partisans de l'approche marxiste classique prétendent que la concentration des terres et que le

développement de l'économie de marché capitaliste finiront à la longue, conjugués avec les expulsions, les lourdes dettes et la faible productivité, par amener la «décapitalisation» de l'économie paysanne pour aboutir à la «prolétarisation» de la paysannerie (Marx 1969).

Une perspective différente est offerte par le concept de «marginalité» que l'on attribue principalement à l'«école de la dépendance» en Amérique latine (Matos Mar et al. 1969 ; Nun 1969), et à certains anthropologues (Foster 1965 ; Holmberg et al. 1966 ; Mayer 1976). Ceux-ci arguent que la modernisation n'amène pas forcément l'intégration des cultures traditionnelles dans le mode de vie occidental et que la règle dans la plupart des pays des Andes serait plutôt la paupérisation sans grande prolétarisation. La paysannerie doit faire de son mieux pour survivre avec une base de ressources toujours décroissante et son existence est dans une grande mesure en marge du processus de modernisation et de l'accumulation de capitaux.

Or, une troisième perspective, celle-ci élaborée récemment par des savants latino-américains, veut que le développement capitaliste débouche sur une hétérogénéité structurale et que certains modes de production (surtout ceux des paysans des Andes) soient formellement subordonnés à l'économie capitaliste, alors que les intéressés continuent de contrôler leurs propres terres et conservent leurs relations de production traditionnelles (Bartra 1975 ; Bengoa 1979 ; Aramburú 1982).

Notre étude a révélé que les schémas de développement régional varient beaucoup et qu'aucun modèle ne peut à lui seul expliquer ces variations. À Cañete, l'expansion capitaliste a transformé les métayers en fermiers, qui font de plus en plus concurrence aux dernières haciendas. Cela cadre avec «la voie de développement capitaliste des fermiers», proposée par Kautsky (1970) dans son imposant ouvrage intitulé *La Cuestión Agraria*, en faisant allusion à l'Allemagne et à l'Europe. L'économie régionale est axée sur et dominée par le marché, et les institutions modernes sont très répandues.

Dans la vallée de Bajo Piura, ce sont toujours les grands domaines qui dominent l'économie rurale et les petits fermiers ainsi que la population rurale sans terres se consacrent surtout à des cultures vivrières pour leur propre consommation et à certaines cultures commerciales (coton). Les petits fermiers et leurs parents comptent sur les grands domaines pour obtenir du travail saisonnier : ils y sont employés pendant la récolte du coton et ils sont payés selon le rendement. Il existe donc des rapports complémentaires mais conflictuels entre les haciendas et les petites exploitations. Un grand nombre des jeunes travailleurs plus instruits ont quitté la vallée pour aller chercher fortune dans la ville voisine de Piura ou à Lima, située à 1 000 km au sud. La majorité des ruraux continuent cependant de compter sur la petite ferme familiale pour leur subsistance : le marché du travail régional ne peut fournir des emplois rémunérés qu'à une partie de la population active rurale et ce, à certains moments de l'année seulement. Un processus de semi-prolétarisation a donc vu le jour dans cette région au cours des 60 dernières années.

Dans les hautes terres de Puno, l'Altiplano, les communautés paysannes restantes vivent en marge des grands domaines d'élevage.

Ces exploitations n'offrent que très peu de possibilités d'emploi aux paysans quechuas et aymaras, dont la plupart s'accrochent à leurs minuscules lopins familiaux qu'ils consacrent presque entièrement à la culture des produits alimentaires de base, typiques de la région des Andes, dont ils se nourrissent et qu'ils produisent en utilisant leurs techniques traditionnelles (par exemple la charrue à pied). La plupart de ces ménages parcourent de longues distances à la recherche de travail saisonnier dans des centres urbains le long de la côte ou dans la sierra, ou encore dans les zones tropicales de colonisation voisines, où ils travaillent à salaire pendant la morte saison de l'Altiplano (de juin à septembre). La description la plus juste de ce phénomène serait la paupérisation sans modernisation, encore un autre schéma de développement régional capitaliste au Pérou.

Enfin, dans la zone de colonisation tropicale de Puno (dans la vallée de Tambopata), le principal facteur de la modernisation aura été l'augmentation de la production de café, comme principale culture de rapport. Les petites et moyennes exploitations sont axées sur le marché, mais on continue d'y utiliser les méthodes de production traditionnelles. Ici, les familles élargies sont plus courantes que sur les hautes terres, et la main-d'oeuvre est toujours fournie par les membres du ménage. On n'a pas observé de concentration importante de terres ou de capitaux, bien que les différences «internes» entre les fermiers soient importantes, se rangeant au deuxième rang seulement derrière le niveau enregistré à Cañete. La région tropicale de Puno illustre donc un quatrième schéma de développement régional, typique des régions nouvellement développées de la vallée péruvienne de l'Amazone.

C'est à l'intérieur de ces différents contextes de développement que les ménages ruraux élaborent leurs stratégies de survie et composent avec les contraintes externes et internes de leur existence quotidienne.

LES STRATÉGIES DES MÉNAGES RURAUX : DEUX MODÈLES

Le concept de «stratégies de survie» a été élaboré dans le contexte de schémas de comportement particuliers aux ménages urbains pauvres (Duque et Pastrana 1973). Depuis lors, des chercheurs sociaux s'en servent largement, et parfois aveuglément, en Amérique latine pour décrire des types de comportement très différents, englobant les décisions sur le nombre d'enfants désiré, la migration, et la mobilité professionnelle et sociale (Martine 1979 ; Torrado 1981 ; Berquo et Loyola 1982).

Cette approche est en vogue car elle permet d'échapper aux explications mécaniques et linéaires du comportement social que l'on retrouve si fréquemment dans les ouvrages à tendance marxiste qui traitent de la région. En principe, l'approche «stratégie de survie» reconnaît que les individus ou les familles, en dépit de leurs privations et de leur pauvreté, peuvent contrecarrer l'incidence du développement capitaliste en créant des moyens de rechange pour lutter contre les processus susceptibles de leur nuire sur les plans tant économique que

socio-culturel. Un exemple courant de cette forme de réaction est l'expansion de l'économie informelle et parfois illégale dans les régions urbaines, où l'on retrouve les petits trafics, la contrebande et les services personnels. L'essor de l'économie informelle vient en réaction aux taux de chômage élevés, à une migration massive des campagnes vers les centres urbains et à la forte concentration des revenus qui prédomine dans ces sociétés. Un autre exemple est la migration rurale circulaire et saisonnière des paysans pauvres qui leur permet de tirer profit de différents cycles de récolte et des différences de salaires, pour accumuler des revenus supplémentaires leur permettant de conserver leurs petits lopins de terre (Forni et al. 1984).

Dans ce schéma, il faut, pour comprendre les stratégies de survie d'un point de vue tant méthodologique que culturel, utiliser le ménage comme unité d'analyse. Au plan méthodologique, le ménage est traité, aux fins de l'analyse, comme un maillon intermédiaire entre l'individu et la classe sociale. Au plan culturel, ces études font ressortir qu'il faut, pour comprendre le comportement économique et social des membres des classes démunies d'Amérique latine, saisir l'importance que revêtent les rapports de parenté et de filiation. Cet intérêt pour la famille et la parenté n'a rien de nouveau : en effet, les recherches anthropologiques prônent depuis longtemps l'étude de la parenté pour comprendre les pays en développement et les sociétés traditionnelles. Ce qui est nouveau, c'est que les ménages sont traités non pas individuellement mais dans le contexte de leur appartenance à une catégorie ou à une classe donnée, ce qui permet une sorte de mesure du comportement collectif.

Néanmoins, au plan de la méthode, un problème important se pose : comment traiter le ménage avec des procédés empiriques ? En règle générale, les données se rapportant aux caractéristiques du chef de ménage sont attribuées à la famille dans son ensemble. Donc, l'analyse vise une personne et non un groupe. Un procédé d'analyse consiste à faire correspondre les caractéristiques du chef de ménage aux autres membres de la famille, mais ce n'est pas chose simple. D'autre part, les différents membres du ménage pouvant appartenir à des «classes» différentes, aux plans économique et culturel, les résultats obtenus en versant des ménages dans une certaine classe sociale peuvent être à la fois trompeurs et arbitraires. Voilà qui est tout un défi à relever dans le cadre de ce genre d'analyse (Mora et Araujo 1982).

Les études portant sur les stratégies des ménages peuvent être classées dans deux catégories ou «styles» : les études qualitatives approfondies portant sur un nombre limité de cas, et les analyses quantitatives d'envergure portant sur un échantillon de certains types de ménages. Notre étude relève en grande partie de cette dernière catégorie. Nous avons tenté de découvrir des schémas de comportement objectifs à partir de données portant sur des choix précis au sujet, par exemple, du nombre d'enfants, de migration, de la composition du ménage et de schémas d'activités professionnelles. Nous supposons au départ un certain cheminement rationnel que nous attribuons aux différents ménages, mais cela ne tient pas compte, bien sûr, du caractère plus ou moins délibéré des décisions des intéressés relativement à leur comportement et à ses conséquences. Par conséquent, nous laissons de

côté la question de choix parmi divers comportements possibles. Même si nous disposions de données suffisantes sur les raisons qui sous-tendent les différents choix possibles, il serait toujours difficile de faire correspondre ces facteurs aux schémas de comportement observés, vu la nature inconsciente de nombre de ces stratégies. C'est sans doute cet aspect de la recherche sur les stratégies de survie qui constitue l'une de ses plus grandes faiblesses sur le plan concept et méthode.

CARACTÉRISTIQUES FONDAMENTALES DES RÉGIONS ET DES MÉNAGES

Parmi les quatre régions étudiées, c'est dans celle de Cañete que l'on retrouve les meilleures conditions écologiques pour l'agriculture

Tableau 1. Caractéristiques régionales.

	Régions plus développées		Régions économiquement faibles	
Caractéristiques	Cañete	Région tropicale de Puno[a]	Bajo Piura	Altiplano Puno
Écologie				
Altitude (m)	0	1 750	0	4 000
Température annuelle moyenne (°C)	19,7	28	23,7	5,5
Précipitations annuelles moyennes (mm)	27,9	2 100	—	800
Type de sol[b] (% de la superficie)				
Catégories 1-3	77,2	8,2	45,0	3,1
Catégorie 4	12,6	7,3	32,0	4,2
Catégories 5-6	10,2	84,5	23,0	91,8
Occupation des terres				
Fermes de moins de 1 ha				
% du total des fermes	53,8	25,2	60,4	29,6
% du total des terres agricoles	4,0	0,2	2,0	0,6
Fermes de 1-5 ha				
% du total des fermes	35,4	36,7	26,9	43,2
% du total des terres agricoles	19,6	2,6	5,3	6,1
Fermes de 5-500 ha				
% du total des fermes	10,7	37,2	12,6	26,5
% du total des terres agricoles	66,5	32,6	33,9	24,8
Fermes de plus de 500 ha				
% du total des fermes	0,1	0,8	0,2	0,6
% du total des terres agricoles	9,9	64,6	58,8	68,4
Population				
Totale (1981)	57 031	36 605	100 306	358 881
% rurale	48	89	60	81
Taux de croissance de la population rurale (1972-1981)	1,8	5,1	-2,4	0,4
Rapport selon le sexe	106	119	98	93
% des moins de 15 ans	44	56	46	43
Taux de natalité brut[c]	31,0	35,5	33,0	34,2
Taux de mortalité brut[c]	5,0	16,1	13,0	11,2
Taux d'émigration (%)	11,8	13,9	23,3	23,1

Sources : Pérou (1972a, b, 1981).

[a]Comprend les hautes terres des provinces de Sandia et de Carabaya.

[b]Les types de sol sont classés en fonction de leur utilisation potentielle. Les sols des catégories 1-3 sont jugés bons pour l'agriculture intensive ; les sols de la catégorie 4 conviennent à une agriculture moins intensive ; et les sols des catégories 5-6 peuvent servir de pâturages ou de protection.

[c]Par millier d'habitants.

Tableau 2. Résumé, par région, des caractéristiques socio-démographiques et économiques des ménages.

Caractéristiques	Régions par niveau de développement			
	Cañete	Région tropicale de Puno	Bajo Piura	Altiplano Puno
Fécondité				
Âge moyen des femmes vivant en couple (années)	34,1	33,3	34,0	36,1
Âge nuptial moyen (années)	21,1	21,3	20,6	21,4
Durée de l'union (années)	15,1	11,0	13,9	15,4
Intervalle intergénésique moyen (années)	2,7	3,1	2,6	3,0
Nombre moyen d'enfants survivants	4,1	3,7	4,5	3,6
Migration				
Migrants permanents et temporaires (%)	4,3	12,2	7,8	19,0
Migrants saisonniers (%)	—	14,0	25,0	26,0
Facteurs sociaux				
Nombre de personnes/maison	6,3	6,7	7,2	6,0
% de familles élargies	51,3	30,0	58,2	20,8
% d'illettrés au sein de la population (âgée de plus de 6 ans)	5,1	24,0	25,3	19,4
Écart (rapport entre les catégories à revenu élevé et les catégories à faible revenu)	8,9	12,1	4,9	7,1
Facteurs économiques				
Nombre de personnes actives/ménage	3,1	2,4	2,8	2,0
Taux d'activité (% des membres du ménage)	49,1	36,0	39,0	33,3
% des chefs de ménage				
Ayant l'agriculture comme principale occupation	94,8	94,4	87,4	55,8
Ayant une occupation secondaire	25,3	23,0	26,2	33,0
Utilisant des travailleurs familiaux	89,6	80,0	91,3	55,7
Embauchant des travailleurs salariés	75,7	51,0	57,3	19,9
Embauchant des travailleurs permanents	33,3	4,1	12,7	12,2
Superficie cultivée (ha)	4,5	2,0	2,6	1,7

irriguée : en effet, plus de 77 % de son sol est de catégorie 1 (tableau 1) ; elle a un climat stable (température annuelle moyenne de 19,7 °C) ; et elle est située au niveau de la mer. La région la moins propice à l'agriculture est l'Altiplano de Puno où seulement 3 % des terres conviennent à l'agriculture intensive, où l'altitude moyenne est de 4 000 m et où les températures sont basses toute l'année, avec de grandes variations quotidiennes et saisonnières (en saison sèche, soit de juin à septembre, la température peut passer de -5 à 22 °C le même jour). Dans la région de Bajo Piura, l'agriculture est entravée par une insuffisance d'eau pour assurer une bonne irrigation et par un mauvais drainage des sols. Dans la région tropicale de Puno, la fertilité des sols est bonne au départ, mais elle se détériore rapidement lorsqu'on y pratique une culture intensive, comme c'est le cas de la plupart des sols tropicaux acides.

Les modes d'occupation des terres varient considérablement entre les quatre régions. C'est dans celle de Cañete que la propriété est la moins concentrée : 89 % de toutes les fermes ont moins de 5 ha mais elles comptent pour environ 24 % de toutes les terres arables. La propriété est

la plus concentrée dans la région de Bajo Piura et dans l'Altiplano où 87 et 73 % des fermes, respectivement, ont des superficies inférieures à 5 ha, pour n'englober, dans chaque région, que 7 % des terres.

Quant aux taux de natalité, ceux-ci, chose remarquable, sont très semblables dans les quatre régions (tableau 2) et semblent être liés non pas aux niveaux de développement enregistrés mais à des facteurs culturels. Ainsi, les Quechuas et les Aymaras des hautes terres et des terres basses de Puno ont en commun un intervalle intergénésique plus long, un âge nuptial légèrement plus élevé et un taux de survie infantile plus faible. Quant à la population côtière de Mestizo, celle-ci est caractérisée par un intervalle intergénésique plus court et par une natalité plus élevée.

La migration est importante dans les deux régions de Puno, mais pour des raisons différentes. L'émigration des habitants de l'Altiplano est surtout liée à des facteurs économiques négatifs, tandis que dans les régions de colonisation, elle résulte de facteurs positifs liés aux possibilités de scolarisation à l'extérieur de la région. La migration saisonnière, elle, serait plutôt liée au niveau de développement régional. Dans les régions les plus pauvres, soit Bajo Piura et l'Altiplano de Puno, un chef de ménage sur quatre participe à des migrations saisonnières à court terme. Nous verrons plus loin que ces mouvements saisonniers sont une stratégie de subsistance de base chez les paysans qui habitent les régions les moins développées.

La structure des familles est un autre phénomène qui semble être lié à des facteurs tant culturels (résidence néolocale) qu'économiques (p. ex., le logement coûte moins cher dans les deux régions de Puno). C'est pourquoi dans les deux vallées côtières (Cañete et Bajo Piura), plus de la moitié des ménages sont constitués de familles élargies, tandis que chez les Quechuas et les Aymaras de Puno, ce sont les familles nucléaires qui l'emportent, peut-être à cause des schémas de résidence néolocale des nouveaux couples et des logements à meilleur marché dans ces régions.

Les taux d'alphabétisme sont plus élevés à Cañete que dans les autres régions, et ils sont légèrement plus élevés dans l'Altiplano de Puno que dans Bajo Piura et dans la région tropicale de Puno. Cela laisse entendre qu'à l'exception de Cañete, la scolarisation est très peu liée au développement régional. La population rurale de l'Altiplano, bien qu'elle soit pauvre, a depuis longtemps accès à des établissements d'enseignement (d'ailleurs, les hauts plateaux de Puno comptent deux universités). Dans les zones de colonisation récente, les ménages jouissent d'un meilleur niveau de vie mais l'accès à la scolarisation y est limité. L'Altiplano n'offrant plus de possibilités économiques intéressantes, l'instruction est un atout pour ceux qui veulent émigrer vers les centres urbains. Dans la région tropicale de Puno, la réussite financière est au contraire liée à la connaissance de l'agriculture et au dur labeur, qui sont sans rapport avec la scolarité.

Les relations sociales de production gravitent autour de la famille. La grande majorité des ménages utilisent la main-d'oeuvre familiale non rémunérée pour exécuter des travaux productifs. Il est étonnant que la proportion la plus faible se retrouve dans l'Altiplano, où les cultures

traditionnelles quechuas et aymaras mettent l'accent sur l'échange de main-d'oeuvre et sur la réciprocité. La principale raison qui sous-tend cette découverte surprenante est l'absence d'enfants et de personnes à charge en âge de travailler à cause des taux d'émigration élevés. L'émigration, comme nous l'avons déjà souligné, influe également sur la taille des ménages, sur leur structure et sur le nombre de travailleurs par famille. En fait, l'Altiplano compte le plus bas nombre moyen de personnes actives par ménage (2,0, avec un taux d'activité de 33 %). C'est dans les ménages de Cañete que l'on a retrouvé la main-d'oeuvre la plus importante, avec 3,1 personnes actives par ménage et un taux d'activité des membres du ménage de 49 %. De façon générale, la relation entre le niveau de développement régional et les taux d'activité au sein des ménages ruraux semble plus étroite que celle qui existe entre la natalité et le développement régional.

Si notre échantillon était destiné à inclure uniquement des ménages ruraux indépendants, ce ne sont pas tous les chefs de famille qui ont pour principale occupation l'agriculture. Ceci est particulièrement vrai dans l'Altiplano, où 44 % des chefs de ménage ont d'autres occupations principales, notamment l'élevage, l'artisanat, le tissage et la pêche. La diversification constitue une importante stratégie économique dans les régions où l'agriculture est incertaine et où elle ne revêt qu'un faible potentiel économique, et où la survie n'est souvent possible que si l'on s'adonne à plusieurs activités.

Enfin, le travail salarié est lui aussi une importante caractéristique économique des ménages ruraux. Dans la région de Cañete, près de 76 % des ménages embauchent des travailleurs salariés, tandis que dans l'Altiplano ce n'est le cas que dans 20 % des ménages. La plupart de ces travailleurs sont employés de façon temporaire seulement (tableau 2). Les différences régionales sont imputables non seulement aux disponibilités de fonds des exploitants mais aussi aux exigences des différentes cultures. Par exemple, la culture du café à Tambopata n'exige une main-d'oeuvre importante que lors de la récolte ; c'est pourquoi les exploitants de cette vallée, en dépit de leurs taux de capitalisation plus élevés, embauchent rarement des travailleurs permanents.

LES STRATÉGIES DE MÉNAGES

Les stratégies de ménages des régions moins développées de Bajo Piura et de l'Altiplano sont résumées à l'annexe 1 tandis que celles des régions plus développées de Cañete et de Tambopata, figurent à l'annexe 2. Les facteurs internes au niveau des ménages étant très différents, même à l'intérieur d'une même région, les stratégies spécifiques varient elles aussi. Les modèles que nous vous proposons ici sont cependant des versions simplifiées des schémas de comportement observés ; en conséquence, leur contenu et leurs conséquences ne sont qu'approximatifs.

Des quatre régions étudiées, c'est dans celles de Bajo Piura et de l'Altiplano que les familles affichaient le niveau de vie le plus bas. Ces

Tableau 3. Caracatéristiques des ménages par zone et par strate.[a]

Variables/strates	Bajo Piura			Altiplano Puno			Cañete			Région tropicale de Puno		
	Élevée	Moyenne	Faible	Élevée	Moyenne	Faible	Élevée	Moyenne	Faible	Élevée	Moyenne	Faible
Nombre moyen d'enfants survivants	3,6	4,3	4,8	3,1	3,4	4,4	3,2	4,0	4,4	3,4	3,5	4,2
Taille des exploitations (en ha)	3,8	1,9	0,5	7,8	3,0	0,9	9,7	3,6	1,2	7,5	2,6	0,8
% de fermes où l'on retrouve des cultures commerciales	58	38	12	27	23	8	100	97	90	97	89	79
% des chefs de ménage												
Ayant plus d'un emploi	21	35	42	50	42	56	18	28	40	15	27	38
Embauchant des travailleurs saisonniers	92	46	23	32	15	12	94	74	47	63	52	63
Rapport des ménages à revenu faible/à revenu élevé	4,7	2,4	1,0	7,0	3,2	1,0	8,9	2,7	1,0	12,1	3,3	1,0

[a]Les strates ont été établies par région agricole.

régions étaient en même temps les moins propices à l'agriculture et ce, à cause de contraintes écologiques, d'une mise en exploitation de nouvelles terres stagnante, d'une concentration extrême des terres et d'un nombre très limité de possibilités d'emploi dans le secteur agricole. Voilà quelles étaient les principales contraintes externes auxquelles se trouvaient confrontés les ménages ruraux. On a déjà décrit les caractéristiques propres à ces familles, notamment un taux d'émigration élevé, la possession de petits lopins de terre, la pratique d'une agriculture à double usage (la vente et la consommation), un faible taux d'innovation technologique et d'accumulation de capitaux, et peu de différenciation sociale.

Les familles de Cañete et de Tambopata jouissent d'un niveau de vie bien supérieur à celui des familles de Bajo Piura ou de l'Altiplano, bien que ce soit pour des raisons différentes. Outre les facteurs externes qui favorisent le développement agricole de Cañete, cette région est caractérisée par une meilleure distribution des terres, par la proximité du marché de Lima et par la prépondérance d'innovations technologiques qui exigent une main-d'oeuvre importante. Dans la zone tropicale de colonisation de Tambopata, les principaux facteurs qui contribuent à la croissance du secteur agricole sont les pluies abondantes, des sols naturellement fertiles, l'avancée constante des terres exploitées grâce à une colonisation spontanée, la prédominance d'exploitations de petite et moyenne taille et la spécialisation dans des cultures commerciales très lucratives comme, par exemple, le café.

LES STRATÉGIES DÉMOGRAPHIQUES

Il semblerait que les stratégies démographiques soient plus liées à la migration et à la mobilité qu'à la régulation des naissances. Le taux moyen de fécondité était le plus élevé dans les ménages de Bajo Piura, où l'âge nuptial était le plus bas et les intervalles intergénésiques les plus courts de toutes les régions étudiées. Ainsi, les couples installés dans cette vallée, qui sont les plus pauvres parmi l'échantillon, comptent le plus grand nombre de personnes à charge et n'exercent aucun contrôle des naissances. Par contre, ce sont les ménages de l'Altiplano qui affichent le plus faible taux de natalité, ce qui est imputable à un âge nuptial plus élevé et à un plus grand espacement des naissances. Le mariage tardif semble plutôt lié au système d'héritage dans l'Altiplano, où tout nouveau couple ne peut s'établir qu'après avoir reçu des parents des terres et d'autres biens (bovins), qu'à une tentative explicite de réduire la natalité. L'intervalle intergénésique moyen de trois ans porte cependant à croire à un recours important au contrôle des naissances. D'autres sources révèlent que cette région compte l'un des taux d'avortement les plus élevés du pays (Pérou 1980).

Comme dans le cas des ménages des régions les plus pauvres, rien n'indique l'adoption de la régulation des naissances à Cañete et à Tambopata. Les femmes vivant en couple fécond avaient en général 4,1 enfants survivants à Cañete et 3,7 à Tambopata. Ces deux régions affichent donc un taux de fécondité intermédiaire, inférieur à celui de Bajo Piura et légèrement supérieur à celui enregistré dans l'Altiplano.

Le rapport entre la fécondité et la situation socio-économique était négatif dans les quatre régions (tableau 3), les écarts étant les plus importants dans la région la plus déprimée (l'Altiplano) et dans la vallée la plus développée (Cañete). C'est peut-être le niveau de scolarité de la population qui est l'élément déterminant de ce phénomène. Le degré d'instruction, même s'il n'est pas lié au niveau de développement régional, pourrait expliquer cet écart dans la natalité, les femmes de l'Altiplano et de Cañete étant plus instruites que celles des deux autres régions et ayant donc tendance à se marier plus tard.

Comparativement à la régulation des naissances, la migration était clairement une stratégie explicite chez les ménages des régions pauvres. Nous avons, dans l'analyse, fait une distinction entre émigration et mobilité, la première a trait à des mouvements permanents ou prolongés et la seconde à une migration saisonnière annuelle vers des régions bien précises. Pour la plupart des ménages ruraux de l'Altiplano et de Bajo Piura, la migration a pris la forme d'une expulsion permanente des personnes à charge. En fait, au moment de l'enquête, plus de 23 % des indigènes des deux vallées vivaient ailleurs. Dans l'Altiplano, plus de 81 % des ménages comptaient au moins un migrant âgé de plus de 15 ans. Les principaux motifs étaient d'ordre économique : ceux qui partaient le faisaient pour aller se chercher du travail ou des terres (dans le cas de ceux qui quittaient l'Altiplano de Puno pour s'établir dans des zones de colonisation). Les principales destinations étaient Lima, pour les migrants de Bajo Piura, et Arequipa, Lima et Tambopata, pour ceux et celles qui quittaient l'Altiplano.

Il est clairement ressorti de notre étude que la migration saisonnière était une stratégie courante dans l'Altiplano, mais relativement rare à Bajo Piura. Les paysans de l'Altiplano participaient à des mouvements saisonniers soit pour se rendre dans les régions de colonisation voisines (comme, par exemple, la vallée de Tambopata), soit pour travailler dans les rizières côtières (dans les vallées de Camana et d'Omate) pendant la morte saison dans l'Altiplano (Martinez 1969 ; Collins 1983). Dans ces régions, la plupart des habitants travaillaient comme ouvriers saisonniers et étaient payés selon le rendement. Ces activités constituaient la principale source d'argent comptant pour ces migrants. Les migrants saisonniers étaient des hommes plus âgés, en règle générale chefs de ménage, n'ayant qu'une scolarité très limitée mais appartenant aux couches moyennes, ou moins souvent, aux couches supérieures de la population de la région. Comme nous l'avons déjà expliqué (Aramburú 1982), les migrations permanentes et saisonnières sont des stratégies combinées utilisées pour équilibrer l'offre et la demande de travail d'un ménage. L'équilibre est déterminé par la moyenne annuelle de la demande de main-d'oeuvre endogène : une offre excédentaire amènera l'émigration permanente des personnes à charge, tandis que les déficits ou les excédents saisonniers seront équilibrés par l'embauche de travailleurs temporaires ou par l'émigration saisonnière, respectivement.

Dans la région de Bajo Piura, la migration saisonnière pendant la récolte du coton se résume au déplacement des travailleurs des petits lopins familiaux vers les grandes coopératives de la vallée et ce, pour de courtes périodes de temps (rarement plus d'un mois). Contrairement à la

migration saisonnière des habitants de l'Altiplano, ces déplacements de main-d'oeuvre sur de courtes distances concernaient surtout les jeunes personnes à charge des familles les plus pauvres. Les ménages recouraient à cette stratégie pour augmenter leurs revenus et maximiser l'utilisation de leur main-d'oeuvre.

La migration, qu'elle fût permanente ou saisonnière, revêtait peu d'importance parmi les ménages des régions en développement. En effet, les taux d'émigration d'ensemble n'étaient que de 11,8 % à Cañete et de 13,9 % à Tambopata, soit moins que la moitié des taux enregistrés dans les régions pauvres. Dans les deux régions, environ 4 % des membres des ménages étaient temporairement absents, pour raison d'études surtout. Quoi qu'il en soit, la plupart des chefs de ménage dans les zones de colonisation étaient originaires de l'Altiplano et y avaient leur résidence permanente lors de l'enquête, alors que la plupart des fermiers de Cañete étaient natifs de la vallée. Comme nous l'avons déjà signalé, l'émigration vers Cañete pendant les années 60 et au début des années 70 avait été importante par suite de la collectivisation des haciendas dans le cadre de la réforme agraire instaurée par les militaires. La plupart de ces nouveaux résidants ont été embauchés par les nouvelles coopératives rurales et ils ne possédaient pas de terres dans la vallée. À Tambopata, il existe toujours une certaine migration saisonnière, mais il s'agit surtout de paysans des Andes qui descendent dans la vallée pour récolter le café et ensuite retourner à l'Altiplano (Martinez 1969). En résumé, les stratégies démographiques dans les régions plus développées n'étaient pas aussi importantes que celles constatées dans les régions plus déprimées : en effet, ni la régulation des naissances, ni la migration n'étaient essentielles à la survie du ménage.

LES STRATÉGIES ÉCONOMIQUES

Les stratégies économiques s'appuyaient sur la diversification des cultures et des activités économiques chez les ménages des régions les plus pauvres, vu les très petites superficies que possédaient les familles. En effet, à Bajo Piura, 63 % des ménages possédaient moins de 2 ha, le lopin moyen ne recouvrant que 0,88 ha. Ces ménages ne possédaient que 21 % des terres arables disponibles de la vallée. La rareté des terres était également très aiguë dans l'Altiplano où 48 % des familles paysannes avaient moins de 2 ha, le lopin moyen n'étant que de 0,87 ha. Elles ne possédaient que 21 % des terres utilisables de la région, où la productivité par hectare était de toute façon très faible à cause des conditions climatiques et de l'absence d'irrigation.

Ce sont les superficies et les capitaux qui déterminent le double rôle de l'agriculture paysanne, qui produit des cultures destinées à la consommation ainsi qu'à la vente. La consommation étant fonction de la demande de divers produits agricoles et laitiers, la diversification des cultures et des troupeaux sert les deux fins. Dans l'Altiplano, 67 % des ménages consacraient leur lopin de terre à trois principales cultures ou plus, dont la plupart étaient destinées à leur propre consommation (le quinoa, l'orge, et des tubercules locaux). La pomme de terre est la principale culture commerciale, mais seulement 22 % de la récolte est

vendue sur le marché. D'ailleurs, certaines familles sont tellement pauvres qu'elles doivent, à certaines périodes de l'année, racheter les produits qu'elles cultivent pour satisfaire leurs propres besoins. À Bajo Piura, 53,4 % des ménages cultivaient sur leurs terres trois principales cultures ou plus. Le coton, dont la production totale est vendue sur le marché local, est la principale culture de rapport. On le cultive exclusivement pour la vente sur plus de 93 % des fermes. Les cultures vivrières (p. ex., les haricots et le maïs) étaient cultivées exclusivement pour la consommation par trois ménages sur quatre.

L'innovation économique et la spécialisation constituaient peut-être les plus importantes stratégies chez les ménages de Cañete et de Tambopata. C'est ainsi que certains se sont spécialisés dans l'agriculture commerciale et ont adopté des méthodes modernes permettant d'augmenter la productivité de leurs terres. Le premier facteur favorable à cette évolution est l'accès à des terres agricoles dotées d'un potentiel productif : 46 % des fermes de Cañete comptent 2-6 ha, et représentent environ 35 % des terres cultivables de la vallée. À Tambopata, les lopins familiaux sont petits : 50 % des fermes recouvrent moins de 3 ha, mais le sol est généralement propice à la culture du café, la principale culture de rapport. Les mauvaises routes, les longues distances à parcourir pour livrer les produits au marché et le fait que celui-ci soit de type monopsone et lié aux prêts consentis par la Banco Agrario de l'État sont autant de facteurs qui posent de sérieux problèmes à la commercialisation (Collins 1983).

Dans la région de Cañete, la spécialisation des cultures vise les cultures vivrières, notamment les aliments de haute valeur nutritive et les cultures industrielles cultivées dans le cadre d'un système d'assolement. Ainsi, à tout moment de l'année, chaque lopin produit au moins deux cultures (p. ex., le maïs et les haricots ou les pommes et les poires). Celles-ci sont remplacées par deux ou plusieurs cultures à croissance rapide pendant le reste de la campagne agricole (si ces cultures sont saisonnières). Cette méthode de culture intensive, sur les plans tant de la terre que de la main-d'oeuvre, se retrouve dans 45 % des petites exploitations. La quasi-totalité de la récolte est vendue à des intermédiaires locaux ou à des usines de transformation. Ce genre d'agriculture mise largement sur des méthodes industrielles et sur une mécanisation partielle (pour la préparation du sol).

Dans la région tropicale de Puno, plus de 76 % des exploitants avaient consacré au-delà de 57 % de leurs terres aux plantations de café, faisant clairement ressortir la prédominance de la monoculture spécialisée. Toute leur récolte était vendue à une coopérative de l'État ou bien, en proportions plus petites, à des grossistes indépendants. La majorité des producteurs devaient vendre à la coopérative gouvernementale, les possibilités de crédit étant liées aux arrangements de commercialisation proposés par celle-ci. En dépit de la nature commerciale de l'agriculture régionale, la technologie employée était élémentaire : seulement 3 % des agriculteurs utilisaient un type quelconque de machine pour défricher les terres, et près de 70 % d'entre eux n'appliquaient aucun engrais ni pesticide. La récolte se faisait entièrement à la main et les rendements dépendaient largement de la

nature du sol et des conditions climatiques. En l'absence de systèmes de commercialisation améliorés, de facilités de crédit et des prix garantis, les incitations à l'investissement dans l'exploitation agricole étaient très réduites et les fonds accumulés étaient surtout consacrés au financement d'activités non agricoles et principalement commerciales.

La diversification économique comportait aussi l'accomplissement de divers travaux par les membres des ménages dans les régions les plus pauvres. Un chef de famille sur trois dans l'Altiplano, et un sur quatre dans la région de Bajo Piura, cumulaient deux ou plusieurs emplois différents. Dans l'Altiplano, les activités professionnelles secondaires étaient elles aussi exercées en fonction de l'économie domestique, pouvant s'agir aussi bien d'élevage que de tissage, de poterie, de pêche ou de travail saisonnier. Dans la région de Bajo Piura, les emplois secondaires étaient liés au commerce et à l'offre d'emplois temporaires dans les villes et les villages proches (construction, menuiserie, usines de conditionnement du poisson, etc.). Dans cette région, il était typique pour les économiquement faibles d'occuper plusieurs emplois : en effet, plus de 42 % des chefs de ménage des couches inférieures avaient plus d'une activité professionnelle, tandis que 21 % seulement de ceux des couches supérieures avaient un emploi secondaire (tableau 3). Cependant, dans l'Altiplano, 50 % des chefs de ménage des couches supérieures exerçaient plus d'un emploi, comparativement à 56 % dans les couches inférieures et à 42 % dans la classe moyenne. Ce phénomène était bien sûr subordonné aux possibilités d'emploi dans chacune des régions : dans l'Altiplano, les emplois non agricoles se font rares, d'où la diversification des activités des familles plus aisées dans l'élevage et le commerce. Les familles pauvres émigraient selon les saisons ou s'adonnaient à des travaux traditionnels d'artisanat. Dans la région de Bajo Piura, les ménages relativement riches se spécialisaient dans les cultures commerciales tandis que les plus pauvres, ne disposant ni des capitaux ni des terres qui leur auraient permis de se spécialiser dans la production du coton, devaient s'en tenir à des cultures vivrières ou alors émigrer selon la saison, ou bien aller s'établir en permanence ailleurs. Ce sont les paysans de la catégorie moyenne, vivant dans l'Altiplano, qui se sont le moins diversifiés, se livrant à des activités traditionnelles telles que le tissage et la poterie.

L'accent ayant été mis sur les cultures commerciales, c'est la spécialisation professionnelle qui a été la principale stratégie des ménages des régions plus développées. Dans les régions de Cañete et de Tambopata, environ 95 % des chefs de ménage travaillaient en permanence sur l'exploitation familiale. Seul un chef de ménage sur quatre à Cañete, et un sur cinq à Tambopata, avaient des emplois secondaires. Ce phénomène était clairement lié, dans les deux régions, à la situation financière des intéressés, les ménages les plus pauvres devant diversifier leurs activités en recourant aux secteurs non agricoles pour augmenter leurs faibles revenus agricoles.

Notre analyse a porté également sur les activités des membres des ménages autres que les chefs, notamment l'épouse et les enfants plus âgés. Plus de 56 % des épouses dans la région de Bajo Piura, contre 85 % dans l'Altiplano, exerçaient une activité économique liée à l'agriculture

et à d'autres tâches domestiques. Dans la vallée, 55 % des membres des ménages travaillaient sur l'exploitation agricole comme main-d'oeuvre familiale non rémunérée. Dans l'Altiplano, seulement 25 % des personnes à charge travaillaient comme main-d'oeuvre familiale non rémunérée, plus de 54 % d'entre elles occupaient des emplois comme gardiens de troupeaux ou artisans, ou bien possédaient leur propre lopin de terre. Cela laisse entendre que l'emploi sur l'exploitation familiale l'emporte parmi les familles des couches supérieures dans les régions les plus développées (comme nous le confirmerons plus tard dans les cas de Cañete et de Tambopata), où la diversification économique assurée par les chefs de ménage dépend, entre autres choses, de l'aide apportée par les membres de la famille. Parmi les familles les plus démunies vivant dans les régions les plus pauvres, la diversification économique et l'exercice d'activités indépendantes caractérisaient tous les membres actifs de la famille.

Comme dans le cas des régions les moins développées, les relations sociales de production gravitaient autour de la famille : plus de 89 % des chefs de ménage à Cañete et 80 % de ceux de Tambopata faisaient appel à une main-d'oeuvre familiale non rémunérée pour mener à bien leurs activités génératrices de revenus. Environ 95 % de ces travailleurs étaient membres de la famille nucléaire. À Tambopata, environ 12 % des travailleurs familiaux non rémunérés, par exemple gendres, nièces, cousins et frères, appartenaient à la famille élargie. L'on peut en conclure que les considérations de parenté sont une constante dans la vie rurale au Pérou et qu'elles déterminent la stratégie visant à réduire le coût monétaire du travail sur l'exploitation familiale.

La principale différence démarquant ces régions des zones rurales où l'économie est stagnante était le recours plus important à des travailleurs salariés. C'était à tout le moins le cas à Cañete. En effet, près de 68 % des petits exploitants de cette vallée embauchaient des travailleurs supplémentaires, dont les deux tiers de façon temporaire. D'autre part, 33 % des fermiers employaient des salariés stables (deux en moyenne), alors que ce phénomène est presque absent dans les autres régions étudiées. Cela témoigne d'une plus grande accumulation de capitaux des agriculteurs de Cañete et de leur nature plus «capitaliste». Par ailleurs, on a relevé un lien entre l'embauche de salariés permanents et les superficies cultivées : en effet, sur 10 % seulement des fermes de moins de 2 ha, on employait des travailleurs permanents, tandis qu'on en retrouvait dans 71 % des exploitations d'une superficie supérieure à 6 ha. Les travailleurs salariés agissent donc comme substituts de la main-d'oeuvre familiale lorsque les terres sont trop étendues pour être cultivées par les travailleurs familiaux seuls ou bien lorsque les membres à charge de la famille sont partis pour faire des études ou chercher de meilleurs emplois. Ce phénomène révèle en même temps l'existence à Cañete d'un marché du travail rural qui, bien que toujours saisonnier, se stabilise de plus en plus avec la capitalisation des exploitations de petite échelle et la polyculture. Cañete semble caractériser le «cheminement des fermiers vers le développement» et le changement rural dans les vallées côtières centrales du Pérou.

À Tambopata, l'on trouvait des travailleurs salariés dans 51 % des fermes, dont 93 % n'en embauchaient que pendant la saison des récoltes.

Il n'y avait presque pas de salariés permanents, les plantations de café n'exigeant que très peu de soins entre les récoltes, et le travail d'émondage et de désherbage étant effectué par les membres de la famille. Par conséquent, dans cette vallée, les travailleurs salariés viennent s'ajouter à la main-d'oeuvre familiale et non pas la remplacer. Comme dans la région de Cañete, dans les plus grandes fermes (de plus de 6 ha) on embauchait des travailleurs permanents, mais dans une bien plus faible proportion ; moins d'une famille sur quatre à Tambopata en embauchait. Ainsi, à Tambopata, l'économie interne l'emporte toujours en dépit de la prédominance des cultures commerciales et de l'accumulation importante des capitaux.

La diversification économique constitue donc une stratégie courante dans les régions où l'économie est déprimée, mais elle varie selon la couche sociale et la région. À Bajo Piura, il s'agit surtout d'une diversification dans les cultures vivrières et dans les emplois agricoles temporaires non spécialisés. Dans l'Altiplano, elle repose sur l'émigration saisonnière vers des marchés du travail ruraux et non spécialisés, d'autres activités du ménage et l'expulsion des personnes à charge vers les villes ou en vue de leur installation à leur propre compte, pour les familles les plus pauvres. Les relations sociales de production comportent aussi diverses stratégies familiales. Le principal atout (ou désavantage) du ménage est sa propre main-d'oeuvre. Comme cela a été abondamment rapporté, les frais de main-d'oeuvre pour les familles paysannes sont fixes dans le court terme et ils équivalent à la consommation moyenne et non pas aux salaires courants ; ils sont donc indépendants de la productivité (Millar 1970 ; Bengoa 1979 ; Aramburú 1982). Cela signifie que le ménage peut minimiser ses frais de main-d'oeuvre en maximisant son utilisation de la main-d'oeuvre familiale non rémunérée, surtout si les possibilités d'obtenir des emplois rémunérés à l'extérieur de l'exploitation familiale sont limitées.

Notre enquête a montré que les ménages ruraux recourent très largement à la main-d'oeuvre familiale non rémunérée : en effet, environ 90 % d'entre eux comptent sur les travailleurs familiaux comme leur principale source de main-d'oeuvre, quel que soit le niveau de développement régional. La seule exception a été relevée dans l'Altiplano de Puno, où environ 44 % des ménages ne faisaient pas appel à la main-d'oeuvre familiale (tableau 2). La raison en était, semble-t-il, que la plupart des personnes à charge en âge de travailler avaient émigré ou avaient trouvé un travail indépendant. D'autre part, la petite taille des lopins et la faible productivité de ces terres exigent moins de main-d'oeuvre par unité que les autres. Les travailleurs non rémunérés sont recrutés surtout parmi les membres de la famille nucléaire : 97 % d'entre eux étaient soit l'épouse soit les enfants à Bajo Piura, et 89 % faisaient partie de la famille nucléaire dans l'Altiplano, où les 11 % restants étaient des parents qui ne faisaient pas partie des ménages.

Le recours à des travailleurs salariés est courant à Bajo Piura, où cette pratique concerne plus de 53 % des fermes, tandis que dans l'Altiplano, seulement 20 % des fermes comptaient des travailleurs rémunérés. La plupart de ces travailleurs sont saisonniers : plus de 87 % des exploitants de Bajo Piura et 80 % de ceux de l'Altiplano en embauchent, mais à titre temporaire. Cela fait ressortir que les travailleurs

saisonniers viennent compléter l'unité familiale pendant les périodes où celle-ci ne suffit pas aux besoins de l'exploitation. Évidemment, le besoin en main-d'oeuvre supplémentaire est lié non seulement à la taille du ménage et de sa composition par âge et par sexe (une fonction du cycle de vie de la famille), mais également aux besoins au temps des récoltes, aux superficies cultivées et au fonds de roulement. Dans la région de Bajo Piura, donc, il existe un lien très direct entre l'étendue des terres cultivées et le recours à la main-d'oeuvre rémunérée : 92 % des fermes de plus de 2,5 ha comptent des travailleurs saisonniers, surtout lors de la récolte du coton, tandis que seulement 23 % des exploitants de fermes d'une superficie inférieure à 0,5 ha en embauchent (tableau 3). Dans l'Altiplano, le lien est plus ténu : dans 19 % des fermes d'une superficie inférieure à 1 ha, on trouve des travailleurs saisonniers, tandis que dans 32 % de celles de plus de 4 ha, on trouve aussi des ouvriers temporaires, ce qui laisse entendre que les travailleurs saisonniers remplacent la main-d'oeuvre familiale dans toute région caractérisée par des taux élevés d'émigration des membres à charge des familles.

Un autre aspect des stratégies économiques des ménages ruraux pauvres, celui-ci plus théorique, est la notion de l'«auto-exploitation», mise de l'avant pour la première fois par Chayanov (1974) relativement à la paysannerie russe. Des savants latino-américains ont réinterprété ce concept en essayant de le lier à la notion marxienne de la plus-value dans les situations où prédomine la subordination de la main-d'oeuvre au capital (Bartra 1975 ; Bengoa 1979). Ces savants prétendent que la production paysanne acheminée au marché comporte le transfert d'une main-d'oeuvre non rémunérée de quantité variable mais importante parce que les exploitations paysannnes sont confrontées à une faible productivité de la main-d'oeuvre et à des prix qui ne couvrent pas ce qu'elle coûte. En d'autres termes, la main-d'oeuvre paysanne (y compris celle des membres de la famille) devrait-elle être évaluée aux prix du marché, et le bénéfice déduit du prix de vente total ? Dans ce cas, l'unité paysanne aurait à envisager un déficit ou un très faible taux de rendement.

Nous avons, pour mettre à l'épreuve cette théorie complexe, effectué un certain nombre de calculs très simples à partir des données recueillies dans le cadre de l'enquête. Tout d'abord, nous avons comparé le revenu véritable de la famille avec le revenu qu'elle aurait eu si l'ensemble de ses membres actifs avaient touché le salaire moyen payé dans la région (en utilisant les données obtenues sur le salaire rural régional moyen). Nos calculs ont fait ressortir qu'en moyenne le revenu familial réel est supérieur au revenu gagné par le travail salarié. Cependant, 38 % des familles de Bajo Piura et 27 % de celles de l'Altiplano avaient des revenus inférieurs à ceux qu'ils auraient obtenus si l'ensemble des membres actifs *à l'exclusion* des travailleurs familiaux non payés, avaient occupé des emplois à temps plein et touché le salaire rural régional minimum. Chose étonnante, ces proportions n'étaient que légèrement plus faibles dans les vallées plus développées (environ 24 % à Cañete et environ 26 % à Tambopata). Cela laisse entendre qu'entre 25 et 33 % des ménages ruraux «auto-exploitent» leur main-d'oeuvre, parce qu'il n'existe aucune autre possibilité d'emploi plus productive. Cela révèle en outre que la pauvreté absolue caractérise une partie importante

des familles paysannes, quel que soit le niveau de développement régional.

Dans le cadre du deuxième calcul, il s'agissait d'évaluer le revenu familial total en multipliant le nombre total de membres travaillant au sein des ménages, *en incluant* les travailleurs familiaux non rémunérés, par le salaire régional rural moyen, puis de comparer ce chiffre avec le revenu en espèces réel de la famille. Nous avons constaté, ce qui n'était guère étonnant, que plus de 53 % des ménages de Bajo Piura et 56 % de ceux de l'Altiplano avaient des revenus réels plus faibles que ceux des deux autres régions. Ainsi, il semblerait que le degré d'«auto-exploitation» augmente proportionnellement au nombre de personnes à charge (principalement l'épouse et les enfants) qui travaillent comme ouvriers non rémunérés au sein de l'unité familiale. Bien que ces données ne soient pas concluantes, elles viennent néanmoins appuyer la théorie de l'«auto-exploitation» paysanne.

Une autre stratégie économique des ménages ruraux est l'investissement dans différentes formules d'exploitation. L'investissement dans l'exploitation agricole peut se mesurer indirectement par l'utilisation des équipements achetés. Dans les fermes d'une superficie inférieure à 1 ha de Bajo Piura, l'outil le plus courant pour la préparation de la terre était la charrue tirée par un cheval (50 % des exploitations), et environ 33 % recouraient à l'énergie humaine pour effectuer toutes les tâches agricoles. Seulement 12 % d'entre elles possédaient des moyens mécaniques d'un genre ou d'un autre pour défricher les terres et préparer le sol. Même s'il était possible de louer des charrues et des chevaux à la journée, la plupart des fermiers possédaient les leurs. Quant aux fermes d'une superficie comprise entre 1 et 5 ha, dans environ 61 % d'entre elles, on faisait appel à l'énergie animale (surtout la charrue tirée par un cheval), et dans 13 % seulement, on utilisait exclusivement l'énergie humaine, et les machines l'emportaient sur près de 24 % de l'ensemble des exploitations. La majorité des fermiers utilisaient aussi des engrais (92 %) et des pesticides (90 %). Ainsi, les fermiers dans ces régions favorisaient une technologie intermédiaire exigeant une forte main-d'oeuvre, et susceptible d'augmenter les rendements par zones unitaires sans pour autant déplacer la main-d'oeuvre humaine. Malheureusement, les données obtenues ne nous permettent pas de calculer la valeur monétaire de ces moyens de production.

Dans l'Altiplano, l'innovation technologique était moins évidente. Sur 57 % des exploitations d'une superficie inférieure à 1 ha, seule l'énergie humaine était utilisée pour exécuter les tâches agricoles, tandis que sur plus de 60 % des fermes de 1 à 5 ha, on utilisait l'énergie animale pour la préparation du sol. Sur 6 % seulement des fermes de moins de 5 ha, on utilisait une quelconque machine agricole. Les principaux moyens de production étaient les engrais, qui étaient utilisés dans plus de 89 % des fermes, principalement pour la culture de la pomme de terre. Ces engrais, surtout de la bouse naturelle provenant de leur propre bétail ou obtenue dans le cadre d'ententes de troc avec des éleveurs de bovins, constituent également une technique de maximisation de la main-d'oeuvre et des terres. Dans la région étudiée, le gros des revenus monétaires était investi dans la scolarité des enfants et les produits de consommation, le rendement des investissements agricoles y étant très faible.

LES STRATÉGIES SOCIO-CULTURELLES ET LEURS CONSÉQUENCES

Les stratégies sociales s'appuyaient sur la manipulation de relations sociales et d'organisations extra-familiales en vue de réaliser au mieux des objectifs individuels ou collectifs. Ces stratégies intervenaient à plusieurs niveaux : la famille, le réseau de parents, la communauté, et le monde extérieur.

La structure familiale résultait souvent de stratégies bien précises. La nucléarisation et la fission familiale étaient les tendances dominantes dans l'Altiplano, surtout chez les familles les plus pauvres. Les principaux mécanismes débouchant sur la nucléarisation étaient l'émigration des personnes à charge et un schéma d'installation résidentielle néolocal après le mariage. La rareté des terres, la faible productivité et l'absence de possibilités d'emploi dans la région étaient les principaux facteurs qui sous-tendaient cette stratégie sociale dans l'Altiplano de Puno.

Par contre, dans la région de Bajo Piura, l'élargissement de la famille semblait être une stratégie visant à réduire les coûts du logement et à mettre en commun les ressources devant servir à la consommation. La famille élargie (plus de 58 % de l'ensemble des familles) comprenait surtout les parents âgés, leurs enfants mariés et leur progéniture. La pratique culturelle la plus fréquente semblait être la résidence «patrilocale» après le mariage. Des études de cas ont montré que le fait de garder au moins un fils marié au sein du ménage était un moyen d'empêcher une fragmentation plus poussée des terres et d'assurer une certaine sécurité en prévision du vieillissement ou de l'infirmité des parents. Plus une famille est grande, plus elle a de chances de conserver ses terres et plus elle sera en mesure de saisir les possibilités d'emploi saisonnier pendant la récolte du coton dans les grandes coopératives. Le coton est cueilli à la main et le paiement est versé selon les volumes récoltés, si bien que tous les membres de la famille en état de travailler y participent généralement, augmentant ainsi les revenus totaux de la famille. De telles possibilités d'emploi saisonnier n'existaient pas dans l'Altiplano, parce que la plupart des terres appartenant aux grands domaines servaient de pâturages pour l'élevage extensif des moutons.

Le changement social dans les deux vallées les plus développées pourrait se résumer à la transformation des paysans en agriculteurs. Ce processus était évident à Cañete et plus complexe à Tambopata, la principale différence résidant dans l'absence de relations salariales stables dans les zones de colonisation. À cette étape-ci, il est difficile de prédire si les colons de Tambopata suivront le même schéma que ceux de Cañete. Les données que nous avons recueillies démontrent que la migration de personnes à charge à des fins de scolarité, ainsi que la canalisation des capitaux à l'extérieur de l'agriculture régionale, peuvent arrêter le développement capitaliste et l'ascension de l'agriculteur capitaliste. La stagnation de l'exploitation agricole commerciale dans les zones de colonisation tropicales, causée en raison d'une mauvaise gestion des terres, d'une productivité en déclin et de la fluctuation des prix, a été documentée ailleurs. Stearman (1978) a baptisé ce processus du nom de «crise *barbecho*», en faisant allusion aux colons des Andes en Bolivie. Le travail de recherche de Geertz (1963) sur

l'involution agricole en Indonésie est une étude classique qui pourrait s'appliquer à Tambopata, mais seul le temps nous le dira.

À Cañete, où plus de 51 % des ménages sont des familles élargies, les stratégies sociales semblent être liées à la composition de la famille. La plupart de ces ménages comportaient une famille nucléaire subordonnée, en général un fils avec sa femme et ses enfants. Ce modèle de famille linéale élargie fournissait plus de main-d'oeuvre domestique, et la dépendance accrue des membres de la famille ne posait pas de problèmes vu la prospérité relative de ces familles dans la région de Cañete. Quant à Tambopata, vu le jeune âge de la plupart des familles de colons, seulement 20 % d'entre elles étaient élargies, avec des structures semblables à celles de Cañete : soit un couple âgé avec des personnes à charge mariées.

Dans les régions pauvres, la migration est une stratégie très importante qui s'accompagne de conséquences sociales d'envergure. À Puno, la migration était une entreprise très structurée qui dépendait des relations de familles et de parenté pour minimiser les risques et les coûts, tant économiques qu'émotifs, du déracinement. Par exemple, 75 % des émigrants permanents originaires de la région de l'Altiplano avaient été renseignés sur leur région d'élection par des amis, des parents ou des voisins qui avaient déjà émigré. Environ 50 % d'entre eux s'intallaient avec d'autres membres de leur ménage ou avec des parents proches. En outre, plus de 66 % des émigrants avaient des parents ou des connaissances dans la localité qu'ils avaient choisie où la plupart d'entre eux reçurent de l'aide de ces derniers, surtout pour se loger et pour se nourrir. Selon une récente enquête menée auprès de migrants à Lima (Aramburú et Ponce 1985), la plupart des migrants à qui on a demandé de décrire leur quête d'un emploi ont mentionné l'aide que leurs parents et connaissances leur avaient apportée.

De nombreux migrants, surtout ceux qui avaient réussi à obtenir un emploi, envoyaient de l'argent et des cadeaux à la maison. Le montant de ces envois n'était pas important, mais servait principalement à conserver des liens avec les parents et la parenté. Cette stratégie est un important mécanisme permettant aux migrants de retourner chez eux où ils peuvent encore avoir accès à des terres et à des logements s'ils ne parviennent pas à se trouver du travail en ville (Altamirano 1984).

La conséquence de la dépendance accrue à l'égard des sources extérieures de revenus est un processus complexe de semi-prolétarisation qui touche la quasi-totalité des ménages de l'Altiplano et ceux des couches moyennes et inférieures de Bajo Piura. Les produits de la terre ne suffisent pas pour survivre, il faut donc trouver des emplois temporaires ailleurs. Les paysans peuvent travailler pendant la saison de la récolte sur leur propre lopin et comme ouvriers rémunérés plus tard dans l'année, soit sur une exploitation de café de Tambopata, soit sur une grande rizière le long de la côte. Ainsi, ils ne sont ni de véritables prolétaires ni des paysans traditionnels : on les décrit au mieux de semi-prolétaires (ou semi-paysans, selon l'aspect sur lequel on veut mettre l'accent). Un marxiste orthodoxe affirmerait sans doute qu'il s'agit là d'une situation transitoire, mais ces schémas de comportement existent dans les régions rurales du Pérou depuis au moins 50 ans et, si l'on en

croit les données compilées ces derniers temps, la récente crise économique ne fait que les renforcer.

En dépit de cette situation ambiguë, l'expression politique des populations rurales pauvres de l'Altiplano ainsi que de la région de Bajo Piura, a été caractérisée historiquement par des révoltes paysannes violentes et localisées. Dans l'Altiplano, les révoltes paysannes ont été nombreuses et sanguinaires depuis 1867 et elles étaient centrées sur les droits fonciers. La distribution inégale des terres a cependant persisté, tout comme les efforts des paysans visant à obtenir un accès direct à la propriété des domaines qui étaient les leurs ancestralement. Depuis 1981, d'importantes activités terroristes, menées surtout dans le sud des Andes, ont réduit les options politiques pour les paysans, car dès qu'ils sont actifs politiquement, ils passent pour être des «terroristes». Pis encore est la pression exercée par les groupes terroristes qui exigent l'appui des paysans et recourent à des mesures extrêmes, dont la torture et la mort, si l'appui qu'ils recherchent leur est refusé. Au cours des quatre dernières années, le groupe terroriste «Shining Path», d'idéologie marxiste-maoïste, a tué de nombreux leaders paysans et détruit leurs biens. Dans ce contexte, pour les paysans, les stratégies politiques non déguisées sont en train de perdre de leur efficacité.

La progression vers l'agriculture commerciale a par ailleurs favorisé la sensibilisation et l'organisation politiques des paysans. Les petits propriétaires terriens de Cañete se défendent depuis longtemps contre l'agrandissement des haciendas. Aujourd'hui, plusieurs organismes travaillent dans la région avec les petits exploitants, leur fournissant des services de crédit et de conseil. En matière de politique, ces agriculteurs sont conservateurs, et à leurs yeux le principal danger qui menace leurs biens réside dans la présence d'une paysannerie sans terre toujours croissante et incapable de se trouver du travail dans les coopératives rurales. Il n'existe à l'heure actuelle dans la vallée aucun organisme politique fort qui regroupe les petits et moyens exploitants.

À Tambopata, les organismes politiques et économiques sont notoirement absents, peut-être à cause de l'éparpillement de la population et de l'hétérogénéité de ses origines. Les ennemis du colon sont la coopérative de service, qui monopolise la commercialisation du café, et l'Agrarian Bank de l'État, qui contrôle le crédit. Les exploitants traitent individuellement avec ces institutions, et ils ne sont pas regroupés à l'intérieur d'une association solide.

Une autre dimension des stratégies des ménages concerne les attentes pour les enfants en matière de scolarité et de possibilités financières. La plupart des ménages donnaient la priorité à la scolarisation des enfants, et surtout des garçons. Tous les revenus disponibles servaient à payer les frais des enfants inscrits dans les meilleurs établissements d'enseignement situés loin de la maison. Les paysans de Bajo Piura envoyaient leurs enfants dans les écoles secondaires de la principale ville, Piura, ou alors, comme second choix, dans celles des villes de la région. Dans l'Altiplano, un grand nombre d'enfants étaient envoyés aussi loin que Juliaca, la principale ville commerciale de la région, et leurs parents devaient payer leur logement et leur nourriture. Les familles les plus aisées inscrivaient leurs enfants

plus âgés dans les universités régionales ou nationales d'Arequipa et de Lima, ce dont elles tiraient beaucoup de fierté. La scolarisation était perçue comme le moyen le plus sûr d'échapper à la pauvreté et d'éviter de retourner à la terre. Ainsi, les espoirs que nourrissaient les habitants de cette région excluaient l'agriculture et le genre de vie des paysans. Cette stratégie a été confirmée par le fait que la plupart des migrants permanents étaient des jeunes gens qui quittaient le foyer de leurs parents dès la fin de leurs études secondaires. Même si c'est surtout pour poursuivre leurs études qu'ils étaient partis, la plupart d'entre eux devaient également travailler pour payer leurs frais en ville.

Dans les régions les plus développées, les attentes en ce qui concerne les enfants sont fortement orientées vers les études techniques spécialisées dans le domaine agricole (Cañete) et la diversification vers les secteurs du commerce et des transports (Tambopata). D'ailleurs, un grand nombre d'agriculteurs de Cañete travaillaient avec leurs enfants qui avaient obtenu un certain type de formation technique agricole ; cette association était une source constante d'innovation et de modernisation des activités de production de la ferme.

Nous avons demandé aux paysans s'ils pensaient pouvoir améliorer leur productivité agricole. Les réponses ont été très variées, mais chez les agriculteurs les moins instruits, il était fréquent de jeter le «blâme sur la nature». En effet, les tenants de ce point de vue imputaient les piètres rendements agricoles aux pluies trop faibles ou trop abondantes, selon le cas, à la pauvreté des sols et aux changements climatiques. Évidemment, le fermier ne pouvait pas grand-chose contre ces phénomènes naturels, et il ne lui restait plus qu'à prier et à espérer. Les paysans de Cañete et de Tambopata étaient quant à eux plus portés à blâmer le gouvernement pour leurs problèmes économiques et autres.

À l'issue de l'enquête sur le terrain en 1979, l'ironie du sort a voulu que Puno et Bajo Piura soient victimes de graves catastrophes naturelles. Depuis 1981, l'Altiplano a connu la pire sécheresse depuis des décennies, sécheresse qui a duré jusqu'à l'été 84 où des pluies diluviennes, une conséquence du phénonème de l'El Niño, ont causé de graves ravages et d'importantes inondations. À Bajo Piura, les pluies torrentielles tombées pendant les premiers mois de l'année 83 ont causé les pires inondations connues en un siècle, détruisant une partie importante des récoltes et des habitations.

Conséquences des politiques

L'on peut tirer de la présente étude certaines propositions de politiques de développement rural. La principale conclusion, très évidente, est que l'hétérogénéité des schémas de développement régional exige des politiques régionales spécifiques pour le développement rural, car aucune approche ne saurait à elle seule être valable dans tous les cas. Le processus décisionnel devrait quant à lui être souple et décentralisé et il y aurait lieu d'utiliser les ressources humaines locales pour concevoir

et élaborer des programmes particuliers en vue du développement rural dans chaque région.

Plus précisément, dans des régions comme Cañete et la majeure partie de la côte centrale, il conviendrait d'améliorer les services de diffusion, les possibilités de crédit et la diffusion latérale des innovations. Les meilleures formules permettant d'opérer ces améliorations seraient la création de comités de production regroupant les agriculteurs intéressés au mélange de récoltes semblables, et l'augmentation des services institutionnels leur permettant d'échanger leurs expériences. Il y aurait également lieu de mettre l'accent sur l'essai et la diffusion de technologies qui utiliseraient une importante main-d'oeuvre et permettraient de conserver les terres, afin d'être en mesure de répondre à la demande accrue de produits alimentaires des marchés urbains avoisinants.

Quant au morcellement des terres des coopératives rurales, même si l'on voit là une solution immédiate aux pressions démographiques et politiques, celui-ci fragmente sévèrement les exploitations. Les bureaux de cadastre devraient réglementer cela et encourager la consolidation des terres. L'on pourrait par ailleurs subventionner la production alimentaire en offrant aux agriculteurs des moyens de production moins coûteux, au lieu d'augmenter les prix par le truchement de mécanismes de commercialisation imparfaits. D'autre part, pour promouvoir l'investissement dans l'amélioration des terres, il faudrait offrir des garanties d'occupation pour les fermes de petite et de moyenne taille (d'une superficie supérieure à 1 ha et inférieure à 15 ha).

Enfin, il serait bon d'encourager les travailleurs saisonniers à gérer de façon plus rationnelle l'offre et la demande de main-d'oeuvre et à leur garantir une certaine participation à des avantages sociaux et indirects. Quant aux régimes fiscaux, ceux-ci devraient être conçus en fonction d'un taux fixe pour chaque région et non pas d'une proportion du revenu global, ce qui conduirait à réduire les profits au fur et à mesure qu'augmenterait la productivité des terres.

Dans les zones de colonisation de Puno, ainsi que dans un grand nombre de régions de colonisation tropicales d'Amérique du Sud, il faudrait se préoccuper principalement de la gestion et de la conservation de l'eau et des terres. Le déboisement des flancs abrupts entraîne une dégradation croissante des sols par l'érosion, le lessivage et le tassement. La pression démographique étant à la hausse dans les Andes, toutes proches, de nouveaux colons arrivent dans la vallée pour s'établir sur des terres très en pente qui ne se prêtent pas à l'agriculture. À long terme, cela pourrait compromettre le potentiel agricole de l'ensemble de la vallée. S'imposent donc des programmes de contrôle et de planification des nouveaux établissements, de promotion du reboisement et d'application de technologies simples pour assurer la conservation des terres et de l'eau, notamment le terrassement et le creusage de rigoles.

Un autre problème est celui de la productivité des terres. Parce que la plupart des cultivateurs de café utilisent peu de techniques modernes, une meilleure gestion des cultures, la lutte contre les insectes et l'amélioration des variétés augmenteraient sensiblement les

rendements par unité. L'adoption de ces mesures exige néanmoins des incitations à l'investissement dans la ferme, par exemple de meilleurs prix, des possibilités de crédit moins coûteuses et un système de commercialisation plus concurrentiel. D'autre part, une augmentation de la productivité freinerait l'avancement de la zone cultivée, limiterait le nombre de terres abandonnées et créerait plus d'emplois par zone cultivée. Au fur et à mesure que la population croîtra et se stabilisera, la demande de produits alimentaires, qui sont aujourd'hui importés en grande partie dans la région, augmentera. Il faudrait donc envisager également la production de cultures vivrières destinées à la consommation locale. Enfin, il faudrait favoriser l'émission de titres de propriété, car l'incertitude concernant l'occupation des terres a tendance à décourager les intéressés à faire des investissements permanents dans l'exploitation agricole.

Il est beaucoup plus difficile de définir et d'appliquer des politiques de rechange pour les régions pauvres car cela exige d'importantes décisions politiques prises au plus haut palier de gouvernement. Dans la région de Bajo Piura, il sera difficile d'empêcher un morcellement des terres encore plus poussé, à cause des pressions démographiques et de l'absence de possibilités d'emploi de rechange dans la région. Une solution à court terme serait de diversifier les sources de crédit pour inclure l'artisanat et la transformation des produits récoltés. La vallée étant très plate et l'évaporation de l'eau y étant très élevée, environ 33 % des terres arables souffrent d'un taux de salinité trop élevé. Il importe donc au plus au point de mieux gérer les eaux et d'améliorer le système de drainage des petites fermes. Il conviendrait d'autre part de promouvoir, par l'intermédiaire de meilleurs services de diffusion, le recours à des technologies qui exigent plus de terres et de main-d'oeuvre comme, par exemple, les cultures en association. Il faudrait également favoriser la création d'organisations paysannes qui pourraient s'occuper d'activités productives dans le domaine de la commercialisation et de la fourniture d'équipements. Enfin, des programmes de limitation des naissances, liés à des programmes sanitaires de base, s'imposent dans cette région.

Ce sont les petits exploitants de l'Altiplano qui posent le plus grand défi en matière de projets de développement. La pénurie de terres n'est pas un problème absolu, l'absence d'irrigation et d'engrais artificiels est telle qu'environ 50 % des terres utilisables sont en jachère pendant de longues périodes. Il faudra donc concevoir des programmes intermédiaires axés sur l'amélioration des connaissances et des techniques traditionnelles utilisées par les peuples des Andes. Il conviendrait également de mettre à l'essai dans la région des variétés résistantes au froid et à la sécheresse, pour ensuite distribuer aux communautés paysannes des semences des espèces intéressantes. D'autre part, les grandes coopératives d'élevage contrôlent environ 68 % des terres arables, dont elles font un usage extensif ; donc, une redistribution des terres s'impose. D'autre part, ici encore, il faudrait promouvoir grâce à des possibilités de crédit et de formation, la diversification des activités productives, pour y inclure le tissage, le tourisme, la poterie, la pêche et l'élevage de petits animaux (surtout les cochons d'Inde, dont la viande est un aliment essentiel et une importante source de protéines dans le régime alimentaire des habitants des Andes).

La gestion des terres et de l'eau revêt également une importance capitale dans l'Altiplano. La plupart des terres agricoles n'étant arrosées que par les pluies, la conservation de l'eau y est essentielle. Les précipitations annuelles moyennes de 800 mm ne suffisent guère ; c'est pourquoi il conviendrait de promouvoir l'irrigation grâce à la construction de réservoirs et au lancement de petits projets d'irrigation. Dans les hautes terres, où la topographie est irrégulière, le sol est dénudé par l'érosion et le surpâturage, causant de graves problèmes. Les pâturages pauvres et la culture intensive sur les versants ont transformé les régions accidentées en terres incultes, qui ne pourront être récupérées que par le reboisement, la gestion des troupeaux et des pâturages et la conservation des sols. Au cours du siècle dernier, on a très largement mis l'accent sur l'élevage des ovins et des bovins, ce qui a chassé les troupeaux indigènes d'Amérique du Sud (alpagas et lamas) vers les pâturages plus pauvres et les unités de production moins capitalisées. Le marché international des fibres naturelles offre un énorme potentiel pour les vêtements faits d'alpaga et de fibres mixtes, à condition d'améliorer la productivité et de régler les problèmes d'élevage. Il faudra entreprendre plus de travaux de recherche technique et assurer de meilleurs services de diffusion pour permettre aux gardiens de troupeaux des Andes d'améliorer la gestion et la qualité génétique de leurs bêtes. Enfin, la planification du développement rural de cette région devrait comprendre des programmes de soins de santé pour les enfants et pour les mères, de planning familial, de conseils en nutrition, d'hygiène et de formation technique.

Le plus important serait peut-être d'apprécier la présence et l'importance politiques des petits exploitants, surtout dans les Andes. À long terme, il s'agit là d'un travail qu'eux seuls pourront réaliser par l'intermédiaire de leurs organisations politiques.

Annexe 1. Modèle de stratégies des ménages dans les zones rurales stagnantes.[a]

Facteurs externes	Stratégies des ménages	Facteurs internes
Limites écologiques à l'augmentation de la productivité agricole : température, climat, altitude (A), faible pluviosité, mauvais approvisionnement en eau, mauvais drainage (BP)	*Démographiques*	Petites (A) ou grandes familles (BP)
Sols pauvres	Mariages tardifs, avortement (A)	Taux de fécondité élevé (BP) ou faible taux de fécondité et mortalité infantile élevée (A)
Zones pionnières stagnantes	Expulsion permanente des personnes à charge pour des raisons économiques	Faible rapport de masculinité
Concentration des terres	Migration saisonnière des adultes du sexe masculin qui partent à la recherche de travail temporaire : longue distance (A), courte distance (BP)	Âge nuptial avancé (A) ou jeune (BP)
Innovations exigeant d'importants capitaux (BP) ; utilisation extensive des pâturages (A)	*Économiques*	Familles plus âgées
Expansion capitaliste axée sur le marché mais non dominée par lui	Diversification des récoltes et des activités agricoles : cultures commerciales et vivrières (BP), consommation (A)	Mobilité permanente et saisonnière élevée
Relations sociales de production axées sur le système *huaccha* (A) ou sur des travailleurs saisonniers (BP)	Diversification des emplois : travail salarié (BP), travail autonome (A)	Minifundio
Peu de possibilités d'emploi dans les secteurs agricole ou industriel	Recours à des ouvriers saisonniers pour compléter la main-d'oeuvre familiale non rémunérée (BP)	Fragmentation (A)
Accroissement naturel rapide de la population, faible taux de croissance dû à l'émigration	Augmentation de l'«auto-exploitation» pour composer avec les conditions défavorables (A)	Peu d'innovations technologiques : faible rendement, faible productivité de la main-d'oeuvre
Balance commerciale négative ; politique des prix néfaste	*Sociales-culturelles*	Production à double objet : pour la consommation et pour la vente
	Fission de la famille (A) ou famille élargie pour composer avec des coûts de consommation à la hausse (logement) (BP)	Faible accumulation de capitaux, peu ou pas d'immobilisations dans l'agriculture
	Dépendance accrue sur des sources de revenu externes : locales (BP), extra-régionales (A)	Faible degré d'instruction (BP)
	Semi-prolétarisation et invasion des terres et violence	Structure familiale nucléaire (A) ou en régime de *refugio* élargi (BP)
	Philosophie qui veut que l'on rejette le blâme sur la nature	Bas niveau de vie
	Perspectives futures pour les enfants à l'extérieur de l'agriculture et de l'entreprise familiale	Peu de différenciations sociales

[a]Altiplano Puno (A) et Bajo Piura (BP).

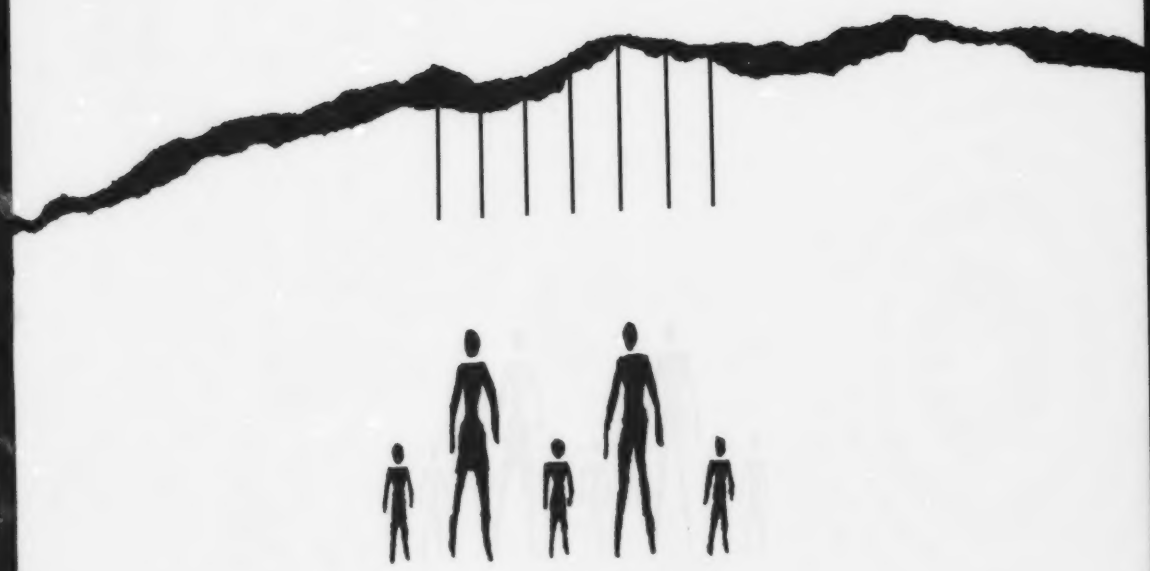
Annexe 2. Modèle de stratégies des ménages dans les zones rurales en développement.[a]

Facteurs externes	Stratégies des ménages	Facteurs internes
Écologie favorable : climat stable (C) ; précipitations plus abondantes et climat favorable (T)	*Démographiques*	Familles plus nombreuses
Bonnes terres (C) ; bonne fertilité initiale du sol (T)	Limitation des naissances (C)[b]	Taux de fertilité moyen (T) à faible (C)
Avancement de la limite des régions mises en valeur : projets d'irrigation (C) et colonisation (T)	Migration temporaire (C) ou permanente (T) des personnes à charge pour poursuivre leurs études	Faille taux de mortalité (C)
Plus faible concentration des terres : coopératives de taille moyenne (C) et pas de haciendas (T)	Peu ou pas de migration saisonnière des chefs de ménage	Rapport de masculinité élevé
Innovations exigeant une importante main-d'oeuvre (C) ; cultures commerciales plus rentables, café (T)	*Économiques*	Familles plus jeunes (T) ou plus âgées (C)
Expansion capitaliste dominée par le marché	Spécialisation des cultures (T), doubles récoltes (C)	Faible mobilité permanente et saisonnière
Relations sociales de production axées sur une utilisation intensive de main-d'oeuvre familiale et sur le recours à des travailleurs salariés saisonniers et permanents (C) et à des travailleurs rémunérés saisonniers (T)	Innovations techniques accrues en vue d'une meilleure productivité (C)	Exploitations de taille moyenne
Multiplication des possibilités d'emploi dans le secteur agricole	Recours à des travailleurs salariés pour compléter la main-d'oeuvre familiale (T) ; ouvriers permanents pour remplacer la main-d'oeuvre familiale (C)	Propriété nucléée
Accroissement rapide de la population grâce à l'immigration	Agriculture comme principale source de revenu, profits réinvestis dans l'exploitation (C) ou dans des activités connexes (T)	Innovations technologiques (intrants et nouvelles cultures)
	Sociales-culturelles	Prédominance des cultures commerciales
	De paysan à exploitant	Accumulation appréciable de capitaux ; réinvestissement des profits dans l'exploitation (C) ; achat de terres (T)
	Élargissement de la famille pour augmenter la main-d'oeuvre	Niveaux d'instruction plus élevés (C)
	Pressions des institutions pour de meilleurs prix	Familles linéales élargies (C)
	Philosophie qui veut qu'on jette le blâme sur le gouvernement	Niveau de vie élevé
	Perspectives futures pour les enfants sur l'exploitation (C) et dans le commerce (T)	Différenciations sociales importantes

[a]Cañete (C) et région tropicale de Puno et Tambopata (T).
[b]Selon des preuves indirectes (et non pas selon des données obtenues dans le cadre de l'enquête).

PARTIE 2

CONCLUSIONS



L'INCIDENCE DU DÉVELOPPEMENT SUR LE COMPORTEMENT DÉMOGRAPHIQUE DES MÉNAGES

Carol Vlassoff

Dans ce dernier chapitre, nous tentons de dégager les plus importantes conclusions communes aux études précédentes. Nous commençons par quelques observations générales concernant les «stratégies de survie», un thème qui imprègne un grand nombre de ces travaux. Nous passons ensuite en revue les enseignements que l'on peut en tirer concernant les effets économiques, démographiques et sociaux du développement sur les familles rurales.

LE COMPORTEMENT DÉMOGRAPHIQUE PERÇU COMME STRATÉGIE DE SURVIE

Toutes les études ont porté, dans une large mesure, sur l'évolution de l'économie et les adaptations démographiques et sociales qu'elle impose. Dans de nombreux rapports, on utilise le terme «stratégie de survie» pour décrire ce processus. Étant donné que cette notion a été sérieusement contestée (Vlassoff 1983), quelques remarques sur la valeur de cette approche dans le contexte de l'analyse démographique semblent pertinentes.

Le thème de la stratégie de survie se rencontre de plus en plus fréquemment dans les articles et ouvrages traitant de la démographie et apparaît dans bon nombre des études présentées dans ce volume. Cette notion fut employée pour la première fois par Duque et Pastrana (1973) dans leur analyse des activités économiques des familles pauvres de Santiago du Chili. Les auteurs y faisaient état d'une «stratégie objective susceptible d'assurer la subsistance économique» dont ceux qui l'employaient n'avaient pas nécessairement conscience.

Concept purement économique à l'origine, les démographes s'en sont saisis pour y inclure la reproduction biologique et subordonner le comportement économique (ou la «reproduction matérielle») aux phénomènes démographiques (Torrado 1981). L'ennui de cette approche, c'est qu'elle implique qu'un taux de fécondité et de migration élevé constitue une stratégie rationnelle et consciente destinée à assurer la survie des

familles pauvres du Tiers-Monde. Par exemple, Arizpe (1981) a décrit la stratégie de survie comme une «migration de relais», un processus selon lequel les familles rurales mexicaines envoient leurs membres, l'un après l'autre, travailler dans les agglomérations urbaines. Les envois d'argent des membres migrateurs aident les familles à vivre et contribuent à la production rurale et au bien-être des dites familles. Elle avance (mais sans expliquer pourquoi) que quatre enfants ou plus sont indispensables pour assurer une «reproduction sociale minimale» de la famille et permettre à celle-ci de recourir à la stratégie de la migration de relais.

À l'inverse, on peut aussi bien arguer que les paysans sont obligés de recourir à la migration pour assurer la survie de leurs familles nombreuses, sans que cela fasse partie d'un plan prédéterminé dans lequel les décisions en matière de fécondité et de migration sont intimement liées. Dans de nombreuses études groupées dans le présent volume, la migration semble être plutôt une adaptation postérieure à des circonstances économiques difficiles (Aramburú, Forni et Benencia, Giraldo, Hackenberg et Ong). La relation que fait Bhattacharyya du travail des enfants dans l'industrie de fabrication de bijoux de fantaisie milite également contre la thèse voulant qu'un taux élevé de fécondité serait une stratégie consciente destinée à maximiser le bien-être familial.

Par ailleurs, les familles rurales pauvres semblent adopter diverses stratégies démographiques, non seulement pour survivre mais pour améliorer dans toute la mesure du possible leur situation économique. Stark (1981) a souligné qu'une telle optimisation de l'aisance matérielle peut constituer une stratégie de réduction des risques ; divers chapitres de ce volume confirment ce point de vue (Aramburú, Forni et Benencia, Hackenberg et Ong). Gomes (1984) a constaté également que les parents kényans considèrent la fécondité comme un moyen d'assurer un mieux-être économique, par l'intermédiaire de l'émigration et des envois d'argent effectués par les enfants instruits.

Ainsi donc, pour résumer, la notion de stratégie de survie est source de confusion en ce sens qu'elle implique que la fécondité et la migration représentent un comportement conscient et planifié destiné à assurer un niveau minimal de subsistance économique. Or, les stratégies décrites dans la plupart des ouvrages sont principalement de caractère économique — des moyens de soulager la pauvreté ou de réduire les risques. De ce fait, ce terme paraît fort approprié si on limite son emploi exclusivement aux applications économiques. Dans les études présentées ici, la notion de stratégie de survie est effectivement employée surtout pour désigner les stratégies économiques, bien que plusieurs auteurs l'utilisent de façon moins restrictive et l'appliquent également au comportement démographique (p. ex., Aramburú et Ong). Même ces derniers, cependant, l'emploient un peu comme une métaphore et, de toute façon, les conclusions principales de ces études ne dépendent pas d'une définition stricte de ce concept.

La diversification économique

Dans l'ensemble, les auteurs des études ont concentré leur attention sur l'impact des forces modernisantes, telles que la nouvelle technologie

et la réforme agraire, sur le développement agricole, les institutions rurales et le comportement démographique et social. Ces analyses apportent un vaste ensemble de données descriptives des collectivités et familles rurales et la manière dont elles s'adaptent aux mutations économiques. Dans certains cas, des politiques progressistes et efficaces ont eu pour effet d'améliorer les conditions de vie de la plupart des familles paysannes ; dans d'autres, la majorité a vu sa situation se détériorer du fait de politiques qui ne profitent qu'à une poignée de riches exploitants.

La conclusion la plus importante que l'on puisse dégager de chacune de toutes ces études est peut-être que les réactions des familles paysannes à la modernisation sont variées, complexes et adaptatives. Aussi, les modèles théoriques seuls ou les grandes généralisations ne parviennent pas à expliquer la complexité de l'adaptation des ruraux aux influences modernistes dans les sociétés contemporaines du Tiers-Monde. Il s'est avéré, en particulier, que l'hypothèse de la polarisation (traitée explicitement par Hackenberg et implicitement par d'autres) ne permet pas de rendre compte des solutions innovatrices avec lesquelles les familles réagissent à l'évolution des conditions de vie et aux perspectives nouvelles qui s'offrent.

Hackenberg montre comment la révolution verte a conduit à la *diversification* de l'emploi et des cultures dans la vallée de Digos-Padada, aux Philippines. La rupture de la relation propriétaire- tenancier causée par la réforme agraire et l'octroi de prêts aux petits agriculteurs a transformé les structures agricoles traditionnelles et ouvert dans les régions rurales de nouvelles perspectives du point de vue du commerce et de l'emploi. En Malaisie également, le développement industriel a entraîné des modifications profondes des modes de subsistance ruraux et diversifié les rôles respectifs des hommes et des femmes de la campagne. À Sreebollobpur, le programme de l'Agence de développement rural du Bangladesh a résulté également en une diversification des cultures et de l'emploi et permis notamment une participation des femmes à la population active rurale plus forte qu'ailleurs au Bangladesh. Aramburú a examiné le processus de l'*hétérogénéité structurelle* à Cañete, au Pérou, qui ressemble à la description que donne Hackenberg de la diversification. Les paysans y furent transformés en agriculteurs grâce au développement agricole, à un système équitable de distribution des terres et à de nouveaux débouchés.

Cependant, la diversification de l'emploi peut également être due à l'absence de développement et à la dégradation de la situation économique. Par exemple, dans l'Altiplano et à Bajo Piura, au Pérou, la diversification a porté aussi bien sur les cultures commerciales que vivrières, mais plus par un effet de la nécessité que de l'innovation économique. Ainsi, Aramburú note, par exemple, que les ménages les plus pauvres devaient vendre parfois leur récolte, uniquement pour la racheter plus tard dans l'année. En Argentine et en Colombie également, la modernisation de l'agriculture a contraint les familles les plus pauvres à se tourner vers d'autres activités, souvent pour prendre un travail salarié ou saisonnier.

Ces études ont également montré que les familles rurales font preuve d'endurance et de détermination remarquables en s'adaptant à

la détérioration des conditions sociales et économiques. Les ouvriers salariés d'Argentine, par exemple, ont réagi à la baisse de la demande de main-d'oeuvre dans l'industrie sucrière en diversifiant leurs activités productives pour englober le travail dans les secteurs du bâtiment et des services, la migration saisonnière vers d'autres provinces, l'agriculture vivrière et l'artisanat. Les ménages pauvres de l'Altiplano et de Bajo Piura, au Pérou, ont procédé à des adaptations similaires, en intégrant la migration temporaire et permanente, des membres de la famille à la culture vivrière traditionnelle. Aux Philippines, les tenanciers, évincés par les propriétaires qui craignaient la réforme agraire, ont tiré parti de solutions de rechange plus profitables, telles que le travail contractuel et diverses formes de location et de salariat. En Colombie, les petits exploitants, bien que souvent plus accrochés à la terre que les grands propriétaires ou métayers, se sont tournés vers d'autres activités non agricoles telles que les services personnels et autres entreprises commerciales pour joindre les deux bouts.

Un aspect que plusieurs de ces études ont mis en évidence (Aramburú, Forni et Benencia, Giraldo et Ong) est qu'une bonne part des familles paysannes fait appel à la main-d'oeuvre familiale non rémunérée pour accroître le revenu du ménage et que ces membres de la famille gagnent souvent moins que les salaires courants. Cela tend à confirmer l'idée mise de l'avant par Chayanov (1974), celle de l'«auto-exploitation» des ménages ruraux pauvres, du moins dans les classes de paysans les plus défavorisées, ainsi qu'on l'a vu dans les chapitres précédents. Cependant, Chayanov, pour établir la réalité de cette auto-exploitation, cherchait à démontrer l'existence d'une économie paysanne que la théorie économique classique ne peut expliquer. Selon lui, aux yeux des paysans, l'objectif du travail familial n'est pas le profit mais plutôt la satisfaction des besoins fondamentaux. Chayanov n'estime pas, ainsi que le font beaucoup d'auteurs latino-américains, que les paysans s'auto-exploitent en raison de leur pauvreté et de l'absence d'options. Aussi peut-on douter, ainsi que Heynig (1982) l'a établi de manière convaincante, que la théorie de Chayanov soit applicable à la situation latino-américaine.

Les données réunies par Aramburú, qui démontrent que l'auto-exploitation économique s'accroît lorsque plus de membres de la famille travaillent sans rémunération, sont également intéressantes et méritent une analyse plus poussée. Peut-on déduire, par exemple, qu'un taux de fécondité plus élevé conduit à une auto-exploitation plus grande ou bien cette pratique n'intervient-elle que dans les régions où sévit le chômage et où les conditions économiques sont défavorables ? Des recherches ultérieures permettront peut-être de mieux répondre à ces questions.

Les réactions démographiques au développement

Plusieurs études de cas portent sur des échantillons trop petits pour que l'on puisse en tirer des conclusions certaines sur la relation entre le développement économique et le déclin de la fécondité. En outre, deux

études (Inde et Pérou) utilisent le nombre d'enfants survivants pour mesurer la fécondité, mais ce n'est pas là un indicateur fiable car il ignore les effets de la mortalité infantile. Cependant, en supposant que ces études chiffrent de façon assez précise les taux de fécondité, nous pouvons conclure que, dans la plupart des cas cités, elles ont démontré que la corrélation généralement observée entre le développement économique et le recul de la fécondité correspond bel et bien à la réalité.

Au Bangladesh, par exemple, la natalité était beaucoup plus faible dans la région étudiée que dans le reste du pays et, chez les familles plus aisées d'Argentine, la fécondité était considérablement inférieure à celle des travailleurs salariés. On a observé des tendances semblables dans la campagne colombienne : les familles qui disposent de revenus plus élevés dans tous les secteurs ont moins d'enfants que les familles plus pauvres. On pouvait également prédire la diminution de fécondité en Malaisie où les jeunes femmes célibataires des Zones franches ne souhaitaient pas avoir plus de quatre enfants, alors que la taille moyenne de la famille achevée, c'est-à-dire celle des femmes plus âgées, est de plus de six enfants. Aux Philippines, l'apparition de conditions sociales et économiques favorables s'est accompagnée de l'adoption de la planification des naissances dans les régions rurales. Au Pérou également, il existe une corrélation inverse entre la natalité et la situation économique dans chacune des quatre régions étudiées, même si dans l'Altiplano pauvre, la fécondité est étonnamment faible en raison de pratiques telles que le mariage tardif et l'avortement.

Toutefois, les diverses études ne font pas apparaître un lien uniforme entre la fécondité et la valeur économique des enfants. En Argentine, chez les paysans salariés, un grand nombre d'enfants et, par conséquent, une main-d'oeuvre familiale nombreuse, contribuait à assurer la survie économique des ménages. Dans la région de l'Altiplano au Pérou, par contre, la pauvreté était si grande et les possibilités d'emploi si limitées que les enfants constituaient plutôt un fardeau qu'un avantage économique ; aussi, la taille des familles y était-elle inférieure à celle des régions plus prospères du pays. Au Bangladesh, les paysans voyaient dans l'instruction de leurs enfants et dans les perspectives d'emploi qu'elle leur ouvrait un moyen d'accéder à une plus grande sécurité et de grimper dans l'échelle sociale : ces objectifs y étaient perçus comme étant incompatibles avec la naissance d'un grand nombre d'enfants. Aux Philippines également, les agriculteurs attachaient une grande importance à l'éducation des enfants, mais depuis la réforme agraire, il n'est plus possible de faire vivre une famille nombreuse avec le revenu des exploitations existantes.

L'étude qui a porté le plus directement sur la relation entre la valeur économique des enfants et la fécondité est celle de Bhattacharyya et Hayes, dans laquelle le travail des enfants était non seulement observé mais mesuré quantitativement. Or, il est apparu dans ce cas que le travail des enfants est une conséquence, et non une cause, de la forte natalité. Le revenu des enfants n'était pas une incitation pour les parents à en avoir davantage puisqu'ils exprimaient de la honte à devoir envoyer leurs enfants travailler alors qu'ils auraient préféré les voir à l'école. On peut ainsi penser que les faibles revenus que les enfants

peuvent rapporter dans les sociétés en cours de modernisation ne sont pas suffisants pour motiver un taux élevé de fécondité. Le travail des enfants, du moins dans les études présentées ici, semble avoir été davantage une réaction à de piètres conditions économiques qu'une stratégie délibérée destinée à maximiser le bien-être de la famille.

Un autre facteur qui continue de jouer un rôle dans la taille des familles est la préférence accordée aux fils. C'est ce qui ressort de l'étude de Forni et Benencia, où le rapport garçon-fille à la naissance était faussé en faveur des fils. À Sreebollobpur également, on privilégiait la naissance d'un fils. Cependant, certains indices montrent que, avec la modernisation, on accorde davantage de valeur aux filles que précédemment même si elles ne sont pas encore sur un pied d'égalité avec les garçons. Aux Philippines, par exemple, les filles retardaient le mariage et restaient à l'école plus longtemps ; simultanément, la participation des femmes à la population active augmentait dans tous les secteurs de l'économie. En Malaisie, les filles apportaient une contribution importante aux budgets des ménages et étaient plus appréciées que les fils, du moins sur le plan économique. Les fils, en effet, décevaient souvent leurs parents en refusant de partager leurs gains avec leur famille une fois qu'ils prenaient un emploi à l'extérieur du village. De telles constatations méritent une plus grande attention car elles pourraient avoir des conséquences importantes dans l'élaboration des politiques.

Ainsi qu'on l'a vu, dans la plupart des régions étudiées, le développement économique s'accompagnait d'une élévation de l'âge au mariage, particulièrement chez les femmes. Le mariage tardif était généralement lié à une fécondité réduite, notamment aux Philippines et au Bangladesh. Tel n'était pas le cas, cependant, chez les travailleurs salariés de la région sèche d'Argentine qui, en dépit de mariage tardif, avaient tout autant d'enfants que leurs homologues de la région irriguée qui se mariaient beaucoup plus jeunes.

Par ailleurs, le recours à la contraception est aussi clairement à la hausse, de façon particulièrement frappante au Bangladesh, dans la campagne colombienne, en Malaisie et aux Philippines. Malheureusement, les études ne nous renseignent guère sur les méthodes choisies ou les modes d'utilisation. Au Bangladesh et aux Philippines, les méthodes contraceptives modernes font l'objet d'une promotion dans le cadre de programmes de planification des naissances et étaient apparemment utilisées efficacement dans les régions étudiées. En Amérique latine, l'information est moins bien diffusée, mais les méthodes traditionnelles semblent jouer un rôle important. Si les études latino-américaines ont apporté quelques preuves de recours à la contraception artificielle, les recherches ont accordé moins d'attention à ce phénomène ; donc les conclusions que l'on peut en tirer restent à vérifier.

Les études établissent que la migration constitue une réaction importante aux différents niveaux de développement économique. La nature et les applications des stratégies de migration semblent varier selon les caractéristiques régionales et les perspectives d'emploi mais reflètent dans l'ensemble un phénomène de répulsion-attraction. Toutes les études montrent une tendance, dans les régions qui connaissent une

conjoncture économique favorable, telles que la campagne philippine et les collectivités plus prospères d'Argentine, de Colombie et du Pérou, à garder le plus possible leur population, ce qui indique que le développement rural et les politiques agraires efficaces peuvent stabiliser de manière positive les collectivités rurales. C'est là une constatation importante pour des régions comme l'Amérique latine où l'exode rural massif constitue un grave problème. Ces études établissent que les perspectives d'emploi dans le secteur agricole font de la campagne une destination plus attrayante qu'on ne le pense généralement. Il est intéressant de noter que les enfants migrants conservent généralement des liens étroits avec leur famille, ce qui faciliterait leur réinsertion dans leur collectivé d'origine si cela devenait nécessaire ou souhaitable ultérieurement. Ces liens sont plus importants du point de vue émotionel qu'économique car leur valeur monétaire, du moins dans le cas du Pérou, est relativement faible.

Les études ont relevé diverses tendances de migration, particulièrement en Argentine, en Colombie, au Pérou et aux Philippines. Au Pérou, par exemple, la migration n'intervient guère dans les régions plus développées. Par contre, on y constate une forte immigration, suscitée par les perspectives d'emploi et la croissance économique générale. Au contraire, les régions où l'économie stagne sont caractérisées par une forte émigration, aussi bien permanente que saisonnière. Dans la partie non irriguée d'Argentine, la migration saisonnière, combinée à la diversification économique, permet aux familles de survivre dans des conditions économiques précaires. La migration à partir de la collectivité plus prospère des colons de la région irriguée est principalement le fait d'enfants dirigés vers les agglomérations urbaines. La migration dans le secteur capitaliste archaïque de Colombie est également de ce type. Cela semble lié non seulement à des facteurs d'attraction, notamment la capacité financière de ces familles à envoyer leurs enfants à l'école, mais également à des facteurs de répulsion tels que la densité de population et l'exiguïté des exploitations.

On enregistre, pour des raisons semblables, une émigration considérable aux Philippines, qui est le fait particulièrement de cohortes plus jeunes de la population active. Il est difficile, dans ces conditions, de tirer des conclusions générales quant à la relation qui existe entre la migration et le développement économique dans les sociétés rurales en voie de modernisation : diverses considérations économiques, démographiques et sociales déterminent manifestement les stratégies de migration. Des études microrégionales, semblables à celles qui sont présentées ici, sont par conséquent indispensables si l'on veut interpréter ces interrelations dans un contexte particulier.

LES RÉACTIONS SOCIALES AU DÉVELOPPEMENT

Plusieurs études ont mis en lumière les ajustements sociaux opérés par les familles confrontées à des circonstances économiques diffé-

rentes. Par exemple, la situation socio-économique générale du ménage se reflète souvent dans sa structure et sa composition. Il reste à déterminer dans quelle mesure il s'agit d'une réaction délibérée ou préméditée, mais dans la plupart des cas, il s'agit de familles dont les membres contribuent au bien-être du ménage de manière éminemment rationnelle du point de vue économique. Comme dans le cas des réactions démographiques, il est difficile de prédire et d'interpréter les réponses précises des familles aux diverses conditions économiques, en l'absence d'observation minutieuse sur le terrain des conditions locales. Cependant, de manière générale, les familles deviennent de plus en plus nucléaires même si cette tendance ne résulte pas nécessairement d'une amélioration de la situation économique.

Au Pérou, par exemple, des stratégies familiales opposées ont été adoptées dans les deux régions stagnantes, bien que les niveaux de vie, en soi, soient à peu près semblables. Dans l'Altiplano, les familles nucléaires sont courantes du fait de la pénurie de terres cultivables et d'emplois. À Bajo Piura, par contre, c'est la famille élargie qui l'emporte afin de réduire les frais de logement et de mettre en commun les ressources. En Argentine, la famille nucléaire prédomine dans toutes les régions mais surtout chez les paysans les plus aisés dont la sécurité économique ne dépend pas d'une famille nombreuse. Les travailleurs salariés, par contraste, sont caractérisés par une proportion beaucoup plus forte de familles élargies (bien que, même là, la majorité soit de type nucléaire) où les membres mettent en commun leurs ressources pour assurer la subsistance du ménage. En Malaisie, la modernisation est un facteur qui incite les enfants à émigrer pour aller travailler dans le secteur moderne si bien que, là aussi, la tendance en faveur de la famille nucléaire s'accroît.

Il ressort de toutes les études la constatation universelle que les familles paysannes attachent un gros prix à l'instruction. Même si les motifs pour lesquels on la recherche varient selon les circonstances économiques et environnementales locales, on y voit généralement le moyen d'atteindre à une plus grande sécurité économique. Dans certains cas, comme dans les régions stagnantes du Pérou, on recherche plutôt les études supérieures dans des disciplines non agricoles, alors que dans les districts plus dynamiques comme Cañete et Tambopata, on favorise davantage la formation technique spécialisée. L'instruction est donc perçue comme un moyen permettant de transformer à la fois une situation économique défavorable et d'améliorer celle qui est déjà favorable. Tel était le cas, également, en Argentine, au Bangladesh, en Colombie, en Inde, en Malaisie et aux Philippines.

Bien que l'incidence de la modernisation sur le rôle des femmes n'ait pas occupé une place prépondérante dans la plupart des études, nombre d'entre elles ont indiqué une transformation importante des activités féminines et, indirectement, de la place qu'occupent les femmes dans la société. Ces changements sont particulièrement marqués dans les Zones franches de la Malaisie. Les filles célibataires y sont devenues le pilier sur lequel repose «la subsistance physique et sociale du système rural», de par leur contribution à l'économie familiale. Le travail salarié des jeunes femmes est directement lié au report du mariage. Étant la

principale source de revenu salarial de la famille, elles doivent contribuer financièrement à l'éducation des frères et soeurs et accumuler en outre des économies suffisantes pour leurs noces. Par ailleurs, elles doivent attendre avant de quitter le foyer qu'un frère ou une soeur soit en âge de gagner un salaire de remplacement. Ainsi, la possibilité de faire un travail salarié inflige un fardeau considérable à ces jeunes femmes qui voient leur dépendance traditionnelle se muer en une lourde responsabilité. Elles connaissent également des conflits de valeurs, particulièrement dans le domaine des rapports sexuels, contrebalancés par une résurgence marquée du fondamentalisme islamique dans un grand nombre des usines modernes. Ainsi, le milieu de travail moderne suscite chez ces femmes un conflit entre leurs différents rôles, un mélange complexe de valeurs anciennes et nouvelles. D'une part, elles font preuve d'attitudes modernes vis-à-vis de l'indépendance économique, du mariage, de la procréation et du divorce et, d'autre part, elles observent les strictes coutumes islamiques sur le lieu de travail, adoptant même le costume moyen-oriental et la ségrégation rigide des sexes.

Dans la campagne philippine également, les femmes prennent des emplois rémunérés à un rythme étonnant, du fait de la diversification de l'économie. C'est surtout dans la petite entreprise, tant dans le secteur agricole que non agricole, que leur nombre croissant est particulièrement remarquable. Si Hackenberg n'attribue pas directement à ces changements une évolution de la condition féminine, il fait ressortir cependant leur relation avec l'âge plus élevé au mariage et la baisse de la fécondité, qui traduisent indirectement une amélioration de la condition féminine. Au Bangladesh, on commence à attacher plus de prix à l'instruction des filles, non pas tellement à cause de l'élévation de la condition féminine, mais plutôt parce que cela améliore leurs perspectives de mariage. Néanmoins, l'instruction est une première étape importante dans la prise de conscience des femmes des inégalités auxquelles elles sont assujetties.

En Amérique latine, les femmes participent de plus en plus au travail agricole rémunéré et à la diversification de l'emploi. Cela est en grande partie en réaction à la nécessité économique, sans que l'on puisse y voir des attitudes et un comportement modernes. Il semble en l'occurrence, contrairement aux exemples asiatiques, que l'incitation à occuper un emploi non familial lucratif ne soit pas suffisante pour permettre aux femmes de progresser, la simple subsistance étant leur principale préoccupation.

L'INTÉRÊT DE LA MICRO-OBSERVATION

Enfin, on peut tirer de ces études quelques conclusions concernant l'intérêt de la micro-observation lorsqu'il s'agit d'examiner l'incidence du développement sur le comportement des ménages. Toutes celles qui sont présentées ici ont l'avantage de compléter des enquêtes quantitatives par une observation détaillée, effectuée sur plusieurs mois,

des institutions locales, des structures sociales et économiques et des liens traditionnels. C'est ce qui confère aux analyses leur finesse et profondeur et permet d'interpréter les résultats des enquêtes d'une manière qui n'aurait pas été possible avec la seule méthode statistique. Plusieurs des auteurs (Aramburú, Hackenberg et Ong) sont des anthropologues, tandis que les autres sont des sociologues qui ont complété leurs recherches statistiques par un séjour dans les collectivités choisies, afin d'observer et d'interpréter le comportement rural.

Hackenberg décrit des changements intervenus sur une période de 10 ans, au cours de laquelle il a passé un temps considérable dans la région à observer les changements socio-économiques et politiques. Il en a retiré une connaissance profonde qui lui a permis d'interpréter les résultats inattendus de l'étude longitudinale, à savoir l'absence des différences prévues en matière de fécondité entre les deux districts ruraux. Alors que l'on s'attendait à ce que la région plus développée, Magsaysay, connaisse une progression plus rapide à l'égard des indicateurs économiques et de la planification des naissances, c'est l'inverse qui s'est produit. Les familles paysannes de Matanao, la collectivité la plus défavorisée, ont spectaculairement modifié leurs modes de culture pour profiter de la réforme agraire, plutôt que de rester à stagner dans le cadre de production traditionnelle. Les profonds changements introduits par la réforme agraire ont offert aux agriculteurs de Matanao des occasions nouvelles et, bien qu'il leur a fallu procéder à des ajustements considérables pour les saisir, ils sont passés de leur propre initiative de la culture du maïs à celle du riz. Le chercheur qui ignorerait ce contexte local aurait bien du mal à expliquer pourquoi la fécondité a baissé à un niveau presque identique à celui de la région déprimée de Matanao et de celle plus développée de Magsaysay. En d'autres termes, deux enquêtes seules, sans le bénéfice des connaissances anthropologiques, auraient pu amener le chercheur à conclure que les facteurs de développement n'avaient pas eu d'impact apparent sur le comportement démographique du fait que les deux variables dépendantes ont évolué de façon similaire dans les deux collectivités (notamment les variables que sont la planification des naissances, la fécondité et l'âge au mariage).

Bhattacharyya et Hayes ont réussi à mieux faire comprendre les raisons qui motivent le travail des enfants et la manière dont les parents le perçoivent, du fait que Bhattacharyya a séjourné dans la collectivité pendant les mois qu'a duré la collecte des données. La constatation que les parents ressentent un sentiment de honte parce qu'ils doivent envoyer leurs enfants travailler est un exemple du genre de connaissance que la micro-observation permet d'acquérir. De même, l'interprétation que donne Ong du phénomène de l'islamisation croissante des jeunes ouvrières des usines de Malaisie gagne en poids du fait qu'elle est fondée sur les rapports qu'elle a eus avec ces femmes tout au long de la période d'étude.

La micro-observation a également permis de mettre en évidence plusieurs conséquences négatives des activités de développement. Par exemple, l'étude de Bhattacharyya et Hayes sur la valeur économique des enfants leur a permis de juger de la détérioration de la qualité de vie des familles qui travaillent dans l'industrie villageoise. Ils nous mettent

en garde, indiquant que des recherches plus poussées sont nécessaires avant d'avaliser largement les politiques d'encouragement aux industries artisanales et agro-alimentaires comme moyen de développement économique du Tiers-Monde. L'étude de Ong a révélé que les conditions de vie des jeunes femmes se sont également détériorées à certains égards, même si elles commencent à se familiariser avec la technologie et les valeurs modernes. Elles doivent aujourd'hui s'acquitter d'une double charge de travail tout en assumant une responsabilité croissante à l'égard de leur famille. Dans ces conditions, il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce que leur initiation à la technologie moderne suffise à améliorer la qualité de leur vie, à moins d'être accompagnée d'une évolution correspondante du rôle féminin et des moyens de subsistance de la famille. Même si ces résultats négatifs ne sont peut-être que temporaires, ne reflétant qu'une etape transitoire entre le mode de vie traditionnel et moderne, il convient de se montrer attentif aux difficultés qui accompagnent ces transitions.

Certaines des études contiennent également des recommandations importantes sur le plan des politiques à suivre, recommandations qui sont fondées sur l'étude en profondeur de collectivités particulières ou de microrégions. Pour le Pérou, Aramburú propose des politiques de substitution intéressantes susceptibles d'atténuer les problèmes des régions déprimées et plus avancées. Par exemple, il a relevé que les troupeaux de lama et d'alpaga en Amérique du Sud ont été remplacés par des troupeaux d'ovins et de bovins dans l'Altiplano, une région très pauvre. Étant donné que les fibres naturelles de ces animaux indigènes pourraient faire l'objet d'une forte demande à l'avenir, il recommande que des recherches soient effectuées en vue d'améliorer la qualité et la quantité de ces troupeaux.

Aux Philippines, Hackenberg a démontré que l'ouverture au changement dans un domaine (l'innovation agricole) détermine de façon importante l'accueil réservé aux mesures de contrôle des naissances. Il a établi également que des programmes gouvernementaux dynamiques peuvent se compléter les uns les autres dans une phase transitoire, en offrant à la population une gamme d'options en même temps qu'une information adéquate et des moyens de communication. De même, au Bangladesh, les familles rurales ont réagi favorablement aux nouvelles perspectives agricoles, économiques et sociales ouvertes par le programme de l'Agence de développement rural. L'étude citée par Khuda fait apparaître des changements profonds de mentalité et de comportement à l'intérieur d'une seule génération.

Conclusion

Bien que les études présentées ici contribuent de façon importante à la compréhension des liens entre le développement socio-économique et l'évolution démographique, maintes questions restent sans réponse. Au premier plan de celles-ci figure la mesure dans laquelle l'évolution démographique était attribuée directement aux programmes de

développement particuliers mis en oeuvre dans les régions étudiées, par opposition aux changements qui se seraient produits en leur absence. Hackenberg a utilisé des méthodes qui auraient pu apporter la réponse à ces questions, en ce sens qu'il a réalisé une enquête longitudinale, avec des données de départ ainsi que des données sur les régions «expérimentales» et régions «repères». Cependant, en raison de changements imprévus intervenus dans ces dernières, les différences attendues ne sont pas apparues. Dans l'étude sur le Bangladesh, les comparaisons ont été possibles entre la région «expérimentale» de Comilla et le pays dans son ensemble. Cependant, ce dernier ne peut être considéré véritablement comme un point de repère car il englobe toutes les régions du pays et les statistiques qui le concernent sont des moyennes nationales englobant aussi Comilla. En Argentine, en Colombie et au Pérou, l'incidence du développement a été mesurée avec encore moins de précision, en comparant différentes régions, différents groupes économiques et des professions touchés de manière différente ou pas du tout, par les influences exercées par la modernisation.

La recherche de jalons plus fiables dans les études d'impact longitudinales et transversales soulève la difficulté souvent citée, à savoir que l'on suppose que tout comportement humain, et particulièrement celui de groupes sociaux, demeurera constant pendant toute la durée de l'expérience ou de l'enquête. En outre, les activités de développement étudiées peuvent ne pas se dérouler de la manière prévue, ou bien la population qui en fait l'objet peut réagir tout à fait différemment de la manière prévue. Il faut donc se garder d'attacher trop de poids aux résultats de telles études. En conséquence, une combinaison d'approches, comme celle qui a été utilisée dans l'étude des Philippines, constitue peut-être la meilleure façon d'analyser l'impact des activités de développement sur le comportement démographique. Une telle combinaison d'analyses longitudinales et de méthodes quasi expérimentales, d'enquêtes quantitatives et de micro-observations confère au chercheur une souplesse considérable qui lui permet de choisir les contributions positives de chaque méthode et de compenser les faiblesses inévitables dues à la nature des données avec lesquelles les sociologues doivent travailler.

BIBLIOGRAPHIE

Altamirano, T. 1984. Migración de retorno a los Andes. Instituto Andino de Estudios en Población y Desarrollo, Lima, Pérou.

Anonyme. 1979. Éditorial. The Sunday Mail, le 2 décembre 1979.

Aramburú, C. 1982. Las migraciones en la economía campesina: el caso de Puno. Revista Economía (Universidad Católica del Perú, Lima, Pérou), 5(10), 85–102.

Aramburú, C., Ponce, A. 1983. Familia y trabajo en el Perú rural. Instituto Andino de Estudios en Población y Desarrollo, Lima, Pérou.

_____ 1985. Estrategias de sobrevivencia entre los sectores populares de Lima. Instituto Andino de Estudios en Población y Desarrollo, Lima, Pérou.

Argentina, Government of. 1914, 1947, 1960, 1970, 1980. National Population Census. Buenos Aires, Argentine.

Ariffin, J. 1980. Industrial development in Peninsular Malaysia and rural-urban migration of women workers: impact and implications. Jurnal Ekonomi Malaysia, 1.

Arizpe, L. 1975. Migración por relevos, familia campesina y reproducción social del campesinado. México. Miméo.

_____ 1981. Relay migration and the survival of the peasant household. *In* Balan, J., éd., Why people move. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris, France.

Bangladesh, Government of. 1978. Bangladesh Fertility Survey, 1975–76. Ministry of Health and Population Control, Dhaka, Bangladesh.

_____ 1981a. Bangladesh Contraceptive Prevalence Survey, 1979. National Institute for Population Research and Training, Dhaka, Bangladesh.

_____ 1981b. Bangladesh Contraceptive Prevalence Survey, 1981. Population Control and Family Planning Division, Dhaka, Bangladesh.

_____ 1983. Statistical yearbook of Bangladesh. Bureau of Statistics, Dhaka, Bangladesh.

_____ 1984. Bangladesh population census, 1981: analytical findings and national tables. Bureau of Statistics, Dhaka, Bangladesh.

_____ 1986. Statistical yearbook of Bangladesh, 1984–85. Bureau of Statistics, Dhaka, Bangladesh.

Barker, R., Cordova, V.G. 1978. Labor utilization in rice production. *In* Economic consequences of the new rice technology: Proceedings of the Conference on the Economic Consequences of New Rice Technology held at the Institute, Los Baños, 13–16 December 1976. International Rice Research Institute, Los Baños, Philippines. p.113–136.

Bartra, R. 1975. La teoría del valor y la economía campesina. Revista Comercio Exterior (Banco Nacional de Comercio Exterior, México), 25(5).

Bengoa, J. 1979. Economía campesina y acumulación capitalista. *In* Plaza, O., éd., La economía campesina. Centro de Estudios y Promoción del Desarrollo, Lima, Pérou.

Berquo, E., Loyola, A. 1982. Sobre as estrategias natrimoniaisa presents na sociedade brasilera. Anais do 3 Encontro da Associacao Brasileira de Estudos Populacionais, Rio de Janeiro, Brésil.

Bhattacharyya, A.K. 1982. Impact of cottage industry on fertility: a case study in rural India. Paper presented at 51st Annual Meeting of Population Association of America, San Diego, 29 April–1 May.

Binswanger, H.P., Ruttan, V. 1977. Induced innovation: technology, institutions and development. Johns Hopkins University Press, Baltimore, MD, É.-U.

BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement). 1976. The Philippines: priorities and prospects for development. World Bank, Washington, DC, É.-U.

_____ 1980. Aspects of poverty in the Philippines: review and assessment. World Bank, Washington, DC, É.-U. Rapport 2984-PH.
BIT (Bureau international du travail). 1974. Sharing in development: a program of employment, equity and growth for the Philippines, BIT, Genève, Suisse.
Cain, M., Norris, M., Sirageldin, I. 1976. Pre-independence levels of fertility: evidence from the Pakistan National Family Planning Impact Survey, 1968–69. Document présenté au Bangladesh Fertility Seminar, Cox's Bazaar, Bangladesh.
Caldwell, J.C. 1976. Toward a restatement of demographic transition theory. Population and Development Review, 2(3), 321–366.
_____ 1980. Mass education as a determinant of the timing of fertility decline. Population and Development Review, 6(2), 225–255.
_____ 1982. A theory of fertility decline. Academic Press, New York, NY, É.-U.
Caldwell, J.C., Reddy, P.H., Caldwell, P. 1982. The determinants of fertility decline in India. Australian National University, Canberra, Australie.
Castillo, G. 1983. How participatory is participatory development? Philippine Institute for Development Studies, Manille, Philippines.
Chayanov, A. 1974. La Organización de la Unidad Económica Campesina. Nueva Visión, Buenos Aires, Argentine.
Chowdhury, K.M., Razzak, A., Becker, S., Sardar, A., D'Souza, S. 1982. Demographic surveillance system, Matlab: Vol. 9 — Vital elements and migration, 1979. Centre international de recherches sur les maladies diarrhéiques (Bangladesh), Dhaka, Bangladesh. Rapport scientifique 56.
Collins, J. 1983. The maintenance of peasant coffee production in a Peruvian valley. University of New York, Binghamton, NY, É.-U.
Concepción, M., Smith, P.C. 1977. The demographic situation in the Philippines. East-West Center, Honolulu, HI, É.-U. Documents du East-West Population Institute, 44.
de Janvry, A. 1981. The agrarian question and reformism in Latin America. Johns Hopkins University Press, Baltimore, MD, É.-U.
de Vanzo, J. 1981. Migration and fertility: some illustrative tabulations based on the Malaysian Family Life Survey. Rand Corporation, Santa Monica, CA, É.-U.
Duff, B. 1978. Mechanization and use of modern varieties. *In* Economic consequences of the new rice technology : Proceedings of the Conference on the Economic Consequences of New Rice Technology held at the Institute, Los Baños, 13–16 December 1976. International Rice Research Institute, Los Baños, Philippines. p.165–172.
Duque, J., Pastrana, E. 1973. Las estrategias de supervivencia económica de las unidades familiares del sector popular urbano: una investigación exploratoria. Programa Escuela Latinoamericana de Sociología/Centro Latinoamericano de Demografía, Santiago, Chili.
Easterlin, R.A., éd. 1980. Population and economic change in developing countries. Chicago University Press, Chicago, IL, É.-U.
Forni, F., Benencia, R. 1983. Evolución del empleo agropecuario en la Argentina 1914–1969. Centro de Estudios y Investigaciones Laborales, Buenos Aires, Argentine.
Forni, F., Aparicio, S., Neiman, G. 1984. Análisis de la estructura ocupacional y los movimientos migratorios en la Provincia de Santiago del Estero, 1970–80. Centro de Estudios e Investigaciones Laborales/Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas, Buenos Aires, Argentine.
Foster, G. 1965. Peasant society and the image of the limited good. American Anthropologist, 67(4), 293–315.
Gable, R.M., Springer, J.F. 1979. Administrative implications of development policy: comparative analysis of agricultural programs in Asia. Economic Development and Cultural Change, 27(4), 687–704.
Geertz, C. 1963. Agricultural involution: the processes of ecological change in Indonesia. University of California Press, Berkeley, CA, É.-U.
Goldin, C. 1981. Family strategies and the family economy in the late nineteenth century: the role of secondary workers. *In* Hershberg, T., éd., Philadelphia: work, space, family and group experience in the nineteenth century: essays toward an interdisciplinary history of the city. Oxford University Press, New York, NY, É.-U.
Gomes, M. 1984. Family size and educational attainment in Kenya. Population and Development Review, 10(4), 647–660.
GPO (Government Printing Office). 1980. The Global 2000 Report to the President. GPO, Washington, DC, É.-U.

Hackenberg, R.A. 1971. The cybernetic village. Southeast Asian Journal of Sociology, 4(1), 5–27.
_____ 1980. New patterns of urbanization in Southeast Asia. Population and Development Review, 6(3), 391–419.
_____ 1982. Diffuse urbanization and the resource frontier. *In* Mathur, O.P., éd., Small cities and national development. United Nations Centre for Regional Development, Nagoya, Japon. p.139–171.
_____ 1983. The urban impact of agropolitical development: the changing regional metropolis in the Southern Philippines. Comparative Urban Research, 10(1), 69–98.
_____ 1984a. Farm modernization and fertility decline in the southern Philippines. Institute of Behavioral Sciences, University of Colorado, Boulder, CO, É.-U. Document de travail 3 du Population Program.
_____ 1984b. Microurbanization: an optimizing strategy for rural and regional development. U.S. Agency for International Development, Washington, DC, É.-U.
Hackenberg, R.A., Magalit, H.F. 1985. Demographic responses to development: sources of declining fertility in the Philippines. Westview Press, Boulder, CO, É.-U.
Harkin, D.A. 1975. Strengths and weaknesses of Philippine land reform. Asia Society, New York, NY, É.-U. Southeast Asia Development Advisory Group Papers.
Hayami, Y., Kikuchi, M. 1978. Anatomy of a peasant economy: a rice village in the Philippines. International Rice Research Institute, Los Baños, Philippines.
_____ 1981. Asian village economy at the crossroads. Johns Hopkins University Press, Baltimore, MD, É.-U.
Herdt, R.W., Wickham, T.H. 1978. Exploring the gap between potential and actual rice yields. *In* Economic consequences of the new rice technology: Proceedings of the Conference on the Economic Consequences of New Rice Technology held at the Institute, Los Baños, 13–16 December 1976. International Rice Research Institute, Los Baños, Philippines. p.3–29.
Heynig, K. 1982. The principal schools of thought on the peasant economy. Comisión Económica para América Latina, Review, 16(April), 113–139.
Holmberg, A., et al. 1966. Vicos: teoría y practica de antropología aplicada. Instituto Indigebista Peruano, Lima, Pérou.
Kahn, J. 1983. Reconstituting the peasantry in Indonesia: capitalism, agrarian structure and the effectivity of concepts. Non publié.
Kautsky, K. 1970. La cuestión agraria. Editorial Cartago, Buenos Aires, Argentine.
Kerkvliet, B. 1974. Land reform in the Philippines since the Marcos coup. Pacific Affairs, 47(3), 286–305.
Khan, A.R., Lewis, L.H. 1976. Some estimates of current levels of fertility and mortality in Bangladesh: a preliminary analysis of pregnancy histories of Bangladesh Fertility Survey Data. Document présenté au Bangladesh Fertility Seminar, Cox's Bazaar, Bangladesh.
Khuda, B. 1977. Value of children in a Bangladesh village. *In* Caldwell, J.C., éd., The persistence of high fertility. Australian National University, Canberra, Australie. p.681–728.
_____ 1978. Labour utilization in a village economy of Bangladesh. Australian National University, Canberra, Australia. Thèse de doctorat.
_____ 1982. Nuptiality in rural Bangladesh. Demography India, 11(1), 55–72.
_____ 1984. Population control in Bangladesh: the prospects. *In* Jones, G.W., éd., The demographic transition in Asia. Maruzen Asia (Pte.) Ltd, Singapour. p.147–169.
_____ Sous presse. Rural development and demographic change: a case study of a Bangladesh village. University Press Ltd, Dhaka, Bangladesh.
Kikuchi, M, Hayami, H. 1983. New rice technology, intramural migration and institutional innovation in the Philippines. Population and Development Review, 9(2), 247–257.
Kocher, J.E. 1973. Rural development, income distribution and fertility decline. Population Council, New York, NY, É.-U.
Laderman, C. 1983. Wives and mid-wives. University of California Press, Berkeley, É.-U.
Malaysia, Government of. 1972. Community groups. Government Printing Press, Kuala Lumpur, Malaisie.
_____ 1976a. Third Malaysian plan, 1976–80. Government Printing Press, Kuala Lumpur, Malaisie.
_____ 1976b. Selangor State Development Corporation. Government Printing Press, Kuala Lumpur, Malaisie.
_____ 1981. Fourth Malaysian plan, 1981–85. Government Printing Press, Kuala Lumpur, Malaisie.

Mamdani, M. 1973. The myth of population control: family, caste and class in an Indian village. Monthly Review Press, New York, NY, É.-U.
Martine, G. 1979. Adaptation of migrants or survival of the fittest. Journal of Developing Areas, 14(1), 23-41.
Martinez, H. 1969. Las migraciones altiplanicas y la colonización del tambopata. Centro de Estudios de Población y Desarrollo, Lima, Pérou.
Marx, K. 1969. El capital (Tomo 1). Fondo de Cultura Económica, México, Mexique.
Matos Mar, J., et al. 1969. Dominación y cambio en el Perú rural. Instituto de Estudios Peruanos, Lima, Pérou.
Mayer, E. 1976. Reciprocidad e intercambio en los Andes Peruanos. Instituto de Estudios Peruanos, Lima, Pérou.
Meillassoux, C. 1984. The economic bases of demographic reproduction: from the domestic mode of production to wage-earning. Journal of Peasant Studies, 11(1), 50-61.
Millar, J. 1970. A reformulation of Chayanov's theory of the peasant economy. Economic Development and Cultural Change, 3(9), 219-229.
Miranda, A. 1982. The demography of Bangladesh: data and issues. Christian Michelsen Institute, Bergen, Norvège. Development Research and Action Program Publication 144.
Mora y Araujo, M. 1982. Teoria y datos: comentarios sobre el enfoque histórico estructural — Reflexiones téorico-metodológicos sobre investigación en población. El Colegio de México, Mexique.
Mueller, E., Anderson, J. 1982. The economic and demographic impact of the Comilla Project in Bangladesh: a case study. *In* Barlow, R., éd., Case studies in the demographic impact of Asian development projects. Center for Research on Economic Development, University of Michigan, Ann Arbor, MI, É.-U. p.1-54.
Nag, M. 1982. Modernization and its impact on fertility: the Indian scene. Center for Policy Studies, Population Council, New York, NY, É.-U. Document de travail 84.
Nun, J. 1969. Sobre población relativa, ejercito de reserva y masa marginal. Revista Latino Americana de Sociología.
Ong, A. Sous presse. Japanese factories, Malay workers: industrialization and sexual metaphors in West Malaysia. *In* Errington, S., Atkinson, J., éd., The cultural construction of gender in island Southeast Asia. Cambridge University Press, Cambridge, R.-U.
Peru, Government of. 1972a. Agricultural census. Lima, Pérou.
——— 1972b. Population census. Lima, Pérou.
——— 1981. Population census. Lima, Pérou.
Peru, Ministerio de Salud. 1980. El aborto en los establecimientos de salud del Perú. Ministerio de Salud, Lima, Pérou.
PSAC (President's Science Advisory Committee). 1967. The world food problem. Government Printing Office, Washington, DC, É.-U.
Rahim, S.A. 1971. Village cooperatives and economic development of subsistence agriculture. Bangladesh Academy for Rural Development, Comilla, Bangladesh. Miméo.
Raper, A.F. 1970. Rural development in action: the comprehensive experiment at Comilla, East Pakistan. Cornell University Press, Ithaca, NY, É.-U.
Roumasset, J., Smith, J. 1981. Population, technological change and the evolution of labor markets. Population and Development Review, 7(3), 401-417.
Ruttan, V.W. 1978. New rice technology and agricultural development policy. *In* Economic consequences of the new rice technology: Proceedings of the Conference on the Economic Consequences of New Rice Technology held at the Institute, Los Baños, 13-16 December 1976. International Rice Research Institute, Los Baños, Philippines. p.367-382.
Schuman, H. 1967. Economic development and individual change. Center for International Affairs, Harvard University, Cambridge, MA, É.-U.
Scott, C. 1976. Peasants, proletarization and the articulation of the modes of production. Journal of Peasant Studies, 1(2), 5-28.
Scott, J.C. 1976. The moral economy of the peasant. Yale University Press, New Haven, CT, É.-U.
Simkins, P., Wernstedt, F. 1971. Philippine migration to the Digos-Padada Valley. Yale University Press, New Haven, CT, É.-U. Yale Southeast Asia Studies, Monograph 16.
Smith, B. 1979. The Comilla strategy: a systems analysis of rural development organisation. Michigan State University, East Lansing, MI, É.-U. Thèse de doctorat.
Stark, O. 1981. Research on rural-to-urban migration in LDCs: the confusion frontier and why we should pause to rethink afresh. Department of Economics, Bar-Elan University and the David Horowitz Institute for the Research of Developing Countries, Tel Aviv University, Israël. Miméo.

Stearman, A. 1978. The highland migrant in lowland Bolivia. Human Organization, 37(2).
Stoeckel, J., Chowdhury, M.A. 1973. Infant mortality and family planning in rural Bangladesh. Oxford University Press, Dhaka, Bangladesh.
Torrado, S. 1981. Sobre los conceptos de "Estrategias familiares de vida" y "Proceso de reproducción de la fuerza de trabajo": notas téorico-metodológicas. Demografia y Economia, 15(2), 204-233.
USAID (United States Agency for International Development). 1980. Country development strategy statement, FY82. USAID Philippines, Manille, Philippines.
——— 1981. Economic assessment of the new society and key problems facing the Republic of the Philippines. USAID Philippines, Manille, Philippines.
Vlassoff, C. 1983. Migration and fertility as 'survival strategies' — an exploratory analysis. Paper presented at the Population Association of America Annual Meeting, Pittsburgh, PA, É.-U., avril 1983.
White, B. 1976. Production and reproduction in a Javanese village. Columbia University, New York, NY, É.-U., Thèse de doctorat.
Wickham, T.H., Barker, R., Rosegrant, M.V. 1978. Complementarities among irrigation, fertilizer and modern rice varieties. *In* Economic consequences of the new rice technology. Proceedings of the Conference on the Economic Consequences of New Rice Technology held at the Institute, Los Baños, 13-16 December 1976. International Rice Research Institute, Los Baños, Philippines. p.221-232.